

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

# QUATRIÈME INTERNATIONALE

12<sup>e</sup> Année

Volume 12 - N<sup>os</sup> 1-2

## SOMMAIRE

EDITORIAL :

*NOUS ENTRONS DANS LA PERIODE CRITIQUE*

Le plan Molotov — L'exécution de Beria — L'Amérique et l'Islam.

E. GERMAIN  
*DE STALINE A MALENKOV*

M. PABLO  
*LA NOUVELLE POLITIQUE  
ECONOMIQUE DES POST-STALINIENS*

J.-P. MARTIN  
*L'INTELLIGENZA SOVIETIQUE  
CONTRE LA TUTELLE  
BUREAUCRATIQUE*

P. FRANK. — A propos de l'affaire Djilas.  
Le Guatemala et « l'United Fruit Company »

LEON TROTSKY  
*CULTURE ET ART PROLETARIENS*

*Conjoncture économique* : La situation économique aux Etats-Unis et ses perspectives. — Salaires moyens en Allemagne. — Résultats économiques en U. R. S. S. pour 1953.

R. LERNER  
*UNE ŒUVRE INCONNUE DE MARX*

*Les livres.* — Mémoires sur la deuxième guerre mondiale, de W. CHURCHILL. — Ma Vie, de L. TROTSKY.  
*Documents de préparation du IV<sup>e</sup> Congrès Mondial.* — Notre intégration dans le réel mouvement des masses.  
*Nouvelles du mouvement ouvrier et de l'Internationale.*

JANVIER-FEVRIER 1954  
(paraissant tous les 2 mois)



## SOMMAIRE

## EDITORIAL :

Nous entrons dans la période critique ..... 1

## NOTES EDITORIALES :

L'exécution de Beria ..... 4

L'Amérique et l'Islam ..... 5

L'affaire Djilas ..... 6

Le plan Molotov ..... 7

## E. GERMAIN

De Staline à Malenkov ..... 9

## M. PABLO

A propos de la nouvelle politique économique des post-staliniens... 16

## J.-P. MARTIN

L'intelligenza soviétique s'insurge contre la tutelle bureaucratique 22

## P. FRANK

Quelques problèmes théoriques à propos de l'affaire Djilas ..... 25

## Léon TROTSKY

Culture et art prolétariens (suite) ..... 30

## R. LERNER

Une œuvre inconnue de Marx (fin) ..... 38

Le Guatemala et « l'United Fruit Company » ..... 45

## CONJONCTURE ECONOMIQUE

La situation économique aux Etats-Unis et ses perspectives ..... 47

Salaires moyens en Allemagne ..... 50

Résultats économiques en U.R.S.S. pour 1953 ..... 72

## LES LIVRES

« Mémoires sur la 2<sup>e</sup> guerre mondiale », de W. Churchill ..... 51

« Ma vie », de L. Trotsky ..... 52

Les documents de préparation du IV<sup>e</sup> Congrès Mondial :

Notre intégration dans le réel mouvement des masses ..... 53

## NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE :

Le 14<sup>e</sup> Plenum du C.E.I. — La situation dans l'Internationale. —  
Résolution sur les causes et les enseignements de la crise.  
— Une conférence des sections latino-américaines et sa résolution  
politique. — Uruguay. — Bolivie. — Etats-Unis. — Ceylan.  
— Espagne. — France. — Italie. — Autriche. — Angleterre.

IV<sup>E</sup> INTERNATIONALE

Organe du Comité Exécutif International de la IV<sup>e</sup> Internationale

## éditorial

Nous entrons dans  
la période critique

La Conférence de Berlin a ranimé l'espoir que nourrissent sincèrement des millions de gens dans le monde de voir la « guerre froide » céder la place à une « paix durable ». Devant les résultats franchement médiocres sinon un échec réel, ils risquent de se trouver encore une fois désappointés. Les forces et les données fondamentales qui déterminent la situation internationale et son évolution leur échappent comme par le passé, et c'est là la cause de leurs espoirs vains et de leurs désenchantements inévitables.

Car la « paix durable » n'est pas du domaine de la bonne volonté de diplomates ni des raisonnements qui conviennent au bon sens ; elle reste déterminée par les réalités du système capitaliste et de sa situation concrète actuelle. Aucune formule diplomatique sur telle ou telle question litigieuse, sur la C.E.D., l'unification de l'Allemagne, l'Autriche, l'admission ou non de la Chine à l'O.N.U., etc., ne peut éluder les vraies difficultés qui hérissent la voie d'un compromis général et durable : celles qui résultent de la nature même des forces antagonistes en présence, de la coalition impérialiste et du camp de la Révolution.

Voyons l'aspect concret de la question.

La dernière réunion des quatre en vue de trouver un compromis eût lieu en 1949, avant la guerre de Corée. Les forces alors en présence étaient dans la situation suivante : La coalition impérialiste dominée par Washington rejetait comme aujourd'hui le compromis offert par la bureaucratie soviétique sur la base essentielle du maintien de la division issue de la deuxième guerre mondiale et du *statu quo*. Cependant la différence importante entre la situation de jadis et celle d'aujourd'hui réside dans les conditions militaires et économiques différentes de l'impérialisme.

En 1949, la coalition impérialiste était pratiquement désarmée, et sa seule force militaire effective résidait dans son avance sur le terrain des découvertes et des armes atomiques. Aujourd'hui, à la suite de la guerre de Corée, cette coalition est réarmée. Sa force principale — l'impérialisme américain — a mis sur pied une machine de guerre formidable, prête à fonctionner à plein rendement. Les autres Etats

capitalistes du N.A.T.O. ont tous réalisés des progrès, beaucoup moins impressionnants certes, mais on commettrait une grave erreur de les trop sous-estimer. Même en Allemagne et au Japon, malgré les entraves légales qui existent encore, les préparatifs militaires sont très poussés. La création et l'équipement de bases aériennes et navales de l'impérialisme yankee, à travers le monde, ont connu depuis 1949 un développement impressionnant et continu. De même, le réseau des alliances militaires qui enveloppent de toute part l'U.R.S.S. et la Chine.

Les conditions économiques ont aussi essentiellement changé depuis 1949. L'économie américaine avait connu précisément cette année-là un fléchissement sérieux, avertisseur d'une menace de dépression plus profonde et prolongée. Cependant, l'économie des autres pays capitalistes, à peine remise des épreuves de la guerre, était loin d'être aussi avancée.

A travers la guerre de Corée, l'impérialisme américain, lancé dans un colossal programme d'armements, a pris un nouvel élan, tandis que le reste de l'économie capitaliste profitait dans son ensemble de ce « boom », atteignant et dépassant les niveaux atteints à la veille de l'autre guerre.

Cette marche ascendante de l'ensemble de l'économie capitaliste, où le stimulant des armements jouait à plein, l'acheminait cependant inexorablement vers une crise de surproduction.

Comme nous l'avons dit à l'époque, 1953 risquait d'être l'année qui verrait à la fois le plafonnement des dépenses militaires aux Etats-Unis et des autres Etats capitalistes, ainsi que la réapparition de signes avant-coureurs de dépression et de crise. Au seuil de l'année nouvelle, personne ne conteste plus ces faits.

Ainsi l'impérialisme s'est présenté à la Conférence de Berlin dans les conditions d'un réarmement très poussé et de menace de crise économique.

Certes, il faut ajouter à ce tableau d'autres faits importants. La cohésion entre les principaux membres de la coalition impérialiste, surtout entre les Etats-Unis d'une part, la France et l'Angleterre de l'autre, n'est pas aussi grande qu'en 1949, ces derniers pays subissant alors beaucoup plus impérieusement l'influence américaine. Rétablis depuis dans leur puissance économique, ils sont soumis aux exigences de la concurrence internationale avivée par la rentrée de l'Allemagne et du Japon et la menace de crise économique. Ils doivent d'autre part tenir compte des réactions des masses opposées à la guerre. L'ampleur relative prise par les antagonismes interimpérialistes a eu incontestablement comme résultat majeur de gêner considérablement la politique américaine, ne fût-ce qu'en retardant la remilitarisation effective de l'Allemagne et du Japon.

Face à cette situation du camp impérialiste, comment se présente la politique de l'U.R.S.S. et de ses alliés ?

On aura beau y chercher un changement fondamental, on n'en trouvera aucun. La bureaucratie soviétique est toujours disposée au compromis, mais sur la stricte base de la division actuelle du monde et du *statu quo*. La raison de cette attitude fondamentalement inchangée, nous l'avons expliquée à plusieurs reprises : elle tient au caractère et aux intérêts spécifiques de la bureaucratie en tant que caste privilégiée en U.R.S.S. Cette caste craint toujours sincèrement la guerre, non pas tellement à cause de la puissance réelle de l'impérialisme qu'en raison des changements révolutionnaires que la guerre amènerait sur l'échelle internationale, et qui précipiteraient la chute du pouvoir de la bureaucratie. D'autre part, jouissant d'un rapport des forces global qui lui est favorable, elle n'a aucune envie de sacrifier quoi que ce soit d'essentiel de ses positions actuelles. Elle n'a pas non plus le pouvoir réel de le faire, même si elle le désirait. Aussi bien en effet les « Démocraties

populaires » européenne que la Chine ou le Vietnam ne peuvent plus être considérés comme une « monnaie d'échange ».

Ces raisons valables sous Staline en 1949 sont encore plus valables sous la « direction collective » Malenkov. Celle-ci change les formes de sa diplomatie, elle les assouplit, elle ne peut pas cependant en sacrifier le fond déterminé par ses intérêts et ses possibilités réelles. Depuis la mort de Staline, une raison supplémentaire force très probablement la bureaucratie, à défaut d'un compromis général et durable, à toute sorte d'apaisements dans la tension internationale et de compromis limités : c'est le réaménagement de ses rapports avec les masses soviétiques et avec celles des « Démocraties populaires ». Cherchant un nouvel équilibre avec ces masses sur la base de *concessions dosées*, elle croit pouvoir y parvenir grâce à une détente internationale, même limitée et provisoire et à un développement de ses relations économiques avec le marché capitaliste international.

Dans ces conditions, si un compromis *général et durable* échouera toujours, ce n'est certainement pas à cause de « l'agressivité » du Kremlin et de ses desseins de « domination mondiale » ; c'est à cause de l'impossibilité dans laquelle se trouve au contraire l'impérialisme de se contenter d'une « coexistence pacifique » sur la base de la division actuelle du monde. Dans les conditions concrètes actuelles qui menacent le capitalisme d'une nouvelle crise économique, cette base lui apparaît plus restreinte que jamais.

*Muni d'une machine de guerre puissante, et placé devant des perspectives économiques incertaines sinon inquiétantes, l'impérialisme — l'impérialisme américain en particulier — est entré dans une période critique.* Il n'a pas pu changer fondamentalement le rapport des forces global à son avantage. Mais l'espoir de réussir mieux à l'avenir, les années passant, diminuera davantage encore. La progression économique de l'U.R.S.S. et des autres Etats anticapitalistes se fait beaucoup plus rapidement que se ferait celle des pays impérialistes, en supposant qu'elle soit continue et qu'une crise majeure soit ajournée pour très longtemps.

Les forces militaires proprement dites, depuis que l'U.R.S.S. a consolidé ses progrès atomiques, suivent une évolution analogue.

La reconstruction, la consolidation économique et politique de la Chine pèsent littéralement de plus en plus sur la balance des forces d'un poids énorme. Le sort de l'Asie tout entière est ainsi scellé. L'effervescence du monde colonial et semi-colonial ailleurs, en Afrique, en Amérique latine ne cesse et ne cessera pas.

Le prolétariat des pays européens, dont on ne voit pas quelle force pourrait l'abattre de manière décisive dans les années à venir, représente pour le capitalisme décrépît de ces pays une menace mortelle. Certains prétendent que l'impérialisme, conscient de ce rapport de forces et de sa dynamique, cherchera d'autres issues que la guerre ; qu'il saisira les offres de commerce du camp soviétique et équipera la Chine. Ils oublient que le volume d'un tel commerce est limité par la structure sociale différente du camp soviétique et de ses échanges possibles avec le monde capitaliste, ainsi que par la pluralité des pays capitalistes antagonistes entre lesquels doit se partager ce volume restreint. C'est en particulier l'impérialisme américain qui risque d'être de loin le moins favorisé. Le commerce Est-Ouest est un palliatif, à pouvoir très limité, qui ne peut ni ajourner pour longtemps le danger de crise économique, ni servir comme issue à long terme aux difficultés du capitalisme.

Ce qui est pourtant probable c'est que l'impérialisme, conscient que le rapport de forces lui est défavorable et que l'enjeu d'une lutte générale armée est décisif de son sort, hésitera à s'engager dans celle-ci aussi longtemps qu'il ne se trouvera pas pris à la gorge par des difficultés économiques insurmontables ou par la perte de nouvelles posi-

tions importantes. C'est en définitive l'évolution des conditions économiques et sociales aux Etats-Unis qui déterminera l'action de l'impérialisme américain.

Sa tendance orientée vers la guerre n'est pas renversée. Au contraire. Il possède maintenant une machine de guerre à plein rendement, et il est arrivé à des conclusions stratégiques qui ne prévoient plus d'engagements limités à la Corée, mais une lutte générale. Son réseau de bases aériennes et navales et d'alliances militaires à travers le monde est en pleine extension. A l'intérieur même des Etats-Unis il accentue le climat réactionnaire du mac-carthysme. Il est d'autre part menacé par le développement d'une dépression prolongée, si ce n'est d'une crise économique majeure.

Dans ces conditions, loin de s'effacer le risque de voir se précipiter la lutte armée domine au contraire l'arrière-plan de la politique américaine. *C'est là une des caractéristiques dominantes de la nouvelle période critique dans laquelle nous sommes entrés.*

1<sup>er</sup> Février 1954.

## L'exécution de Béria

Nous laisserons à d'autres les cris d'indignation et le versement de larmes sur le « crime » commis par la nouvelle direction « collective » de l'U.R.S.S. contre l'un de ses confrères éminents, Béria.

La réaction mondiale et, malheureusement, quelques initiés perspicaces se réclamant de la classe ouvrière et qui parlent comme s'ils étaient dans les secrets du Kremlin, ont senti dès le début une vive sympathie pour l'archipolicien du régime bureaucratique, auquel ils ont attribué généreusement le nouveau cours de « libéralisation » du régime depuis la mort de Staline, c'est-à-dire les multiples concessions aux masses auxquelles fut acculée, sous leur pression, la nouvelle direction « collective ».

La vérité est naturellement tout autre. Béria, par tout son passé, versé dans la police depuis 1920, principal homme de confiance de Staline, et qui a dirigé directement avec une main de fer et avec une sinistre prédilection tout le cours terroriste en U.R.S.S. depuis 1938, organisateur des grands procès d'après-guerre, assassin, entre autres, de Kostov, de Rajk, de Slansky et tant d'autres, était l'homme le moins indiqué pour devenir le leader d'une aile « réformatrice », tant soit peu « libérale », de la bureaucratie. Au contraire, au sein de l'équipe des successeurs, il représentait toujours l'élément policier, le plus sensible au maintien de « l'ordre », du statu quo et avant tout de la toute-puissance de la police.

Il fut très probablement l'instigateur du « complot » des médecins, avec l'accord tacite de Staline, afin de déclencher une nouvelle vaste purge dans les milieux intellectuels de l'U.R.S.S. devenus trop critiques envers le régime.

Après la mort de Staline il reçut un premier coup, lui personnellement et son appareil — la police — dans la réhabilitation spectaculaire des médecins. Il se sentit alors menacé et redoubla très probablement les intrigues pour consolider sa position, survivre et même soumettre la nouvelle direction « collective » à son influence prépondérante.

Ses tendances allaient toutes cependant contre le sens de l'évolution en U.R.S.S. et contre les intérêts propres à l'étape actuelle des autres membres de la direction « collective » et de la bureaucratie dans son ensemble. Il entra ainsi inexorablement en conflit avec ses coéquipiers et fut sacrifié par eux le premier à l'autel du maintien du principe de la direction « collective » et pour la plus

grande liberté de la bureaucratie tout entière, sur laquelle pesait lourdement l'ombre de sa police redoutable.

Les masses du pays n'ont pas manqué d'autre part d'interpréter elles aussi sa chute comme un coup porté objectivement à l'institution de la police elle-même, et, soulagées, de l'applaudir chaleureusement. C'est son isolement grandissant en tant que représentant de la police autrefois toute-puissante au sein de la société soviétique, la bureaucratie comprise, qui a facilité son évincement si rapide et qui a dispensé la direction « collective » de la nécessité de justifier plus abondamment son arrestation, sa condamnation, son exécution. Elle savait en effet qu'il n'y aurait personne, indépendamment de n'importe quelle accusation et procédure, pour s'emouvoir particulièrement du sort de Béria.

Nous avons lors de son arrestation écrit que l'acte d'accusation dressé contre lui, loin de lui reprocher ses véritables crimes, son rôle d'archipolicien impliqué directement dans toute la politique terroriste sanglante du régime envers les masses soviétiques, restait dans le plus pur style de la tradition stalinienne. Son procès fut également de style stalinien, ainsi que le communiqué selon lequel « il a avoué » ainsi que les autres coaccusés, choisis tous parmi ses plus intimes collaborateurs policiers.

La direction « collective » est toujours celle de la bureaucratie et, par sa position sociale, est incapable de dresser le vrai procès d'un de ses membres sans par le même coup faire son propre procès.

Ce sera au prolétariat soviétique, le jour où il renversera complètement le régime bureaucratique, de faire le procès et de châtier de manière exemplaire les principales figures sanglantes et les plus responsables du règne de la bureaucratie.

## L'Amérique et l'Islam

De la Turquie et du Maroc jusqu'au Pakistan, en passant par l'Egypte, l'Irak et l'Iran, l'impérialisme américain poursuit un travail de sape des positions françaises et anglaises dans ces régions et, en même temps, étend et consolide le réseau de ses bases aériennes et navales et de ses alliances militaires, dirigées contre l'U.R.S.S. et la Chine.

Son récent accord avec Franco a particulièrement renforcé son jeu dans ces directions. Grâce aux bases dont il dispose maintenant en Espagne, et à l'influence qu'il exerce sur le régime du pays, il peut exercer une forte pression à la fois sur les colonies nord-africaines de la France et sur la position de l'Angleterre en Méditerranée. Ces deux puissances doivent avoir tenu compte de ces faits à la Conférence de Berlin, évitant d'y contrecarrer la ligne tracée par Washington à son égard. Les événements du Maroc espagnol survenus à la veille de la Conférence avaient pour but de donner aux Français un avertissement salutaire.

En Egypte, en Irak, en Iran, au Pakistan même, c'est l'Angleterre qui doit se contenter d'une position de brillant second à côté des Etats-Unis intervenant « amicalement » soit pour normaliser les rapports tendus entre les gouvernements de certains de ces pays et Londres, soit pour régler des différends, soit pour mieux persuader les pays islamiques d'entrer dans le « système défensif » de l'Occident.

En Iran, les compagnies pétrolières anglaises doivent se contenter d'une part inférieure à celle des compagnies américaines dans le nouveau règlement qui est en train de se conclure avec le gouvernement pro-américain du mercenaire Zahedi. En Egypte, l'Amérique agit dans la coulisse pour supplanter l'influence jusqu'alors prépondérante de l'Angleterre. C'est là aussi une chance pour Neguib, qui pourra, en s'appuyant sur Washington, éviter une capitulation pure et simple

devant Londres, avec le risque alors certain de voir son régime renversé par les masses.

Cette pénétration américaine dans le monde islamique est d'autre part conforme aux exigences de la nouvelle stratégie du Pentagone. Elle vise à ceinturer l'U.R.S.S. et la Chine d'un réseau de bases aériennes et navales moins exposées qu'en Europe, politiquement plus facilement contrôlables, et à mettre sur pied des armées indigènes qui, avec celles de la C.E.D., doivent constituer la pièce maîtresse de la nouvelle guerre.

## L'affaire Djilas

Il ne s'agit pas d'une simple mésaventure personnelle, d'un accident dans la vie d'un dirigeant du P.C. yougoslave. C'est un important événement dans l'évolution du P.C. yougoslave lui-même.

En 1948 la direction de ce parti avait pu résister à l'attaque de Staline et du Kominform parce qu'elle était restée unie et ainsi avait pu entraîner tout le parti. A ce moment-là il n'y eut que quelques difficultés. La violence et la grossièreté des attaques stalinienne contribuaient à maintenir les communistes yougoslaves autour de leur direction.

Les conditions dans lesquelles Tito et les dirigeants yougoslaves se trouvaient étaient difficiles, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Nul n'aurait pu leur reprocher de commettre des erreurs. Mais après une période d'indécision, ils ne se contentèrent plus d'une politique indispensable d'échanges commerciaux avec les pays capitalistes mais se livrèrent par opportunisme à une politique d'alliance avec l'impérialisme contre les Etats anticapitalistes. Apparemment il y eut peu de résistance à cette politique dans le P.C.Y. Il faut cependant rappeler qu'un membre du Bureau Politique fut éliminé, et le 6<sup>e</sup> Congrès du P.C.Y. — par divers incidents — attesta que quelque chose ne tournait pas rond.

Le 6<sup>e</sup> Congrès transforma le P.C.Y. en Ligue des communistes. Le « dépérissement » de l'Etat, du parti... était à l'ordre du jour. En réalité l'opportunisme coulait à pleins flots. Mais cette politique, loin d'apporter une solution, augmentait les difficultés ; les bases même de la société yougoslave étaient menacées. Il n'y a pas d'autre meilleur témoignage à cet effet que les articles de Djilas lui-même :

« Les organisations de base des rues (et dans une certaine mesure des entreprises) de la Ligue des Communistes sont arrivées dans une impasse. D'en haut on les pousse vers l'activité, et elles ne savent quoi faire ! » (27 décembre).

« Dans la période dite bureaucratique... le nombre des membres augmenta du jour au lendemain. Et maintenant ? Maintenant non seulement le nombre des membres n'augmente pas mais il diminue. »

« Le monopole de l'appareil politique du parti et autres formations, les idées et les autres activités des hommes croulent de tous côtés. » (4 janvier).

Devant les difficultés et les problèmes nouveaux, Djilas et probablement d'autres avec lui dans la direction ont cru trouver la solution dans la dissolution du parti. Les théories de Djilas devaient inévitablement servir de point de rassemblement pour tous ceux qui veulent voir le « dépérissement » des formes collectives en Yougoslavie au profit du rétablissement du capitalisme.

Mais il n'y a pas de doute que la masse des communistes yougoslaves qui n'ont pas réagi aux fantaisies théoriques de Djilas a sérieusement riposté quand est venue la proposition de dissoudre la force la plus consciente dans la Yougoslavie et de laisser courir bride abattue non seulement toutes les idées mais aussi toutes les activités individuelles qui, au niveau économique actuel, favorisent considérablement la croissance de formes capitalistes. Il est également probable que

les développements en U.R.S.S. depuis un an ont stimulé l'esprit critique de ces communistes à l'égard de la politique de leur direction. Que cette pression de base ait existé, quelques lignes de Djilas le montrent :

« Les discussions provoquées de toutes parts par mon article « Forces subjectives »... Mon attitude dans ces articles ne constitue pas des « directives », mais un exposé de points de vue... »

« Derrière mes attitudes... il n'y a aucun forum, mais seulement ma propre personne. » (4 janvier).

Répondant à cette pression, la direction a sacrifié Djilas. A ce propos, il faut constater une différence importante avec ce qui se passe dans les partis et pays à direction stalinienne. Djilas ne s'est pas trainé dans la boue, il n'a pas eu « d'aveux » à faire, il a été attaqué avec des arguments politiques et théoriques — si insuffisants qu'on puisse les trouver en l'occurrence. Il y a eu une sanction sérieuse mais nullement impitoyable. C'est un énorme progrès par rapport aux méthodes stalinienne en la matière, un progrès qu'il faut saluer très chaleureusement.

Tous les révolutionnaires qui avaient salué la rupture du P.C.Y. avec la bureaucratie du Kremlin, soutenu les premiers les pas incertains des Yougoslaves vers une politique révolutionnaire et, ensuite, avaient dû dénoncer la politique opportuniste de la direction yougoslave, enregistreront avec satisfaction les derniers événements de Yougoslavie. Les communistes yougoslaves ont été les premiers au lendemain de la deuxième guerre mondiale à se heurter au stalinisme. Leur évolution n'est pas rectiligne. Maintenant le monolithisme a été brisé, la discussion a pénétré dans leurs rangs. Les courants liquidateurs viennent de recevoir un coup sérieux. Ce n'est pas encore, loin s'en faut, une ligne ferme et correcte ; mais des conditions meilleures pour y parvenir ont été créées.

## Le plan Molotov

La diplomatie soviétique a fait preuve durant la Conférence de Berlin de beaucoup d'ingéniosité et d'adresse. Elle a le plus souvent gardé l'initiative et acculé les Occidentaux à une défensive stérile, leur enlevant successivement tous les prétextes, les démasquant pour ce qu'ils sont : partenaires d'une croisade contre-révolutionnaire dirigée par Washington. Le seul véritable atout d'aspect démocratique qui resta à ceux-ci, c'est celui des élections libres dans les deux Allemagne préalablement à la formation de tout gouvernement unique en vue de la réunification du pays.

Le refus du Kremlin motivé par la crainte de perdre ainsi, sans contre-partie valable, la zone orientale ne contribue certainement pas à améliorer les rapports du Kremlin avec les masses allemandes qui aspirent à l'unification et à l'autodétermination de leur pays.

Par contre, la proposition Molotov concernant un pacte de sécurité collective ouvert à toutes les nations européennes — dans le cadre duquel sera aussi résolue la question de l'unification de l'Allemagne — est destinée à provoquer un profond et durable retentissement parmi les masses européennes.

Elle peut polariser toutes les aspirations à une Europe unie, débarrassée de la tutelle américaine sans qu'elle tombe de ce fait automatiquement sous la coupe du Kremlin.

Elle devrait impliquer des conséquences et des développements importants. Les partis ouvriers, en particulier les partis communistes et socialistes, pourraient, dans le cadre d'une telle proposition de pacte,

amorcer une campagne pour une intégration économique et politique plus poussée de l'Europe par l'avènement de gouvernements socialistes ou socialistes-communistes et la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe.

Le front unique de ces partis peut être en tout cas facilité énormément grâce à une formule de politique extérieure acceptable par les uns comme par les autres et sauvegardant les véritables intérêts de l'Europe.

Les forces réactionnaires orientées vers la guerre et qui ont déjà accusé le coup ne voudront en aucun cas rompre le cordon ombilical avec Washington ni changer l'alliance contre-révolutionnaire atlantique pour une union pacifique de toutes les nations européennes. Mais les partis socialistes d'Angleterre, d'Allemagne, de France, etc., comment pourront-ils justifier à la longue un refus devant les masses ?

12 février.

Nous paraissions à trois mois d'intervalle de notre précédent numéro. Une fois encore, l'abondance des matières nous oblige à un copieux numéro de 72 pages.

De ce fait, nos frais augmentent et par contre nous maintenons le prix de vente à la somme de 150 francs. Nous savons que c'est un prix limite pour les militants ouvriers que nous voulons toucher. Mais ce prix nous entraîne des difficultés financières.

L'aide que nous demandons à nos amis peut se manifester de diverses manières.

Il faut nous trouver des abonnements, nous aider à en trouver en nous faisant parvenir des listes d'abonnés possibles à qui nous ferons un service de numéros anciens.

Il faut nous passer vos commandes de livres, de tous vos livres. Nous vous donnerons satisfaction en quelques jours, et vous nous aurez rendu service également.

#### ABONNEMENTS :

Nous continuons à faire un prix de faveur pour 6 numéros :  
600 fr. français. — Etranger : 700 fr. ou 25 fr. suisses ou 130 fr. belges.

## E. GERMAIN

# DE STALINE A MALENKOV

Personne de sensé ne met plus en question le fait que des changements importants se sont produits en U.R.S.S. depuis la mort de Staline. La libération des médecins, l'amnistie, l'arrestation et le procès de Beria, la campagne contre l'arbitraire et la toute-puissance de la police, le cours plus libéral envers les minorités nationales, la baisse des prix des produits de première nécessité, le changement d'accent dans la politique

économique plaçant les besoins des consommateurs au premier plan, l'amélioration des conditions de vie des paysans, les attaques contre le bureaucratisme en matière d'art — les faits sont trop nombreux et pointent tous dans la même direction. Encore s'agit-il de les interpréter correctement dans le cadre d'une analyse d'ensemble de la société soviétique et des tendances de son développement.

### « LIBERALISATION » ET STABILISATION

Laissons de côté ces critiques particulièrement perspicaces pour qui découvrir l'affaiblissement de la bureaucratie soviétique est synonyme de « capitulation devant le stalinisme ». Il est apparu toute une école englobant, outre des politiciens et des journalistes bourgeois, des tendances progressives du mouvement ouvrier comme celle de Bevan qui applique à l'évolution récente de l'U.R.S.S. un schéma élaboré par analogie avec l'évolution du capitalisme au 19<sup>e</sup> siècle. L'époque de Staline, disent-ils en substance, était l'époque de l'accumulation primitive « socialiste ». Comme à l'aube du capitalisme industriel, il fallait créer avec du sang, de la sueur et des larmes la base de l'industrie soviétique. Brandler appelle cela « construire le socialisme par des moyens barbares ». Mais lorsque le capitalisme eut acquis cette base indispensable au progrès ultérieur, il put permettre un accroissement du niveau de vie des masses et un élargissement de la démocratie politique. Ces conquêtes n'étaient dorénavant plus incompatibles avec l'équilibre économique. Il en serait de même en U.R.S.S. Une base économique suffisamment large étant donnée, la bureaucratie pourrait se permettre le luxe de réformes libérales sans mettre en danger la sécurité du pays ou la bonne marche de l'économie. Les réformes de l'ère Malenkov seraient une preuve de la consolidation, non de la fragilité du régime bureaucratique en U.R.S.S.

Mais les objections à cette analogie superficielle se présentent en masse pour quiconque est familiarisé avec l'histoire de la démocratie parlementaire en Europe occidentale. Tout d'abord, les grandes réformes démocratiques du 19<sup>e</sup> siècle, avant tout le suffrage universel, ne furent nullement accordées par la bourgeoisie lorsqu'elle eut achevé son accumulation primitive. Elles furent imposées à celle-ci, soit par les masses populaires,

soit par d'autres forces sociales s'appuyant sur ces masses populaires (propriétaires fonciers en Allemagne et partiellement en Grande-Bretagne). Même ainsi, il fallut près d'un demi-siècle après la fin de la période de « l'accumulation primitive » pour arriver à ce résultat. Et ce n'est surtout pas parce que l'accumulation s'était ralentie dans les vieux pays capitalistes que la bourgeoisie put économiquement faire ces concessions. Au contraire, ce ralentissement la poussa plutôt à s'opposer plus radicalement encore à toute concession substantielle au prolétariat. La base économique de la démocratie parlementaire en Occident, ce furent les surprofits coloniaux réalisés par la bourgeoisie. La démocratie occidentale est une démocratie essentiellement impérialiste. Ce ne sont certes pas les maigres ressources que la bureaucratie soviétique obtient de l'exploitation de son « glacis » — ressources qui d'ailleurs diminuent d'année en année et sont insignifiantes en 1953-54 par rapport à ce qu'elles étaient en 1947 — qui offrent la clef pour comprendre la politique de l'ère Malenkov. De toute l'analogie, un seul élément s'avère valable : c'est le fait que, comme en Occident, les réformes accordées par Malenkov sont incontestablement arrachées sous la pression croissante des masses populaires.

Lorsque l'U.R.S.S. fut secouée par les convulsions barbares de la « Iejovtchina », de la grande épuration de 1936-38, nous y avons vu un signe sûr de l'instabilité de la dictature bonapartiste : la terreur que l'appareil devait employer pour maintenir son règne était en rapport direct avec la violence des contradictions qu'il fallait comprimer. Les concessions aujourd'hui accordées par Malenkov ne sont-elles alors pas les indices d'une consolidation du régime ? Prouvent-elles que les contradictions ont diminué en acuité, permettant ainsi des

méthodes de gouvernement plus souples? Ce raisonnement pêche par son côté purement formel. L'époque de déclin de toute dictature voit une alternance de terreur extrême et de mesures libérales soudaines. La succession régulière de ces phases dans l'histoire du tsarisme à la fin du 19<sup>e</sup> et au début du 20<sup>e</sup> siècle est trop connue pour qu'il faille s'y attarder. La terreur exprime incontestablement une crise sociale violente; mais elle exprime également l'atomisation politique et la démoralisation des forces à combattre que les effets de la terreur ne font que décupler. Du moment où la terreur s'applique à un adversaire qui

## UNE REDISTRIBUTION DU REVENU NATIONAL

Un fait bien simple suffit à indiquer le sens réel des réformes de Malenkov, prouvant que celles-ci témoignent non d'une consolidation de la bureaucratie mais de son affaiblissement: les réformes économiques introduites depuis un an vont toutes dans le sens d'une *diminution de la part de la bureaucratie dans la répartition du revenu national*. Aucune couche sociale ne manifeste son renforcement en limitant volontairement sa part des revenus. Une telle manifestation d'altruisme social serait plus surprenante de la part de la bureaucratie soviétique, avide et égoïste entre toutes, que de toute autre couche sociale!

Les réformes économiques introduites en U.R.S.S. comme dans le glacié vont toutes dans le même sens: accroître les disponibilités des individus aux dépens des disponibilités de l'Etat; accroître le fonds de consommation aux dépens du fonds d'accumulation. Le cas des pays du glacié est simple et clair. Par décision du C.C. du Parti des Travailleurs de Hongrie du 31 octobre 1953, 70 % du revenu national seront consacrés à la consommation de la population en 1954 contre 58 % en 1953 (*Szabad Nep* 6 novembre 1953). En Tchécoslovaquie, le premier ministre Siroky annonce le 15 septembre 1953 à l'Assemblée Nationale que les investissements (compte non tenu de la construction de logements privés) seront diminués de 16,1 % (*Rude Pravo*, 16 septembre 1953). En Roumanie, Gheorgiu-Dej parle d'une diminution du fonds d'accumulation pour les années 1953-55 à 27 % du revenu national (il n'indique pas quel était le pourcentage antérieur) (*Nouvelle Voie*, de Bucarest, 25 août 1953). Des décisions analogues ont été prises dans les autres pays de démocratie populaire.

En Union Soviétique de tels chiffres n'ont pas été fournis. Mais nous pouvons arriver à une estimation analogue par recoupements. Dans le discours de Mikoyan du 17 octobre 1953 (*Pravda*, 25 octobre 1953), il est indiqué que le gouvernement a mis cette année à la disposition des consommateurs des marchandises pour 37,2 milliards de roubles de plus que prévu par le Plan. En même temps il est prévu que le pouvoir d'achat de la population s'accroîtra de

se redresse sous les coups, resserre ses liens avec des masses toujours plus larges et entraîne des couches croissantes dans la lutte politique, elle devient complètement inefficace. Les gouvernants s'ils désirent prolonger tant soit peu leur règne *doivent* alors la remplacer par des méthodes de domination plus souples. Ce changement ne fait qu'indiquer que la crise passe des fonds de la société, où elle était restée réelle mais inarticulée, vers la surface politique où elle commence à balbutier un appel à la révolte. C'est exactement ce qui s'est produit en U.R.S.S.

51 milliards de roubles par rapport à l'année précédente (baisse des prix de 46 milliards contre 24 milliards de l'année passée, soit 22 milliards en plus; diminution de la souscription aux emprunts de 16 milliards; accroissement du revenu agricole par la diminution des impôts et l'augmentation du prix d'achat de 13 milliards). Une infime fraction des quelque 40 milliards de roubles que les consommateurs soviétiques ont acheté en plus en 1953 est due à l'accroissement prévu de la production. En fait, les objectifs pour la production de biens de consommation en 1953 énumérés par Malenkov étaient exactement les mêmes que ceux prévus par le Plan. Il s'est donc produit nécessairement un transfert de machines et de main-d'œuvre du secteur des moyens de production à celui des biens de consommation, un transfert d'argent du fonds d'accumulation vers le fonds de consommation. En fait, des observateurs ont indiqué la cessation quasi-totale des « grands travaux du communisme » de « transformation du désert » et autres projets frappés du péché de gigantisme, en face du manque évident de confort élémentaire du peuple.

Comme la bureaucratie représente elle-même une fraction non négligeable de la population soviétique, il va sans dire que, parmi les consommateurs qui achèteront dorénavant plus et mieux, se trouvent également de nombreux bureaucrates. Une partie du programme d'accroissement de la production des biens de consommation — les frigidaires, les postes de télévision, les automobiles privées, etc. — est destinée à satisfaire la demande de la part de la bureaucratie. Nous retrouvons ici la même tentative d'élargir les bases de la dictature, de faire profiter une couche plus large de privilégiés d'éléments de luxe, qui est une des caractéristiques du cours Malenkov. Mais il serait absurde de voir dans cet accroissement de la production de luxe l'aspect exclusif ou même principal des concessions faites à la consommation. Ces concessions concernent essentiellement la production de beurre, de viande et de légumes, de cotonnades et de souliers, de simples montres-bracelets (on en prévoit une production annuelle

de 7 millions pour 1955) et des pièces de mobilier les plus simples (lits en fer) qui n'ont rien à voir avec le luxe, même en U.R.S.S., et qui vont satisfaire la demande de la masse des ouvriers et des paysans, non celle des bureaucrates.

Il faut en outre constater que la diminution relative du poids du secteur des moyens de production par rapport au poids du secteur des moyens de consommation dans l'économie soviétique entraîne un affaiblissement de la position de la bureaucratie. Une partie relativement restreinte des revenus de la bureaucratie provient de ses traitements et salaires normaux et réguliers. La majeure partie du revenu légal provient des primes et du « fonds du directeur », tous les deux proportionnels au chiffre d'affaires et aux bénéfices de l'entreprise, notamment supérieurs dans l'industrie lourde à ceux de l'industrie

## LE « CHANGEMENT D'ATMOSPHERE » POLITIQUE

Sur le plan économique, il est donc incontestable que des concessions réelles et substantielles ont été faites à la masse des ouvriers et des paysans. Ce que les bureaucrates — surtout les couches inférieures de la bureaucratie — y gagnent également en tant que consommateurs, ils risquent de le perdre, du moins en partie, en tant qu'administrateurs. Si on examine le tableau des mesures prises sur le plan politique, on obtient une image quelque peu différente. Sans aucun doute, toute la population de l'U.R.S.S. a exhalé un soupir de soulagement à la mort du vieux despote. L'amnistie annoncée, les attaques contre la toute-puissance et l'arbitraire de la police, contre le culte du chef, contre les formes extrêmes de byzantinisme dans la presse et dans l'art ont certes été accueillies favorablement par toutes les couches de cette population. Cependant, si on examine attentivement ce qui a été *changé en fait* à ce sujet, force est de reconnaître l'ampleur très restreinte des modifications et de leur portée sociale précise.

Il n'y a aucune preuve qu'une concession politique *réelle* ait été faite aux masses ouvrières et paysannes d'U.R.S.S. — dans la mesure où l'atmosphère changée ne représente pas en elle-même un changement de fait. En Allemagne orientale, une telle concession, de portée colossale, avait effectivement été introduite, pour être précipitamment reprise quelques semaines plus tard: ce fut le droit de grève solennellement concédé aux ouvriers par l'infortuné ministre de la Justice, Fechner, qui paie chèrement aujourd'hui l'imprudence de sa fraction dans le S.E.D. En Hongrie, le gouvernement a supprimé les amendes dans les usines pour manque de discipline du travail (*Szabad Nep*, 22 août 1953). En Roumanie nous apprenons que le gouvernement a décidé de transférer dorénavant tous les délits en matière de discipline de travail des tribunaux ordinaires à des « tribunaux de camarades »

légère. Quant au revenu illégal, énorme masse provenant du vol, des détournements, des affaires de marché parallèle, etc., il est encore davantage proportionnel à la masse des moyens (machines, produits auxiliaires, produits finis, disponibilités financières) que le bureaucrate peut manier, moyens qui sont bien plus élevés dans l'industrie lourde que dans l'industrie légère. Le simple changement de programme de production d'une même entreprise — par exemple le remplacement de la production de bulldozers ou de grues par celle de frigidaires et de machine à coudre — représente une perte considérable pour les bureaucrates de cette usine parce que le calcul différent des prix et des profits pour la deuxième catégorie de produits réduit la marge des primes et surtout celle du « fonds du directeur ».

spécialement constitués dans les usines auprès des comités d'entreprise (*Munca*, 4 novembre 1953). Cependant, ces deux journaux entourent ces innovations de tant de formules restrictives et d'avertissements sévères aux « délinquants » qu'il est difficile d'estimer la portée réelle des mesures en tant que concession. Quoi qu'il en soit, en U.R.S.S. il n'y a rien de pareil.

Par contre, l'atmosphère changée a déjà rapporté de substantielles modifications en faveur de la bureaucratie. Les attaques contre l'arbitraire de la police secrète ont été suivies d'une réduction réelle du pouvoir de cette police à l'intérieur des administrations du parti et de l'Etat. Dorénavant, les rapports ont été renversés: ce seront les appareils du parti et de l'Etat qui contrôleront la police et non vice-versa. La masse de la bureaucratie se trouve ainsi, du moins en partie, libérée d'une surveillance et d'une menace qui lui pesaient très lourdement: la surveillance de gens considérés « incompetents » et qui la menaçaient constamment de révocation pour la moindre faute ou imprudence.

Il paraît établi d'autre part qu'avec la chute de Beria les modifications survinues dans la politique des nationalités après la mort de Staline n'ont pas été révoquées (voir une étude détaillée à ce sujet publiée dans le numéro de novembre 1953 de la revue britannique *The World To-day*). Ces modifications se traduisent en pratique par le fait que des positions de premier plan dans les républiques soviétiques ne seront plus monopolisées par les bureaucrates grand-russes, mais seront en majeure partie assurées aux bureaucrates d'origine locale. De même l'abandon du cours Jdanov en politique culturelle est une concession à une fraction importante de la bureaucratie.

Le bilan des « réformes » de l'ère Malenkov peut donc s'établir comme suit: concessions économiques réelles

aux masses ; concessions politiques initiales à des couches plus larges de la bureaucratie. La dictature s'efforce d'acquiescer à la fois plus de popularité dans les masses et une base plus large dans la bureaucratie. Ce double objectif correspond bien à la nature même de la dictature bonapartiste. Contrairement aux classes dominantes, la bureaucratie ne possède guerre de racines dans le mode de production de la société soviétique. Ce n'est pas son pouvoir économique réel qui est la base de son règne politique. C'est au contraire la dictature politique qui représente la seule base lui assurant à la longue l'appropriation d'une part importante du revenu national. Cette appropriation se fait encore aujourd'hui dans une large mesure en infraction à la légalité soviétique, même à la légalité de l'époque stalinienne. Briser ou même atténuer le monopole absolu du pouvoir politique qu'exerce la bureaucratie en U.R.S.S., c'est frapper de mort la position économiquement privilégiée de cette caste parasitaire. C'est pourquoi il est peu probable sinon exclu qu'entre l'époque de la toute-puissance bureaucratique et le moment de son renversement révolutionnaire par les masses puisse s'intercaler une période de droits politiques croissants pour le prolétariat, comparable à des époques analogues qui se sont effectivement placées avant le renversement de la monarchie absolue par la bourgeoisie, ou avant le renversement de la bourgeoisie par le prolétariat. C'est que ces classes dominantes pouvaient bien concilier pendant certaines époques le maintien de leur domination sociale avec l'accroissement des droits politiques, les racines profondes

des que cette domination garde dans la sphère de la propriété restant intactes. Mais s'il est peu probable que la dictature bonapartiste puisse jamais réaliser de véritables réformes politiques en faveur du prolétariat, il n'en est pas de même en ce qui concerne les réformes en faveur de la bureaucratie. Il ne faut pas oublier que la masse de la bureaucratie était exclue de l'exercice de tout pouvoir politique en U.R.S.S. tout autant que la masse de la bourgeoisie en était exclue sous la dictature fasciste. Dans les deux cas ce fut le prix payé par la couche sociale en question pour sauvegarder ses privilèges économiques. Mais ce prix lui-même n'a un sens qu'aussi longtemps que la dictature représente une garantie véritablement efficace pour ces privilèges, c'est-à-dire aussi longtemps qu'elle réussit effectivement à comprimer les contradictions sociales.

Lorsque celles-ci commencent à se manifester malgré tout, la dictature absolue devient un élément de faiblesse et non de force pour la couche dirigeante. La dictature bonapartiste s'efforce donc d'élargir ses bases, d'accroître les couches de la bureaucratie auxquelles sera accordé un droit de critique plus large, une indépendance plus grande par rapport aux organismes de répression, une possibilité majeure de participer à l'exercice du pouvoir. Dans la mesure où des couches inférieures de la bureaucratie seront entraînées dans ce processus et où la rigidité hiérarchique s'atténuera tant soit peu, une telle évolution pourrait agir comme un stimulant avivant les appétits démocratiques des masses et préparant le terrain pour un regain d'activité de celles-ci.

## DU MECONTENTEMENT POPULAIRE AUX REVENDICATIONS OUVRIERES

Jusqu'à maintenant, les observateurs n'ont noté que les formes les plus générales de mécontentement populaire envers la dictature, telles qu'elles s'expriment depuis de longues années, même à travers les aveux de la presse stalinienne : mécontentement envers la pénurie de biens de consommation, la mauvaise qualité de la plupart des produits offerts aux consommateurs, l'effroyable pénurie de logement — il y a dans les villes soviétiques actuellement 4 m<sup>2</sup> de disponible par tête d'habitant, contre le minimum sanitaire de 7 m<sup>2</sup> ! — la toute-puissance de la police, le nationalisme grand-russe exacerbé. Que les masses aient exprimé, d'une façon de plus en plus inquiétante pour la dictature, leur mécontentement sur tous ces sujets, ne souffre plus de discussion (1). Cet état

(1) Il est intéressant de noter quelques autres manifestations de ce mécontentement : « Les habitants de Sverdlovsk n'ont qu'un rire amer pour réponse à toute question relative à l'habillement et aux chaussures » (Izvestia, 8 octobre 1953). Un grand magasin à rayons multiples de Moscou organisa une enquête parmi ses clients sur la qualité des meubles qu'il avait à vendre. « 75 % des questionnaires portaient des réponses claires et nettes : « Les meubles ne valent

s'est produite une véritable grève des acheteurs dans les principales villes soviétiques, à l'occasion des premières ventes à solde organisées par les magasins d'Etat depuis l'origine du commerce nationalisé. Ces soldes devaient débarrasser les stocks de toutes les marchandises démodées. Les acheteurs ont bouddé ces soldes attendant la mise en vente de produits meilleurs. Le fameux discours de Mikoyan a sans doute été partiellement inspiré par ce fait.

Ces motifs de mécontentement ne sont pas particuliers à la classe ouvrière proprement dite, bien qu'ils la concernent plus que les autres couches de la population. Les remèdes annoncés, du domaine du plan et de l'organisation de la répartition, ne guériront le mal qu'en partie. La presse soviétique continue à dénoncer deux tares fondamentales de la planification que nous avions signa-

rien ; nous ne voulons pas les acheter » (Literaturnaja Gazeta, 25 juin 1953). Dans l'organe des syndicats, Trud, on lit : « Les ouvriers ont exprimé des critiques violentes et pleinement justifiées [sur la nourriture dans la ville d'Omsk]... Ils ont exigé qu'un buffet chaud soit mis à la disposition de l'équipe de nuit » (15 février 1953).

lées lors de la discussion du dernier livre de Staline et du 19<sup>e</sup> Congrès du P.C. de l'U.R.S.S. : l'inutilisation du potentiel de production existant et la désorganisation produite par l'hypercentralisation. Ces dernières semaines encore, la presse soviétique a dénoncé des faits incroyables comme celui de Sverdlovsk, la principale ville industrielle de l'Oural dont on connaît les énormes combinats d'acier et de métallurgie, où il était impossible de trouver un poêle de cuisine (Pravda, 1<sup>er</sup> décembre 1953), ou de Léningrad, deuxième ville du pays et métropole de plus de deux millions d'habitants, où on ne pouvait trouver une seule paire de lunettes à vendre après huit jours de recherches (Pravda, 17 novembre 1953).

Mais ce qui, à l'étape actuelle, paraît bien plus important qu'une énumération des griefs communs à toute la population soviétique, c'est la constatation du fait que des revendications spécifiquement ouvrières commencent à transpirer en U.R.S.S. Ainsi, la presse soviétique parle à plusieurs reprises reprises de différends au sujet de la législation sociale, les ouvriers ayant poursuivi la défense de leur cause jusque devant les tribunaux. L'organe des syndicats soviétiques Trud rapporte, dans son numéro du 28 mai 1953, que plusieurs procès de ce genre eurent lieu à Stalino, le centre de la région du Donetz. Des ouvriers d'un charbonnage introduisirent une plainte contre leur directeur qui refusait de leur payer une prime collective. Après de nombreux atermoiements, dont trois remises de jugement, le tribunal populaire finit par condamner le directeur. Il fut transféré peu de temps après dans un autre charbonnage. Là il eut également un conflit avec un groupe d'ouvriers sur une question de prime. Nouveau procès. Nouvelle « procédure interminable », comme dit Trud. Le syndicat n'eut gain de cause qu'après avoir obtenu l'appui du comité du parti et du procureur (!). C'est d'ailleurs le juge du tribunal populaire, alerté par les ouvriers, qui amena le syndicat à s'occuper de la cause de ceux-ci. Et Trud réprimande le directeur, le « camarade » Owtchinnikof, pour son attitude bureaucratique : « Il agit comme un despote qui donne et retient comme bon lui semble... »

Dans Trud du 4 octobre 1953, nous lisons que, dans un autre centre minier, celui de Kousnetz, un mineur s'adressa au tribunal parce que la direction du trust avait démoli sa maison pour des raisons de construction, et refusait de lui payer une indemnité. L'affaire alla jusqu'au tribunal régional où elle fut décidée en faveur du mineur. Trud explique en passant que « les dirigeants du trust « Kaganovitchugolj » n'attachent pas beaucoup d'importance à la loi. A Kisseljowsk, ils déterminent eux-mêmes ce qu'est la loi... »

Dans Trud du 19 août 1953 on examine les agissements des dirigeants du trust « Gidromechanisatsija » à Kachowka. La commission de conciliation y reçut en peu de temps 67 plaintes sur

des questions de salaire de la part des ouvriers. Il y eut également de nombreuses plaintes d'ouvriers contre la suppression du congé légal, le non-paiement des heures supplémentaires, l'obligation de travailler dans des conditions anormales de sécurité, etc. « L'administration ne prit pas note des plaintes ouvrières », ajoute Trud. Et ce journal conclut :

*Les actions illégales que se permettent divers fonctionnaires et techniciens dans l'administration ont provoqué l'indignation des ouvriers. Il est plus que temps que le comité central du syndicat des ouvriers des entreprises hydrauliques et électriques rappelle à l'ordre les éléments qui, sans égard pour personne, violent les lois du travail.*

Dans le numéro du Trud du 8 septembre 1953, on commence par faire une remarque analogue : « Il existe encore aujourd'hui une masse de fonctionnaires dirigeants dans l'économie qui piétinent insolemment (!) les droits des citoyens soviétiques ». On y dénonce la direction de l'usine de ciment de Sechtjanof (région de Vorochilovgrad) qui oblige ses employés à travailler chaque jour au delà des 8 heures légales, sans nécessité quelconque pour la production. On y dénonce la direction du trust de montage électrique du Caucase qui refuse, depuis trois ans, les congés payés à ses salariés. Des lecteurs de Trud écrivent des lettres au journal pour signaler des cas analogues. Une ouvrière de la région de Koursk se plaint qu'on ne paie pas l'indemnisation de grossesse aux femmes des usines de craie. Un employé du trust de charbon de Vachrouchévo se plaint que les employés de ce trust n'osent plus demander un congé, parce qu'à leur retour ils sont invariablement déplacés à des postes plus mauvais. Et le journal finit par exhorter les syndicats pour que ceux-ci « exercent une pression constante afin de faire observer les lois de défense du travail »...

La presse de la bureaucratie ne soulève le voile sur ces conditions misérables qui règnent dans les entreprises que pour le rabattre tout de suite avec quelques formules rituelles vides de sens. Entre temps nous avons pu jeter un coup d'œil plein d'intérêt sur les relations réelles entre bureaucrates, ouvriers et représentants du parti et des syndicats. Le secrétaire du comité du parti à l'usine de fabrication de faucheuses-batteuses à Taganrog n'agit qu'en tant que « mauvais serviteur du directeur d'usine. Très souvent il laisse tomber la remarque : « Le directeur et moi nous avons décidé... » (Pravda, 6 juin 1953). L'organe théorique du P.C. de l'U.R.S.S., Communiste, révèle dans son n° 11 de 1953 que dans ces conditions (un comportement analogue des dirigeants du parti à celui que nous venons d'indiquer)

*s'établit une relation malsaine entre subalternes et chefs, dans laquelle on commence à désigner le chef du*



terme « monsieur » (« monsieur, a dit », « monsieur a ordonné personnellement »...)

Voilà donc ce qui concerne plus particulièrement la classe ouvrière. A l'usine, monsieur le directeur est un maître absolu. Il abuse de la législation dans la mesure où elle lui permet de punir les travailleurs d'amendes ou de peines de prison pour des vétilles. Sinon, il la piétine impudemment. Il agit comme un despote absolu qui fait lui-même la loi. Les chefs de parti font la courbette devant lui, répétant servilement ses ordres et ses paroles. Les syndicats n'osent agir sans l'appui du parti et du procureur (c'est-à-dire de la police !) Contre tout ce complexe de conditions indignes, les ouvriers commencent à murmurer. Ils commencent à agir individuellement.

### L'AVENIR DE L'U. R. S. S.

Deux petits extraits de la presse stalinienne nous révèlent clairement les forces motrices de la révolution qui se prépare en U.R.S.S. Le premier provient de l'organe de la jeunesse, *Komsomolskaja Pravda* (17 juillet 1953). Un groupe d'étudiantes d'une école professionnelle avait des ennuis avec un appareil de soudure autogène. Passa un ingénieur qu'elles appelèrent à leur secours. L'ingénieur chercha pendant plusieurs heures et ne put les aider. Puis vint un jeune ouvrier du voyage qui répara l'appareil en un tournemain. La *Komsomolskaja Pravda* conclut : ce n'est pas une histoire pour rire...

Les travailleurs qualifiés d'Union soviétique ne rient pas des bureaucrates incompetents, malhonnêtes et incapables qu'ils rencontrent à chaque pas. Ils se fâchent et fulminent. « Ces misérables bureaucrates (sic) ont réussi à rendre notre culture de concombres non rentable », s'exclament des jardiniers de la région de Klin dans les *Ivestia* du 15 août 1953. Ces « misérables bureaucrates » qui s'accordent généreusement la part du lion du revenu national, qui pensent « qu'il est de leur tâche exclusive de calculer (!), tandis que c'est la tâche de l'ouvrier d'exécuter » (*Komsomolskaja Pravda*, 17 juillet 1953), sont d'autant plus haïs des ouvriers qu'ils sont non seulement despotes et oppresseurs mais encore de moins en moins à la hauteur de leur tâche (2). Le sentiment de confiance en leurs propres forces que les travailleurs acouïèrent de plus en plus grâce à leur qualification croissante rend leur opposition, leur haine envers la bureaucratie plus violente, plus implacable. La longue et triste liste d'innombrables valeurs gaspillées

(2) Le journal géorgien « *Saria Wostoka* », du 2 octobre déclare que, sur 2.741 agronomes attachés au ministère de l'agriculture dans les quelque 2.000 kolkhoz de la république, 2.414 agronomes travaillent comme rédacteurs et administrateurs dans le ministère même et ses innombrables départements, comme directeurs de trusts de parfum, de bière, de limonade, comme chefs de sections d'achat, etc., etc.

Ils introduisent des plaintes devant les tribunaux. Ils écrivent des lettres aux journaux. Ils exercent une pression multiple, subtile mais non moins réelle, sur les fonctionnaires de base des syndicats. Ce n'est pas le beurre, les chemises ou les montres-bracelets que Malenkov leur promet qui réduiront au silence cette révolte qui gronde. Au contraire : plus la vie de l'ouvrier comme consommateur deviendra supportable, et plus la servitude du livret de travail, l'obéissance aveugle devant les nouveaux « messieurs », l'absence de toute voix au chapitre de la gestion et de la planification, deviendront insupportables. Voilà ce qui déclenche l'action des forces moléculaires qui préparent le renversement révolutionnaire de la dictature bonapartiste.

et détruites par suite de l'incompétence des administrateurs arrogants, liste qu'on peut composer à la lecture de la presse soviétique courante, fait fermenter la lutte sociale sur les lieux de travail de l'élan d'une cause noble et hautement patriotique, dans le sens élevé du mot : le progrès de l'économie soviétique, sa défense efficace contre la menace impérialiste exigent impérieusement le remplacement de l'arbitraire bureaucratique par la démocratie soviétique en tant que forme dirigeante du Plan.

Le deuxième extrait provient d'un journal d'Allemagne orientale. Dans *Neues Deutschland* du 7 août 1953 nous lisons une interview qu'un stakhanoviste soviétique du nom de Bukrov, en visite à l'entreprise berlinoise Bergmann-Borsig, accorde au reporter de l'organe stalinien. Il s'y réfère aux événements du 17 juin en Allemagne orientale :

*Nous autres, ouvriers de Léninegrad étions inquiets des événements qui se sont produits chez vous le 17 juin. Nous nous sommes demandé si les ouvriers de la République démocratique allemande désirent ramener les capitalistes au pouvoir chez eux. Nous désirons obtenir des éclaircissements à ce sujet... Nous nous sommes posé la question : n'était-il pas possible d'éliminer les difficultés par d'autres moyens qu'une grève ? La classe ouvrière de l'Union soviétique a quand même eu à surmonter des difficultés bien plus grandes encore sans mener une grève contre le gouvernement qui est notre gouvernement.*

Bukrov lui-même est plutôt un représentant des couches inférieures de la bureaucratie qu'un représentant de la classe ouvrière soviétique. Une partie de ses paroles reflète la mentalité commune aux bureaucrates staliniens et leur réaction orchestrée aux magnifiques événements du 17 juin. Mais que d'aveux percent dans ces quelques lignes ! Ainsi donc, les ouvriers de Léninegrad se sont préoccupés des événements d'Allemagne orientale. Ils se sont interrogés sur les buts politiques du soulèvement ouvrier. Ils ont compris instinctivement que ceux

qui ont agi à Berlin n'étaient pas des fascistes mais la classe ouvrière. Ils ont compris qu'il s'agissait bien de grèves et non d'un putsch organisé par Adenauer. Ils ont compris que ces grèves étaient causées par des « difficultés » que de toute façon il aurait fallu éliminer.

Après la révolution chinoise, dont on admit à contre-cœur qu'elle avait provoqué un immense enthousiasme dans la jeunesse soviétique, voilà que le soulèvement ouvrier d'Allemagne orientale est discuté, soupesé, analysé par l'avant-garde prolétarienne en U.R.S.S. C'est tout un monde nouveau qui s'ouvre à la pensée, à la conscience communiste de la jeunesse soviétique, ranimant une flamme qui couve sous les cendres. Sur le fond de ces interrogations générales se dessine déjà une question plus précise : Faut-il les imiter ? Comment ? Quand ?

Les progrès économiques de l'U.R.S.S. et les progrès de la révolution mondiale sonnent le glas de la dictature bonapartiste en U.R.S.S. Liquidant les manifestations les plus répugnantes de l'ère stalinienne, la caste régnante jette du lest pour s'accrocher au pouvoir. Il lui reste encore du temps pour manœuvrer, car le prolétariat doit rassembler ses forces atomisées, prendre pleinement conscience des possibilités nouvelles, gagner confiance dans une lutte politique, faire les premiers pas sur la voie de l'action organisée. Tout cela ne se fera pas du jour au lendemain. Mais l'importance exceptionnelle des signes qui s'accumulent est telle qu'on peut dire sans risque de se tromper : ce processus a commencé.

L'affaiblissement de la dictature bonapartiste est une chose ; la stabilité relative de la structure économique de l'U.R.S.S. en est une autre. Nous n'avons pas identifié la révolution avec ses usurpateurs barbares aux pires journées de triomphe de ceux-ci. Nous ne commettrons certainement pas l'erreur de faire une telle identification à un moment où les usurpateurs de toute évidence, sont entrés sur la voie du déclin. Par rapport à la situation d'il y a 20 ans, le règne de la bureaucratie est infiniment plus chancelant, plus caduc, plus miné, par toutes les modifications de la situation intérieure et extérieure. Mais par rapport à cette même époque, la structure économique-sociale de l'Etat ouvrier est infiniment plus solide (3). Pour ré-

(3) Un groupe de sociologues américains organisa en automne 1950 une enquête prolongée dans la nouvelle émigration soviétique en Allemagne pour le compte de l'Université Harvard. Ils interrogèrent notamment un groupe de 26 anciens dirigeants économiques soviétiques — donc anciens bureaucrates dévotés. Les émigrés étaient unanimes à se prononcer en faveur de l'économie planifiée et de l'étatisation des moyens de production, et se déclaraient adversaires du capitalisme et de la propriété privée (*Quarterly Journal of Economics*, août 1952).

tablir la propriété privée des moyens de production en U.R.S.S., la bureaucratie (plus exactement, ses couches restaura­tionnistes) devrait attaquer l'ordre actuel des choses, renforcer ses privilèges, refouler encore plus les masses ouvrières et paysannes. Il n'en est pas question aujourd'hui. La bureaucratie, et certainement ses couches restaura­tionnistes, ne sont pas sur l'offensive mais sur la défensive. Elles ne recherchent pas de nouveaux privilèges, elles défendent à grand-peine (et avec un succès décroissant !) leurs privilèges existants. Elles ne revendiquent pas ni ne refoulent les ouvriers et les paysans ; elles doivent jeter du lest. Ce qui monte en U.R.S.S., ce n'est pas une contre-révolution sociale qui ne pourrait triompher que sur la base d'un écrasement, d'une défaite complète du prolétariat, mais la révolution politique contre la bureaucratie, assurant et garantissant définitivement, en alliance avec la révolution internationale montante, le nouveau mode de production issu de la Révolution d'octobre.

Il a fallu à Staline 30 ans de pouvoir et de crimes monstrueux pour ériger laborieusement la pyramide du mythe de sa toute-puissance et de sa sagesse divine. Moins d'un an a suffi pour que cette pyramide s'affondre lamentablement sous les coups de ceux même au profit desquels elle fut érigée. Chaque anniversaire oublié, non célébré même, atteste ainsi devant l'histoire la vanité ultime des efforts pour arrêter le progrès par des moyens mécaniques, si puissants soient-ils. Les mêmes esprits superficiels qui, il y a un an, fêtèrent encore en Staline le grand architecte d'on ne sait quelles « réalisations pratiques », se hâtent aujourd'hui d'annoncer la popularité sans pareille et le long avenir du gouvernement Malenkov. Ils se sont condamnés à traîner à la remorque des faits accomplis et des triomphateurs passagers. Il n'est pas difficile de leur annoncer par avance que l'ère Malenkov ne durera pas 30 ans ; elle n'en durera même pas dix. La IV<sup>e</sup> Internationale a été construite sur la conviction inébranlable que la révolution mondiale et la démocratie socialiste sont les deux tendances fondamentales de notre siècle. Tout ce qui s'est passé ces dernières années précise nettement que la percée de ces tendances s'annonce imminente, à déjà commencé. Dans ce sens nous pouvons conclure en nous appuyant sur plus de faits qu'il y a un an : à l'époque stalinienne ne succèdera pas l'époque Malenkov mais l'époque de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Janvier 1954.

M. PABLO

## A propos de la nouvelle politique économique des post-staliniens

La nouvelle orientation donnée par les épigones de Staline à la politique économique de l'U.R.S.S. et des « démocraties populaires » en Europe se targue maintenant de se faire sous le signe d'un développement plus équilibré, plus harmonieux de l'économie de transition de ces régimes, en recherchant de nouveaux rapports entre ses trois branches fondamentales : industrie lourde, industrie légère, agriculture. Elle met l'accent sur la nécessité d'un développement plus rapide de l'agriculture, rendant possible un développement parallèle de l'industrie des objets de consommation, par le maintien (et non par une nouvelle accélération) et à la rigueur même par un léger ralentissement du rythme actuel de développement de l'industrie lourde.

Traduits sur le plan des rapports sociaux, ces objectifs économiques doivent résoudre l'alliance de la paysannerie avec l'Etat prolétarien, et élever le niveau de vie des masses ouvrières, ainsi que de tous les consommateurs. C'est le réaménagement des rapports entre l'Etat prolétarien et l'agriculture qui est au centre du problème.

Il s'agit de remplacer les moyens de coercition principalement politiques par lesquels on maintenait la structure collectivisée de l'agriculture dans l'ère stalinienne, par des moyens principalement économiques qui feront de l'Etat non un client oppresseur et pillard de l'économie agricole mais un client économiquement intéressant et juste.

En relevant considérablement les prix d'achat des produits agricoles par l'Etat qui jusqu'alors étaient très bas, en aménageant et en abaissant les taxes, en limitant le montant des livraisons obligatoires, en fournissant une aide technique plus abondante et plus efficace en spécialistes et en machines, en augmentant parallèlement la production des objets industriels de consommation, et en abaissant leurs prix, on ressoude l'alliance entre l'Etat prolétarien et la paysannerie, jusqu'à présent principale victime de l'accumulation primitive et de l'industrialisation à outrance du pays.

Les objectifs, tout comme les moyens par lesquels les épigones pensent les atteindre, démontrent clairement — indépendamment de toute autre considération — que l'U.R.S.S. est

toujours très éloignée du « socialisme achevé » et par conséquent aussi de son passage immédiat au « communisme ».

Objectifs et moyens de la nouvelle orientation économique se placent en effet solidement sur le terrain d'un régime de transition préparatoire au socialisme, c'est-à-dire à la phase inférieure du communisme.

En abusant sans vergogne des termes socialisme et communisme pour désigner l'étape à laquelle l'U.R.S.S. était, paraît-il, déjà arrivée, la bureaucratie dirigeante a énormément embrouillé la question et rendu extrêmement difficile une compréhension cohérente et correcte de l'évolution économique du pays, en tant que premier exemple historique du passage du capitalisme au socialisme dans les conditions concrètes de développement de la Révolution mondiale à notre époque. C'est en réalité de cette même confusion que sont victimes les différents critiques antistaliniens, ultra-gauche, sectaires, ou carrément opportunistes et réformistes qui voient la « restauration », le « retour au capitalisme » dans l'emploi de méthodes de N.E.P. toujours nécessaires en U.R.S.S., en Chine, dans les autres « démocraties populaires ».

L'expérience accumulée dans ce domaine est maintenant grande et permet de dégager une série de conclusions capitales en ce qui concerne la voie concrète de l'édification socialiste dans le type de pays englobés jusqu'alors par la marche réelle de la Révolution mondiale. D'autre part, à la lumière de la nouvelle étape économique ouverte par les épigones en U.R.S.S., il est utile et même nécessaire de passer en revue le développement économique du pays jusqu'à ce jour afin d'y retrouver entre autres une justification éclatante des grandes lignes de la politique économique préconisée jadis tout d'abord par l'opposition de gauche du P.C. russe et ensuite plus particulièrement par L. Trotsky. La politique économique de l'équipe Malenkov apparaîtra ainsi comme une tentative de s'engager pour la première fois depuis l'ère stalinienne, dans une voie plus conforme aux desideratas d'une économie de transition adaptée aux conditions réelles de l'U.R.S.S.

## ECONOMIE SOCIALISTE OU ECONOMIE DE TRANSITION ?

La première notion capitale pour une compréhension correcte de ce qui s'est passé et se passe actuellement en U.R.S.S. — en nous limitant sur le strict terrain économique — est celle qui définit l'U.R.S.S. non comme un pays achevant le socialisme, la phase inférieure du communisme selon Marx, mais étant installé et encore pour longtemps dans un régime de transition préparatoire au socialisme.

La réalité a apporté des corrections importantes aux schémas théoriques décrivant le passage du capitalisme au socialisme. On a vécu avec ces schémas élaborés tout d'abord par Marx lui-même, repris ensuite par Lénine, jusqu'à la première phase de l'évolution économique de l'U.R.S.S. incluse, la période allant de 1918 à 1921 dite du « communisme de guerre ». Selon ces schémas, le passage du capitalisme au socialisme commence, sur le terrain économique, par une phase de déprérissement progressif du marché et des notions inséparables qui l'expriment : marchandises et argent.

Marx tenait compte avec beaucoup de réalisme que « ce à quoi » on avait affaire, une fois le pouvoir politique pris dans un pays, ne pouvait pas être immédiatement « une société communiste telle qu'elle s'est développée sur les bases qui lui sont propres, mais au contraire telle qu'elle vient de sortir de la société capitaliste ; une société par conséquent qui, sous tous les rapports, économique, moral, intellectuel, porte encore les stigmates de l'ancienne société des flancs de laquelle elle est issue » (1). Mais parlant immédiatement après sur la manière de rétribuer les producteurs d'une telle société, il envisage en réalité des échanges de valeurs égales entre les producteurs, dont le « principe est le même que celui qui régle l'échange des marchandises » mais dont « le fond et les formes diffèrent ». Le producteur « reçoit de la société un bon constatant qu'il a fourni tant de travail (défalcation faite du travail effectué pour les fonds collectifs) et avec ce bon il retire des stocks sociaux (2) d'objets de consommation autant que coûte une quantité égale de son travail » (3). (Souligné par nous.)

Les notions de marché, de marchandises et d'argent, telles que nous les avons connues et nous les connaissons toujours en U.R.S.S., ne se trouvent pas exactement les mêmes que dans les schémas de Marx ni dans les écrits de Lénine jusqu'à la Révolution, ni même dans

la pratique du « communisme de guerre » en U.R.S.S. entre 1918 et 1921.

En effet, cette période fut caractérisée par la nationalisation complète de la grande industrie, la substitution au simple contrôle ouvrier de la gestion ouvrière, l'interdiction du commerce et son remplacement par le système de l'appropriation directe de la production par l'Etat et la répartition par lui des produits.

Mais ces mesures — décrétées non seulement par entêtement doctrinal mais bien plus par des nécessités pratiques, le problème urgent étant « la réglementation de la consommation dans une forteresse assiégée » (4) — aboutirent bientôt à une impasse. Elles provoquèrent une chute vertigineuse des forces productives qui se traduisit socialement par le mécontentement explosif à la fois des ouvriers affamés des villes et des paysans surpressurés par l'Etat prolétarien. Il fallut d'urgence tenir compte des conditions réelles, c'est-à-dire du caractère concret du pays, à prédominance agricole, de quelque 22 millions d'exploitations parcelaires, avec encore un faible secteur industriel étatique (« socialiste »), et son isolement au sein d'un monde capitaliste.

La voie de l'édification concrète du socialisme dans de telles conditions devait se préciser en grande partie empiriquement, n'étant exposée dans aucun ouvrage du passé et les schémas définissant son cadre général ne correspondant pas aux conditions d'un pays du type de l'U.R.S.S.

Marx avait établi ces schémas pour une société internationale sortant du capitalisme, mais dès le début d'un niveau des forces productives supérieure à celui du capitalisme le plus avancé. Ni un type de pays comme la Russie en 1917, ni surtout le caractère national de l'expérience socialiste, l'isolant pour longtemps dans un seul pays (de ce type) ne semblent avoir pesé dans l'élaboration de ces schémas qu'éclairaient en réalité d'autres visions : des pays du type de l'Angleterre commençant la révolution, celle-ci se propageant rapidement sur tout le globe.

Le réalisme révolutionnaire de Lénine, sa maîtrise complète du marxisme, manié non comme un dogme mais comme une méthode d'analyse de la réalité et d'orientation dans cette dernière, furent promptement et magistralement démontrés lors du virage du « communisme de guerre » à la N.E.P. effectué sous son impulsion.

## COMPREHENSION CORRECTE DE LA N. E. P.

Avec le recul historique et l'expérience acquise depuis dans d'autres exemples, certains

(1) K. Marx, « Critique du programme de Gotha ».

(2) Lénine parlera dans « l'Etat et la révolution » de certificat permettant de retirer des magasins publics, etc.

(3) Ibid.

des principes et des caractéristiques de la N.E.P. apparaissent d'ores et déjà comme faisant partie de la phase initiale absolument inévitable de la politique économique à laquelle recourra l'Etat prolétarien avant d'atteindre

(4) L. Trotsky, « La Révolution Trahie », page 33.

l'étape d'une victoire englobant les pays capitalistes avancés, et même après, pendant une période avant que les économies nationales ne se fondent dans une économie internationale planifiée.

Dans la conception de la N.E.P., il y a le maintien délibéré du marché, des marchandises, de l'argent, en un mot, de la pratique et des méthodes commerciales, en tant que moyens pour longtemps nécessaires afin de maintenir et d'accroître les forces productives, de « souder » l'économie agricole à celle de l'industrie étatisée, et de contrôler le développement de celle-ci.

Lénine et les bolcheviks ont vu tout d'abord la première et la deuxième fonction de la N.E.P., mais l'expérience n'a pas tardé à montrer que « l'industrie elle-même, bien que socialisée, avait besoin des méthodes de calcul monétaire élaborés par le capitalisme. Le plan ne saurait reposer sur les seules données de l'intelligence. Le jeu de l'offre et de la demande reste pour lui et pour longtemps la base matérielle indispensable et le correctif sauveur » (5).

La « soudure » entre l'agriculture, individualiste ou collectivisée, et l'industrie étatique (« socialiste ») s'avère à la lumière de l'expérience une tâche extraordinairement longue qui exige un Etat prolétarien juste acheteur des produits agricoles, juste vendeur de ses propres produits industriels, fournisseur d'une aide abondante en machines et en spécialistes.

Avant que les échanges entre la ville et la campagne ne deviennent équivalents et même n'aillent au delà de l'équité en faveur de l'agriculture (par l'aide de plus en plus abondante et bienveillante de l'Etat à l'agriculture), la « soudure » ainsi que la « collectivisation » resteront précaires.

Cette collectivisation apparaît comme le résultat des méthodes principalement économiques employées par l'Etat prolétarien à la suite d'un développement considérable du secteur étatique de l'industrie, capable d'assurer de tels échanges avec la campagne et de fournir à celle-ci une telle aide.

En inaugurant la N.E.P. en 1921 les bolcheviks l'avaient envisagée au début comme une étape relativement courte, destinée avant tout à développer les forces productives et à mieux souder les rapports entre la ville et la campagne. D'autre part, ils n'avaient pas, pendant longtemps, pris conscience de l'ensemble des problèmes posés par la N.E.P. ainsi que de la conception d'ensemble de politique économique dans laquelle devaient se placer la pratique et les méthodes commerciales caractérisant la N.E.P.

Lénine étant mort entre temps, c'est en réalité Trotsky qui, le premier et le mieux, comprit la signification théorique de la N.E.P. et

en assimila l'expérience. C'est à lui que revient le mérite théorique d'avoir dégagé les idées directrices qui doivent déterminer l'évolution d'une économie qui n'est pas socialiste mais une économie de transition préparatoire au socialisme.

Déjà, dans son discours au 12<sup>e</sup> Congrès du P.C. russe (avril 1923) où furent examinés les premiers résultats de la N.E.P., Trotsky était arrivé à des conclusions importantes qu'il enrichit ensuite davantage dans ses interventions et différents écrits jusqu'au 15<sup>e</sup> Congrès du P.C. russe (1927).

Dès le début, Trotsky a saisi correctement que la N.E.P. est une politique économique contradictoire (dialectiquement contradictoire) correspondant au caractère contradictoire de la forme sociale « fondée sur la collaboration et la lutte des méthodes, des formes et des buts capitalistes et socialistes » (6) que dégage la victoire de la révolution sur le capitalisme.

Trotsky accepta la nécessité absolue pour toute une période d'une telle politique. Il ajouta cependant que, pour obtenir une réponse juste à la question de savoir où conduira la N.E.P., vers le Socialisme ou le Capitalisme, il fallait en réalité répondre à « trois questions » : a) la N.E.P. provoque-t-elle le développement des forces de production ? b) dans quelles formes sociales ? c) avec quelle allure ?

Il arriva à la conclusion que l'Etat prolétarien, grâce à son pouvoir politique, sa position-clef dans la grande industrie, les banques, les transports, la nationalisation de la terre et du commerce extérieur suivant une politique correcte de développement plus rapide et planifié de l'industrie, est capable de dominer le processus économique déclenché par la N.E.P. et de l'orienter vers la victoire définitive des tendances socialistes et non capitalistes.

Grâce à cette compréhension, Trotsky fut entre 1923 et 1928, non un adversaire de la N.E.P. en général, mais de la conception unilatérale, erronée et même dangereuse qu'en avait l'équipe Boukharine-Staline qui misait sur les tendances capitalistes de la N.E.P., négligeant criminellement le développement parallèle de l'industrie étatique (7) qui devait être plus rapide.

La légende stalinienne a présenté Trotsky comme étant opposé à la N.E.P. et en faveur de l'industrialisation, ensuite comme étant unilatéralement contre l'industrie lourde et pour l'industrie légère. La vérité historique est dia-

(6) L. Trotsky, « Vers le capitalisme ou vers le socialisme ? », page 18.

(7) Voir entre autres : Discours de L. Trotsky au 12<sup>e</sup> congrès du P.C. russe, dans l'article « Production et révolution », du Bulletin Communiste du 10 mai 1923. Cours nouveau. Vers le capitalisme ou vers le socialisme. La plateforme politique de l'opposition russe (préparée pour le 15<sup>e</sup> Congrès du P.C. russe).

métralement à l'opposé de ces affirmations mensongères.

L'idée d'un plan pour l'industrie, pour laquelle Trotsky a effectivement et obstinément lutté durant toute la période 1923-1928, ne s'opposa pas à la pratique et aux méthodes commerciales introduites par la N.E.P., mais compléta une conception dialectique de celle-ci. D'autre part, Trotsky avait envisagé dès le début le développement planifié de l'industrie comme étant inséparable : a) d'un contrôle constant à l'aide d'un étalon monétaire stable et d'une participation démocratique des mas-

ses travailleuses dans son élaboration et son exécution ; b) d'un accroissement de l'industrie des objets de consommation et du niveau de vie des masses, parallèle à celui de l'industrie lourde tout en gardant pour une période la primauté aux investissements.

La conception d'une « économie harmonieuse » garantissant le bien-être continu des masses travailleuses de laquelle se réclame actuellement l'équipe des épigones, fut en réalité dès le début défendue par Trotsky et l'Opposition de gauche russe et internationale.

## LA « SOUDURE » ENTRE LA VILLE ET LA CAMPAGNE

En ce qui concerne l'agriculture, Trotsky ne s'est jamais départi de la conception de base que « le renouvellement socialiste de l'agriculture ne se fera naturellement pas par les coopératives considérées comme forme pure d'organisation, mais au moyen de coopératives appuyées sur l'industrialisation de l'agriculture, son électrification et son industrialisation générale. C'est-à-dire que le progrès technique et socialiste de l'agriculture (8) ne peut pas être séparé d'une prédominance croissante de l'industrie dans l'économie générale du pays » (9).

Dans ce domaine, il critiqua la politique de N.E.P. telle qu'elle fut appliquée par l'équipe Boukharine-Staline non d'un point de vue ultra-gauche, mais parce qu'elle retardait l'industrialisation et la collectivisation de l'agriculture, nuisait à la grande majorité des paysans pauvres, accroissait la force et l'assurance des éléments paysans riches (koulaks), de la petite bourgeoisie citadine et de la bureaucratie. Il critiqua ensuite la collectivisation forcée durant le premier plan quinquennal, qui extermina physiquement quelques millions de koulaks et ébranla jusqu'au tréfonds l'économie du pays et les assises même du pouvoir politique. Il pensait alors que, « maîtresse du pouvoir et de l'industrie, la bureaucratie pouvait régler la collectivisation sans mettre le pays au bord de l'abîme » (10) en adoptant une allure correspondant aux ressources matérielles et morales du pays.

Sur le papier, la « collectivisation » depuis lors fut, paraît-il, « complète ». Mais les révélations des épigones (11) sur l'état réel de l'économie agricole, l'élevage, l'organisation et le rendement des kolkhozes ont, dans ce domaine, jeté une lumière crue qui doit avoir très certainement fortement impressionné les

(8) C'est-à-dire la véritable base de la collectivisation et de son évolution.

(9) L. Trotsky, « Vers le capitalisme ou vers le socialisme ? », page 29.

(10) L. Trotsky, « La Révolution Trahie », page 54.

(11) Discours de Malenkov à la session d'août 1953 du Soviet suprême, et rapport de Krouchtchev sur l'état de l'agriculture et les mesures à prendre.

innombrables dupes du « socialisme achevé » en U.R.S.S.

La base agro-technique et mécanique de l'agriculture apparaît comme étant encore extraordinairement restreinte, et les rapports économiques entre l'Etat — principal acheteur des produits agricoles, fournisseur des objets de consommation industriels, distributeur du crédit et de l'aide technique, percepteur d'impôts — sont franchement désavantageux pour la paysannerie. Celle-ci apparaît toujours comme étant la véritable partie sacrifiée des masses soviétiques, sur l'autel de l'industrialisation à outrance et de l'accumulation « socialiste » primitive. Staline, « l'ami » des paysans, qui reprocha autrefois à Trotsky sa tendance « à la superindustrialisation », de « tourner le dos à la campagne », etc., fut en réalité le plus féroce pilleur de la paysannerie, qu'il voulut amener au « socialisme » à coups de cravache d'une administration bureaucratique impitoyable et dans le plus grand dénuement.

Comme ce fut toujours le cas, la direction bureaucratique de l'U.R.S.S. effectue actuellement, empiriquement, sous la pression des événements et des masses, un tournant brusque dans ce domaine, révèle au monde avec une franchise inaccoutumée une partie au moins du véritable tableau de l'agriculture « collectivisée » et « socialisée » et met en pratique une série de mesures visant à établir la « soudure » entre ce domaine de l'économie, l'industrie étatisée et l'Etat prolétarien.

Certaines d'entre elles rappellent les concessions faites aux tendances individualistes et à l'esprit de propriété des paysans, au lendemain de la collectivisation forcée des années 30. Cette retraite fut cependant alors nécessaire, la base agro-technique et mécanique de la collectivisation et l'état de l'industrie légère destinée à approvisionner la paysannerie en objets de consommation suffisants et bon marché ne permettant pas encore une collectivisation effective de l'agriculture.

C'est encore le cas aujourd'hui, où la réintroduction d'une série de mesures capables d'attiser l'intérêt matériel du paysan tient au fait que l'économie soviétique dans son ensemble est loin d'être une économie « socialiste », c'est-à-dire loin d'être caractérisée par

des rapports équilibrés entre la production et la consommation, entre l'industrie lourde, l'industrie légère, l'agriculture.

Cependant, en même temps les moyens dont dispose l'Etat pour contrôler le processus économique déclenché par ces mesures à la campagne, et pour l'orienter en définitive non vers une dislocation de la structure collectivisée de l'agriculture mais vers sa consolidation réelle sur des bases économiques saines et non primordialement par la coercition, ces moyens sont plus puissants que jamais. Ils résident essentiellement dans la force que représente actuellement le secteur industriel étatisé, incomparablement plus puissant que dans les années 30, et la stabilisation de la monnaie, reflet elle aussi du progrès général de l'économie soviétique. Ce qui a permis par exemple que l'augmentation des prix d'achat des produits agricoles par l'Etat ne soit pas répercutée sur le pouvoir d'achat des masses ouvrières. Elle a été accompagnée, en effet, non d'une augmentation, mais d'une baisse des prix à la consommation. La nouvelle politique envers les paysans tout comme l'augmentation de la production et de la vente des produits alimentaires et de consommation, sont probablement financées par la réduction d'une partie des investissements destinés à l'industrie lourde, une économie sur les dépenses destinées aux grands travaux projetés par Staline, et les ressources en or de l'Etat, qui ont permis des achats massifs à l'étranger.

Dans la mesure où l'Etat fournira en quantités toujours plus grandes les machines nécessaires à l'agriculture et le nombre des techniciens de l'agriculture, et que l'industrie légère saura satisfaire les besoins des paysans en objets de consommation industriels, l'accroissement des forces productives de l'agriculture déclenché entre temps par toute la partie des mesures de N.E.P. concernant l'élévation du prix d'achat des produits agricoles par l'Etat, l'aménagement et la réduction des impôts et des livraisons obligatoires à l'Etat, l'encouragement de l'élevage privé, jouera en faveur d'une consolidation plus grande de la base économique de l'agriculture collectivisée. C'est dans le cadre d'une faible base industrielle que de telles mesures risqueraient de

faire échapper au contrôle de l'industrie étatisée la forme capitaliste dans laquelle elles englobent l'accroissement des forces productives qu'elles déclenchent.

Même dans ce cas, comme cela fut confirmé lors de la période de N.E.P. proprement dite (1921-1928), le pouvoir prolétarien dispose de moyens (prix, salaires, impôts, crédits) avec lesquels il peut à chaque moment combattre un tel danger, au prix cependant de contradictions nouvelles renaissant sans cesse et d'un rythme saccadé de toute l'évolution économique. Aujourd'hui, la base industrielle que possède l'U.R.S.S. permet dans ce domaine une évolution plus souple.

En réalité, les véritables vices qui subsistent pour l'ensemble de l'économie soviétique ne proviennent pas de la nature des mesures prises dans la nouvelle politique économique des épigones correspondant en principe aux nécessités urgentes d'une marche plus équilibrée de cette économie de transition, mais de l'exécution de ces mesures par l'appareil bureaucratique et de l'existence de la bureaucratie. C'est toujours celle-ci et son régime qui sont en grande partie responsables des gaspillages qui grèvent démesurément l'économie, et qui étouffent les initiatives créatrices des masses.

Aujourd'hui, l'U.R.S.S. possède une main-d'œuvre technologiquement très qualifiée qui — si elle était débarrassée du contrôle étouffant de la bureaucratie déjà souvent incompétente et toujours spoliatrice — pourrait réduire le gaspillage à un minimum et améliorer énormément la productivité du travail. Exemple entre mille autres dans ce domaine, les résultats de son action néfaste en ce qui concerne les kolkhoz les mieux équipés et les plus rentables, que les contrôleurs bureaucrates, responsables devant leurs supérieurs pour l'accomplissement des objectifs du plan (bureaucratiquement fixés) sont obligés de pressurer davantage pour combler l'insuffisance des kolkhoz les plus arriérés (12). **L'organisation démocratique des masses directement impliquées dans la production est plus que jamais la question-clé d'une véritable évolution équilibrée de l'économie planifiée.**

## VUE D'ENSEMBLE SUR L'ECONOMIE DE TRANSITION

Après environ trente ans de politique économique empirique suivie en U.R.S.S., due non seulement au fait de l'inexpérience dans le domaine de l'édification concrète du socialisme et aux contradictions de la situation objective, mais aussi à la nature bureaucratique de la direction, celle-ci se voit obligée — encore une fois sous la pression des événements, de la réalité, des masses — d'entreprendre un cours économique nouveau qui généralement paraît épouser les grandes lignes de la pensée économique de l'opposition de gauche et de L. Trotsky en particulier.

Elle reconnaît, dans les faits, la nécessité de nouveaux rapports équilibrés entre l'industrie lourde, l'industrie légère, l'agriculture; la nécessité de concevoir la collectivisation réelle de celle-ci comme étant déterminée non primordialement par les moyens de coercition de l'Etat prolétarien, mais par les capacités de l'industrie étatisée et un juste comportement économique de l'Etat prolétarien (dans son

(12) Cas mentionné dans le rapport Krouchtchev.

rôle d'industriel, de commerçant et de banquier) à l'égard de la paysannerie; la nécessité d'un étalon monétaire stable, ainsi que de la pratique et des méthodes commerciales qui faisaient partie de la conception de la N.E.P., afin d'établir la soudure entre l'économie agricole et l'économie industrielle, jusqu'à ce que les développements importants de cette dernière (y compris dans les branches de l'industrie légère) puissent amener une intégration normale, non forcée, de l'agriculture collectivisée dans les plans d'ensemble de l'économie et l'équilibre réel entre la production et la consommation.

Une telle orientation économique ne peut que favoriser une évolution plus normale de l'économie soviétique et faire baisser entre temps la tension sociale entre les différentes couches de la population.

Transférée sur le plan des « Démocraties populaires » et de la Chine, elle peut épargner à ces pays les secousses violentes, les tournants brusques, le rythme saccadé qui ont marqué l'évolution propre de l'U.R.S.S. et en éviter ses erreurs.

Mais, ce faisant, la bureaucratie reconnaît dans les faits aussi bien la faillite de la théorie du « socialisme achevé en U.R.S.S. » que « du socialisme dans un seul pays » en général. Elle se place sur la base d'une économie de transition qui, **pendant longtemps encore, comblera dans des proportions différentes d'un pays à l'autre la pratique et les méthodes commerciales propres à une économie de marché, avec le développement planifié de l'industrie et la collectivisation progressive de l'agriculture selon les possibilités économiques.**

Cette évolution ne sera du reste pas rectiligne; elle sera marquée de contradictions nouvelles et influencées par les liens qui doivent s'établir et se maintenir pendant toute une période avec le reste du marché interna-

tional. Elle n'atteindra l'équilibre qu'à une phase supérieure que marqueront la victoire de la Révolution mondiale et la fusion dans une économie planifiée d'un secteur du marché mondial, beaucoup plus important que celui d'aujourd'hui, permettant un développement des forces productives supérieur à celui du capitalisme le plus avancé.

L'époque transitoire entre le capitalisme et le socialisme « considérée dans son entier » apparaîtra ainsi, sur le terrain économique, telle que L. Trotsky l'a comprise de bonne heure: « exigeant non la diminution de la circulation des marchandises, mais bien son extrême élargissement. Toutes les branches de l'industrie se transforment et grandissent, il s'en crée sans cesse de nouvelles et toutes doivent, quantitativement comme qualitativement, déterminer leurs relations réciproques. La liquidation simultanée de l'économie rurale, qui produisait pour le consommateur sur place, et de la famille fermée signifient l'entrée dans la circulation sociale, et dès lors l'entrée dans la circulation monétaire, de toute l'énergie du travail qui se dépensait auparavant dans les limites d'une ferme ou dans les murs de l'habitation. Pour la première fois dans l'histoire, tous les produits et tous les services peuvent être échangés les uns contre les autres. D'autre part, une édification socialiste couronnée de succès ne se conçoit pas sans intégration dans le système planifié de l'intérêt personnel immédiat, de l'égoïsme du producteur et du consommateur, facteurs qui ne peuvent se manifester utilement que s'ils disposent de ce moyen coutumier, sûr et souple — l'argent ». (13).

JANVIER 1954.

(13) L. Trotsky, « La Révolution Trahie », pages 83-84.

## L'INTELLIGENZA SOVIETIQUE S'INSURGE CONTRE LA TUTELLE BUREAUCRATIQUE

Après le 19<sup>e</sup> congrès du P.C. de l'U.R.S.S., commentant la partie du rapport de Malenkov concernant la culture soviétique, nous écrivions : « Il ne fait pas de doute qu'une des formes par laquelle passera la lutte des nouvelles générations en U.R.S.S. contre la bureaucratie sera celle de l'art, de la littérature, de la science. Malenkov aura ses Gogol, ses Goya et Daumier, et ses Galilée. Ils commencent déjà à percer. » (1).

Environ un an après, d'importantes et multiples preuves sont venues confirmer que l'intelligencia soviétique, longtemps brimée dans l'état d'un bureaucratisme poussé jusqu'à l'absurde, sait profiter du nouveau climat créé par la succession de Staline pour exprimer toute sa haine du régime abhorré et revendiquer vivement le principe de la liberté dans la création artistique, intellectuelle et scientifique. Elle s'en prend avec véhémence plus particulièrement aux doctrines de Jdanov qui prétendaient traduire l'application correcte du marxisme révolutionnaire dans le domaine de l'art, de la littérature, de la science. En réalité ces doctrines ne visaient qu'à théoriser le plus strict conformisme utilitaire dans ces domaines et à glorifier le régime bureaucratique absolutiste de Staline, par sa nature même ennemi de tout jaillissement d'esprit critique.

Les mouvements qui se dessinent actuellement dans l'intelligencia soviétique ont naturellement une grande importance, car ils témoignent de la prise de conscience par des milieux assez vastes du caractère bureaucratique du régime politique, de son incompatibilité avec les bases sociales et le degré de développement économique et culturel auquel est arrivée l'U.R.S.S. D'autre part ils impulseront fatalement des développements sur le plan politique lui-même, activant la maturation politique des masses et facilitant ses manifestations pratiques.

Voyons maintenant les faits.  
Lors de la réunion du 21 au 24 octobre 1953 de la 14<sup>e</sup> Assemblée plénière de la direction de l'Union des écrivains

soviétiques, un grand débat a surgi sur l'état et les tendances de la littérature soviétique actuelle, le plus révélateur et le plus critique depuis les premières années de la Révolution. Deux rapports y ont été présentés par Constantin Simonov et Boris Lavreniev, et ils ont été suivis d'une discussion très large et très animée. Deux personnalités officielles, le vice-ministre Bolchakov (qui s'occupait surtout du cinéma) et le nouveau ministre de la Culture, Ponomarenko, ont pris part aux débats.

Dans son rapport, Constantin Simonov, auteur dramatique et poète, a dressé un réquisitoire sévère contre la tendance qui s'est glissée au cours des « dernières années » dans la littérature soviétique et plus particulièrement dans la production théâtrale à « représenter les hommes non pas tels qu'ils sont mais tels qu'ils devraient être ». Il a plaidé pour la représentation véridique de la vie, avec ses conflits et problèmes réels (2) et contre la mise à l'écart par les éditions et les théâtres des véritables classiques du théâtre soviétique (Romachov, Afinoquenov, Majakovski). Il a pris la défense non seulement des pièces de la première époque soviétique qui montraient des personnages qu'on ne trouve plus actuellement dans la vie de l'U.R.S.S., mais aussi des œuvres littéraires qu'on ne réédite pas. Il a fini en résumant l'esprit de sa critique avec cette citation de Lénine : « Il est indiscutable que la chose littéraire, moins que toute autre, ne se prête à l'égalisa-

(2) « Polir la vie, essayer en même temps de la représenter comme sans conflits, enjoliver la réalité, cette attitude s'exprime encore par le silence sur tel ou tel aspect de la réalité. Ainsi naissent des héros qui, ou bien n'aiment pas du tout, ou bien n'aiment qu'en passant, et souffrent également en passant, d'un amour non partagé. Ainsi sur la scène disparaissent les enfants, non seulement avec toutes leurs joies mais aussi avec toutes les complications qu'ils créent ; ainsi disparaît le problème du logement, du salaire, du bien-être. Et quand ces problèmes se trouvent soulevés dans les pièces, ce n'est que pour flageller ces esprits triviaux ou ces types négatifs de différents genres qui ne pensent qu'à leurs commodités et à leurs besoins ! » (Souligné par nous).

tion mécanique, au nivellement, au règne de la majorité sur la minorité. Il est indispensable de garantir un grand champ libre à l'initiative personnelle, aux inclinations individuelles, un champ libre à la pensée et à la fantaisie, à la forme et au contenu. Tout ceci est indiscutable, mais tout ceci ne fait que prouver que le secteur littéraire de l'affaire du parti du prolétariat ne peut être calqué sur le patron des autres secteurs de l'affaire de Parti du prolétariat. »

Dans son rapport, Boris Lavreniev est allé plus loin encore. D'après lui la plupart des pièces soviétiques sont d'une extrême médiocrité et les spectateurs sont mécontents. « Ils refusent, dit-il, de se nourrir d'ersatz ». Il ridiculise la division des pièces en « kolkhoziennes » et en pièces « sur la production industrielle ». Il exerce sa verve satirique contre les dramaturges qui ont chanté « le barrage de Kakhorka » ou « l'acclimatation des citrons en Crimée », ou qui ont utilisé des citations de manuels techniques sur l'industrie du pétrole (comme dans la pièce *le Fourgon blanc*). Il a sévèrement critiqué les conflits et les dénouements artificiels, comme l'avait fait pour sa part Simonov dans son rapport contre la présentation absurde et mécanique des héros positifs et négatifs. Il a cité pour mieux illustrer sa pensée l'exemple d'une pièce où l'on voit l'agronome Vania marié depuis peu à Tania qui est chef d'une brigade dans un kolkhoz, abandonner brusquement cette jeune femme qu'il adore, « tout simplement parce qu'elle est en désaccord avec lui sur la meilleure méthode pour butter les pommes de terre ».

Dans la discussion des deux rapports il y a eu plusieurs interventions et remarques fort pertinentes (3). Sergueï Mikhalov, le plus populaire écrivain auprès des enfants pour ses fables mais aussi pour ses pièces de théâtre, s'éleva avec beaucoup de vigueur contre le « vernissage » de la réalité dans le théâtre.

Krapiva, de Biélorussie, est intervenu (ainsi que plusieurs autres) sur la nécessité de laisser librement se développer la satire. E. Sourkov, de Moscou, a fait observer que Constantin Simonov, en prenant la parole contre « les dogmes », a ouvert la voie à une large et libre solution des problèmes de base de la littérature. Il a regretté pourtant que cet orateur n'ait point analysé les pièces récentes pour joindre la pratique vivante à la théorie. Il a critiqué une pièce de Simonov lui-même et polémique avec le vice-ministre Bolchakov qu'il a accusé d'avoir voulu mettre à l'abri de la critique la pièce de V. Ivanov. *Lomonossov*, récemment jouée au Théâtre d'Art de Moscou.

Le vice-ministre est intervenu pour déplorer le « sérieux retard de la ciné-

dramaturgie » soviétique. Il a observé qu'on met l'accent sur des films historico-biographiques, préconisant lui des films à thème contemporain, consacrés à l'homme soviétique réel. Sur la même ligne est intervenu aussi le ministre Ponomarenko.

La 14<sup>e</sup> Assemblée de l'Union des écrivains s'est terminée par l'élection d'un nouveau Présidium et la décision de convoquer pour l'automne 1954 le 2<sup>e</sup> Congrès pansoviétique des écrivains, le premier s'étant tenu il y a 19 ans déjà, en 1934.

Les milieux musicaux n'ont pas tardé à réagir de la même manière, sinon avec plus de violence. Leur agitation a débuté avec un article, publié en novembre dans *Sovietskaïa Muzyka*, du célèbre compositeur arménien Araç Katchatourian qui, avec Chostakovitch, Prokofiev et Miaskovsky (les plus éminents musiciens de l'U.R.S.S.), avait été jadis accusé par Jdanov, dans les termes les plus violents, de céder à toutes sortes de « déviations formalistes ».

Katchatourian fustige dans cet article, avec une violence extrême, les responsables de la « bureaucratization » de la musique soviétique qui, par la peur qu'ils inspirent aux compositeurs, ont fini par les abrutir et leur faire produire des œuvres « banales, sans originalité ». « Quand je pense, écrit-il, à toutes les œuvres qu'on a dû écouter ces dernières années. Les titres étaient parfaits, les thèmes étaient des thèmes « folkloriques » (4), l'harmonie et l'orchestration selon les bonnes règles, mais comme valeur artistique, zéro ! Et cependant l'Union des compositeurs et le Bureau central pour les arts et la radio approuvaient souvent ces œuvres. Seulement le public n'en voulait pas. Il est vraiment temps de mettre fin au fâcheux système de tutelle administrative dont souffrent nos compositeurs. Assez de ces interventions bureaucratiques dans le travail créateur de nos compositeurs. Qu'on laisse à l'artiste lui-même la solution de ses problèmes de création à la lumière des tâches que le Parti a formulées pour nous ! »

Et plus loin : « Assez ! Plus de tutelle ! Que chaque compositeur prenne ses responsabilités. Certainement il faut critiquer. Mais nous avons assez de « directives » émanant de nos bureaucrates qui ont toujours la frousse (5)... « Ce n'est pas à l'Union des compositeurs de jouer le rôle d'expert infallible, comme s'il s'agissait d'évaluer un article au Mont-de-Piété. J'estime que certaines œuvres non approuvées par l'Union des compositeurs devraient être publiées et jouées pour être jugées par le public... et par l'épreuve du temps. »

Tout l'article est en réalité une diatribe violente contre les doctrines jdanov-

(1) U.R.S.S., 1952. « QUATRIEME INTERNATIONALE », janvier 1953.

(3) Voir « Les lettres françaises », 5-12 novembre 1953.

(4) Comme le prescrivait la doctrine jdanoviste en musique.

(5) La frousse de leurs supérieurs.

vistes sur l'art, contre le contrôle bureaucratique et un plaidoyer fervent pour le principe de la liberté dans la création artistique (6).

La révolte des milieux littéraires et artistiques doit être particulièrement profonde pour que même Ilya Ehrenbourg, le porte-parole en littérature de la direction bureaucratique et de la ligne « officielle », puisse découvrir maintenant en U.R.S.S. « l'existence d'une littérature de commande ». Il s'indigne et trouve inadmissible que ses confrères soient obligés de se soumettre aux ordres « de bureaucrates ». Il s'en prend également aux critiques soviétiques qui « pensent que tous nos écrivains doivent représenter des hommes idéaux » et cite ce qu'écrivait l'un d'eux : « Cette coïncidence entre l'idéal et la réalité d'une part, le socialisme qui a détruit les causes de l'imperfection et la laideur de la nature humaine d'autre part, c'est aussi le terrain sur lequel naît le héros positif de la littérature soviétique. » Et Ehrenbourg ajoute : « Si le critique avait raison, et si la réalité de 1948 (l'article a été écrit il y a cinq ans) était l'idéal, alors on ne comprend pas pourquoi notre peuple a lutté et lutte encore pour le perfectionnement ultérieur de la société ». « La vie soviétique, ajoutait-il, est au contraire encore pleine d'imperfections et de « plaies morales » ainsi que de drames personnels dont les écrivains évitent de parler. » Il reprend à son compte toutes les critiques faites depuis un an déjà dans la presse soviétique contre le caractère « monotone », « pompier », académique, artificiel d'une

(6) Dans la même revue, Chostakovitch vient de publier un article appuyant le point de vue défendu par Katchaturian. Il se déclare partisan « de discussions et de controverses créatrices dans les pages de notre revue », que celle-ci doit être « une arène pour une dynamique lutte d'opinions ». Il ajoute que « les artistes ne devraient pas être jugés selon qu'ils se conforment ou non à une certaine tendance, mais sur leur talent, leurs idées et la maîtrise de leur art ».

grande partie des romans et des pièces de théâtre et des films, produits dans les dernières années en U.R.S.S.

Cependant, comme remarque avec justesse Alexander Werth à propos de cet article d'Ehrenbourg (7), ce dernier, tout en étant favorable à certaines « améliorations » dans le domaine littéraire, se garde bien de se livrer à une critique fondamentale du système de « tutelle » bureaucratique. « On en arrive à se demander, écrit non sans raison A. Werth, si les « durs » n'auraient pas profité de la situation assez équivoque d'Ehrenbourg pour lui faire dire des choses « désagréables » (sur la littérature soviétique) tout en limitant soigneusement les dégâts. »

Il semble en effet que les successeurs de Staline, qui ont incontestablement favorisé au début cette liberté d'expression des milieux intellectuels afin d'abaisser la tension également dans ce domaine, se sont vite aperçu qu'elle risquait d'aboutir à une critique fondamentale du régime bureaucratique, susceptible naturellement d'accélérer la renaissance et le renforcement de tout un courant politique allant dans le même sens. D'où leur préoccupation constante de doser les concessions, en donnant de temps à autre des coups de frein.

Mais la « machine » de l'évolution de l'U.R.S.S. est en marche, mue par des forces infiniment plus puissantes que les désirs, la volonté, les intérêts de la bureaucratie. Elle broiera inévitablement le carcan bureaucratique tout entier pour laisser s'épanouir librement toutes les forces nouvelles que plus de 30 ans d'évolution sociale sur les bases jetées par la Grande Révolution d'Octobre ont fait mûrir dans la patrie des Gogol et des Tolstoï.

Janvier 1954.

(7) « La fausse révolte d'Ehrenbourg », *l'Observateur d'aujourd'hui*, 21 janvier 1954.

Pierre FRANK

## Quelques problèmes théoriques à propos de l'affaire Djilas

L'aspect politique de l'affaire Djilas est examiné dans une note éditoriale de ce numéro. Mais Djilas, jusqu'à la veille de son renvoi à la base, était le principal théoricien du P.C. yougoslave (aujourd'hui Ligue des communistes yougoslaves). Nous ne disposons encore que d'un bref résumé du rapport de Kardelj et de l'intervention de Tito à la session du C.C. qui a condamné les opinions de Djilas (1). Le rapport de Kardelj contient une critique des idées de Djilas dans laquelle il reproche fort justement à Djilas de n'être pas parti d'une analyse des forces de classe; mais ce rapport adopte une partie essentielle des idées théoriques de Djilas et, par suite, la discussion passe à côté des vrais problèmes. Il n'est donc peut-être pas inutile de dire quelques mots sur ces idées que Djilas a avancées.

Celles-ci n'ont été qu'en partie développées dans les articles condamnés par le C.C. Elles sont plus largement exposées dans de nombreux autres articles. Ces articles n'ont probablement pas beaucoup inquiété les membres du P.C. yougoslave parce qu'ils n'apportaient pas les conclusions politiques publiées dans *Borba*, mais ils sont au moins aussi révélateurs du désarroi idéologique de ce « théoricien » que les articles de *Borba*.

Dans un article écrit sur la mort de Staline et intitulé « Les fins qui préludent » (2), on trouve de nombreuses observations et remarques justes sur la situation en U.R.S.S., l'inévitabilité d'une crise du régime bureaucratique, de concessions aux masses, etc. :

« Que Malenkov ait si bruyamment pris parti pour le système de direction collective, qu'il destitue et refoule ceux qui pourraient aspirer à la dictature personnelle — cela signifie... que le régime de la dictature personnelle du système bureaucratique de l'U.R.S.S. se trouve dans une impasse (p. 80).

L'Union soviétique s'est déjà engagée, à l'in-

térieur comme à l'extérieur, dans de tels rapports que ses bases (la propriété sociale) ne peuvent être conservées et développées que si l'on modifie sa superstructure (p. 82).

Les gouvernements tombent en Europe orientale comme des poires mûres, on confesse partout les fautes et les erreurs commises, on maudit ce qu'on a adoré hier encore. Mais tout cela produit un effet contraire à celui que, probablement, on a voulu obtenir, cela encourage les masses, réveille chez elles le sentiment que le système n'est pas éternel, qu'il change et qu'il doit changer... Le processus démocratique doit commencer, sinon autrement, alors sous une forme bureaucratique, un travesti bureaucratique... Les masses travailleuses de l'Europe orientale (de l'Allemagne, de la Tchécoslovaquie, etc., et à leur manière de la mère Russie) ont marqué de leur sang le début de la fin du régime bureaucratique stalinien (p. 86).

Les accusations portées contre Beria sont, dans leur contenu et dans leur style, presque les mêmes que celles portées il y a quinze ans contre les trotskystes ou les boukharinistes, ou contre Slansky, Rajk, etc... Le style des accusations portées contre Beria est aussi un reste de la routine stalinienne. C'est d'ailleurs le seul langage venant de la « direction collective » que le public bureaucratique puisse comprendre, auquel il soit habitué. Ce côté purement extérieur a pu induire en erreur certains publicistes occidentaux et même certaines personnes chez nous, et leur faire interpréter la chute de Beria comme analogue aux chutes des adversaires de Staline. Or, c'est le contraire qui est vrai : ce que Staline a fait, il l'a fait au moment de la montée du bureaucratisme ; et Malenkov au moment de sa décadence... (p. 89).

Malenkov espère remédier à tout cela [la mauvaise qualité des produits, l'existence d'un nombre énorme d'entreprises non-rentables...] par le perfectionnement de l'organisation et de l'appareil, par une vigilance et des responsabilités accrues, etc. Or, le vrai problème c'est le problème de la gestion bureaucratique.

(1) *Les Nouvelles Yougoslaves*, 23 janvier 1954.

(2) *Questions actuelles du socialisme*, numéro de juillet-octobre 1953.

Il peut bien mettre en prison quelques dizaines, quelques centaines de milliers de personnes, peut-être même un petit million (et encore ! aujourd'hui ce n'est plus aussi facile !) mais il ne peut résoudre la crise sans établir vraiment la gestion ouvrière (p. 96). »

Mais l'article de Djilas n'a pas pour thème essentiel les phénomènes qui se produisent en U.R.S.S., au lendemain de la mort de Staline. D'autres que les Yougoslaves, dit-il, peuvent s'orienter assez correctement en la matière ; mais ils le font de manière pragmatique, tandis que seuls les Yougoslaves — entendez par là Djilas lui-même — peuvent aller au fond des choses, car eux seuls ont une méthode objective, eux seuls sont « sur des positions socialistes fermes, inébranlables et réelles » (p. 40). C'est donc la méthode de Djilas, ses théories qui sont importantes dans cet article, bien plus que ses remarques sur l'évolution de la société soviétique.

En vérité, il est difficile de dire quelle est exactement la méthode de Djilas, quels sont les fondements de ses analyses. Ne déclare-t-il pas :

« Je ne songe pas à me défendre d'être devenu un hérétique de la dialectique (22 décembre). »

Toutes les théories qui avaient cours chez nous jusqu'à maintenant, esthétiques, philosophiques et éthiques, ainsi que politiques, économiques et sociales — et ces trois dernières tout particulièrement — seront ébranlées et le sont déjà par les changements sociaux actuels, et cela en tout, sauf dans leurs fondements. Resteront seulement en vigueur les prémisses matérialistes de base de Marx, du marxisme, et les révélations matérialistes. (4 janvier). »

Après de telles affirmations qui, pratiquement, nient tout, la seule chose positive qu'on peut relever chez lui, c'est que les Yougoslaves ont une méthode parce qu'ils se trouvent « sur les positions du socialisme et de la démocratie en tant qu'un seul et unique concept et processus » (p. 40). C'est une affirmation qui mérite d'être vue de plus près.

Qu'est-ce que le « socialisme » ? Pour les marxistes, le socialisme peut être considéré comme un processus commençant avec l'organisation de la lutte consciente contre le capitalisme. Le terme « socialisme » a été également employé dans un sens particulier, par exemple quand on dit que le socialisme a triomphé en Russie, en octobre 1917. C'est en exploitant une telle utilisation de ce mot par Lénine que les stalinien ont prétendu qu'il s'était prononcé en faveur du « socialisme dans un seul pays ». Mais d'une façon plus précise, le socialisme est défini comme l'aboutissement de la lutte de classe à une société sans classe, au moyen d'une révolution sociale et du passage par une société de transition sous

la dictature du prolétariat (3). Cette notion a été complètement obscurcie par Staline qui a qualifié de « socialisme » achevé prêt à passer à l'étape du « communisme » une société aux moyens de production et d'échange collectivisés mais où le développement des forces productives était encore loin de pouvoir satisfaire de nombreux besoins élémentaires de la population, où les différences sociales étaient considérables et choquantes, où l'Etat exerçait une contrainte presque sans précédent sur la société.

Djilas a renié Staline, mais pas la conception de celui-ci sur le socialisme. En Yougoslavie, nous apprend-il, « la réalité socialiste existe et se développe » (27 décembre). Ce n'est vraiment pas calomnier la Yougoslavie que de dire que, le niveau des forces productives y est encore très bas, beaucoup plus bas qu'en U.R.S.S., qu'il est encore loin de pouvoir satisfaire les besoins les plus élémentaires des masses. C'est une réalité provenant avant tout de l'héritage de l'ancien régime. La société yougoslave est moins stratifiée que la société soviétique ; il y a aussi des différences de régime politique avec l'U.R.S.S. Mais cela n'empêche pas qu'en Yougoslavie comme en U.R.S.S. il y a non une « société socialiste », mais un régime de transition. Djilas voyait en Yougoslavie un régime socialiste qui n'avait plus rien à craindre du capitalisme ; heureusement les membres de son propre parti n'ont pas partagé une telle aberration.

Qu'est-ce que la « démocratie » ? Pour les marxistes, la démocratie, en tant que régime politique, est une forme dont il faut définir le contenu de classe. Il y a la démocratie bourgeoise dont le type le plus stable est fourni par la Grande-Bretagne. Il y a aussi la démocratie socialiste, c'est-à-dire un régime basé sur la propriété collectivisée dans lequel les masses travailleuses assurent démocratiquement la gestion de l'Etat et de l'économie. En ce qui concerne la Yougoslavie, il est incontestable que les masses ont plus de liberté qu'en U.R.S.S., mais nous avons quelques doutes quant à la très grande extension de la démocratie, à une extension qui irait — disons — à l'encontre de la politique décidée par les dirigeants actuels. Djilas nous apprend que : « Une partie — et non la moindre — des membres du parti... dans la question de la fourniture des armes par l'Occident par son conservatisme idéologique cominformiste (sic !) retarda la solution de cette question.. (4 janvier). »

Nous n'avons pas connaissance qu'il y a eu liberté de discussion dans le P.C.Y. ou dans le pays sur la question des rapports avec l'Occident, du soutien de l'O.N.U. contre le peuple coréen et la Chine populaire. La « démocra-

(3) La réalité a montré que cette société de transition pouvait subir des régressions profondes et comporter des déformations importantes par rapport aux normes établies par Marx.

tie » en Yougoslavie consiste à permettre au communiste de s'exprimer assez librement jusqu'à un certain point, mais non à s'organiser en tendance ou courant pour défendre ses positions et éventuellement les faire triompher contre celles de la très haute direction.

En tout cas, d'un point de vue marxiste, on ne peut à aucun titre identifier « socialisme » et « démocratie » comme un « seul et unique concept et processus ». On doit même ajouter que la « démocratie », forme politique, doit dépérir au fur et à mesure que le « socialisme », société sans classe, sera réalisé.

Djilas s'avère être un brouillon, sans points de repère, sans critères fondamentaux, jonglant avec des notions mal définies à la place d'une analyse reposant sur les notions de classe. Toutefois, il a quand même une certaine logique dans ses pensées ; celle-ci peut se formuler ainsi. Le capitalisme est dépassé même dans les pays occidentaux :

« Bien que la propriété capitaliste domine formellement dans les pays occidentaux, elle n'est plus le spiritus movens... des rapports sociaux... elle s'y transforme de plus en plus en fiction (p. 45). »

Nous avons affaire à une nouvelle société, à savoir :

« Un capitalisme d'Etat qui n'est en réalité que la phase finale du capitalisme et la phase primaire et initiale du socialisme (en U.R.S.S. et dans certains autres pays aussi) (p. 30). »

Ici interviennent des rapports vaguement formulés entre ce « capitalisme d'Etat », le capitalisme et le « bureaucratisme » :

« Le bureaucratisme en tant qu'expression du passage du capitalisme au capitalisme d'Etat, ou autrement dit, en tant qu'expression du dépérissement du capitalisme et de la naissance d'autres formes... de transition vers le socialisme (p. 43).

Le bureaucratisme maintient et conserve le capitalisme qu'il nie (p. 43).

Le bureaucratisme s'efforce de conserver par des mesures de capitalisme d'Etat, sinon la propriété (les monopoles) du moins les rapports capitalistes en tant que tels (p. 44).

L'essence du bureaucratisme contemporain et de l'étape contemporaine du capitalisme (lequel en réalité cesse d'être capitalisme, mais n'est pas encore socialisme...) (p. 45). »

De ces déclarations floues, il ressort par contre clairement que Djilas a supprimé toute solution de continuité entre le capitalisme, le capitalisme d'Etat, le socialisme. Rien n'est défini en termes de classe, de rapports de production, de processus historique. Quelles différences y a-t-il entre eux ? Comment passe-t-on de l'un à l'autre ? Quelles forces sociales interviennent ? De quelle façon ? En fait, Djilas s'exprime ainsi parce qu'il a jeté par-dessus bord le développement dialectique de la société par la lutte des classes. Il ne voit plus qu'un processus absolument indéfini et il en vient même à dire que les « buts lointains sont problématiques », autrement dit le socialisme — pas celui qui est « réalisé » en Yougosla-

vie, mais la société sans classe — est problématique. Djilas n'a probablement pas remarqué que toute sa pensée en cette matière avait déjà été exprimée dans le mouvement ouvrier il y a plus de cinquante ans. Car Bernstein au début de ce siècle rejetait aussi la dialectique, réduisait le but socialiste à zéro et ramenait toute l'histoire contemporaine à un mouvement, à un processus organique allant du capitalisme au socialisme. Bernstein avait sous les yeux un capitalisme ascendant, non un capitalisme en déclin aux prises avec des mouvements révolutionnaires et des sociétés de transition pleines de tares bureaucratiques ; il cherchait à justifier théoriquement une politique réformiste pour tout le mouvement ouvrier de son époque. Djilas est animé par le besoin d'une justification théorique à la position en porte-à-faux du gouvernement yougoslave, l'alliance d'un gouvernement d'un Etat ouvrier avec la coalition capitaliste mondiale contre le bloc des autres Etats ouvriers. Dans un cas comme dans l'autre, la « théorie » ne gagne pas à être au service d'une politique opportuniste.

La confusion de Djilas sur le bureaucratisme ne connaît pas de limites, car pour lui le parti révolutionnaire même en est imbu, ou plutôt, on ne sait pas s'il n'assimile pas le parti révolutionnaire à la bureaucratie :

« (La bureaucratie) ...cet instrument nécessaire à la lutte sociale contre le capitalisme et la classe capitaliste qu'elle a été au début de la révolution lorsqu'elle ne fut pas seulement un despote mais aussi, et beaucoup plus, un organisme de la lutte révolutionnaire des masses (p. 51). »

A vrai dire Djilas oublie que la bureaucratie est une couche sociale, dont il faut définir, dans chaque cas, son origine sociale, sa place dans la société, son pouvoir politique, etc... D'ailleurs, quand il aborde par endroits la réalité de cette façon, il écrit des choses sensées sur la bureaucratie :

« Ce régime (de Staline) ...qui a pris naissance sur le sol du socialisme au cours d'une lutte qui fut menée pour le socialisme dans un pays peu évolué et au cours d'une révolution évoluée après le renversement du régime capitaliste et l'abolition de la propriété capitaliste (p. 30).

La seule efficace est la critique socialiste qui traite le système soviétique comme le régime d'une bureaucratie qui s'est imposée à la société et aux forces productives par suite des conditions objectives spécifiques dans lesquelles la Russie s'est trouvée après la Révolution d'Octobre, et aussi par suite des tendances objectives générales de la période de transition du capitalisme au socialisme. C'est-à-dire, que seule est efficace une critique qui considère que la bureaucratie contemporaine est une caste, un pur parasite. Cela signifie en même temps que cette bureaucratie est instable, éphémère, et cela non point comme le furent les classes au cours de l'histoire, mais comme une survivance des luttes de classe et des rapports de classe... Elle n'a pas de fonc-

tion économique naturelle — c'est-à-dire, l'économie peut se passer d'elle (p. 54). »

Mais si la bureaucratie est une caste sans justification historique dans la production, il est clair que la société soviétique est seulement atteinte d'une maladie — une hypercroissance de la bureaucratie — ; que ses bases — ses rapports de production — sont celles d'une société socialiste ; que cette maladie s'explique par des causes spécifiques, et qu'il est impossible d'introduire sérieusement la notion du « capitalisme d'Etat » (que les marxistes ont employée d'une façon très précise) pour définir une nouvelle forme de société (4).

Djilas a été, à juste titre, condamné politiquement par les siens, mais ils n'ont pas respecté les idées qu'on trouve chez Djilas sur le « socialisme », la « démocratie » et le « capitalisme d'Etat ». Ces idées sont soit héritées du stalinisme, soit construites en réaction au stalinisme : l'U.R.S.S. n'étant pas le socialisme, selon les normes yougoslaves, il faut lui donner une étiquette, donc allons-y pour le « capitalisme d'Etat ».

Il y a encore autre chose que Djilas a conservé du stalinisme, c'est une hostilité fondamentale au trotskysme. Il n'est pas étonnant qu'au moment où il prend une attitude aussi désinvolte envers le marxisme, il attaque farouchement l'expression la plus achevée du marxisme à l'époque actuelle. Nous négligerons les qualificatifs qui n'ont aucune signification politique (Trotsky, mécontent communiste — mécontent de quoi ?) pour ne relever que ce qui est du domaine des idées.

Djilas condamne l'activité de Trotsky et des oppositionnels d'U.R.S.S. en ces termes :

(4) A tous ceux qui parlent avec un peu de légèreté de « capitalisme d'Etat », nous conseillons de relire Lénine, en particulier certains de ses derniers écrits : sur l'impôt en nature, rapport au 11<sup>e</sup> Congrès du P.C. russe, rapport au 4<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale communiste.

En ce qui concerne les éléments de régimes économiques différents qui existaient à l'époque en Russie, il y distingue entre autres le capitalisme privé, le capitalisme d'Etat, le socialisme. Il parle des « capitalistes cultivés qui acceptent le « capitalisme d'Etat », qui sont capables de le mettre en œuvre contre « les capitalistes incultes qui n'entendent consentir aucun compromis et continuent de saboter les dispositions du pouvoir des soviets ». Ainsi le capitalisme d'Etat, c'est, pour Lénine, le maintien de **capitalistes privés** dans l'Etat ouvrier.

Il parle aussi du « capitalisme d'Etat » en régime capitaliste, citant l'exemple de l'Allemagne (de 1918) où se trouve, écrit-il, « le dernier mot » de la technique moderne de la grosse industrie capitaliste et d'une organisation méthodique **subordonnée à l'impérialisme de la bourgeoisie et des hobereaux**.

C'est-à-dire, la mainmise des trusts, monopoles, sur l'Etat capitaliste, notamment dans une période de guerre. Si Djilas s'en était souvenu, il aurait évité d'écrire une sottise aussi énorme que celle-ci : « (Aux Etats-Unis) ...les tendances despotiques des monopoles... se manifestent chez les républicains, et les tendances de capitalisme d'Etat parmi les éléments du parti démocrate » (p. 46).

« Trotsky était un révolutionnaire conservateur, un révolutionnaire qui, d'une façon toute dogmatique, restait dans une période de poussée du bureaucratisme sur des positions d'une fidélité fictive à la tradition d'Octobre et aux formes révolutionnaires... Il est resté là d'où Staline est parti, c'est-à-dire qu'il s'est cramponné à Octobre, à son programme, à ses formes de vie et de pouvoir... Staline fut le créateur de quelque chose de nouveau, du bureaucratisme qui poussait, avec une force élémentaire, sur les décombres du capitalisme et du féodalisme, tandis que Trotsky tournait autour des formes et des mots d'ordre révolutionnaires il est vrai, mais déjà périmés (p. 64). »

Au fond, son reproche essentiel aux trotskystes, c'est d'une part leur fidélité à la Révolution d'Octobre, aux conceptions léninistes (au lieu de tout renier comme il le fait) et d'autre part le fait qu'ils ont été battus par Staline (à la différence des Yougoslaves). Mais que fallait-il faire en U.R.S.S. en présence de la poussée bureaucratique qui avait, Djilas l'admet, des bases objectives très fortes ? Tout à fait incidemment, dans une note de bas de page, Djilas fournit une indication un peu maigre :

« C'est alors [dans la période de lutte contre le capitalisme et ses vestiges sociaux] en réalité qu'on aurait dû résoudre le problème si compliqué d'un développement démocratique et socialiste (p. 74). »

Il ne semble jamais être venu à la pensée de Djilas que la lutte de l'Opposition de gauche, la lutte de Trotsky, c'était précisément la lutte pour orienter la société soviétique vers le socialisme en conservant la direction politique au prolétariat et en élargissant la démocratie ouvrière. Djilas n'a peut-être pas lu les brochures de Trotsky relatives à ces questions ni la plateforme de l'Opposition de gauche de 1927. Il y verrait que tout ce qu'il y a eu de valable dans les déclarations yougoslaves depuis 1948 avait déjà été dit et mieux dit par les cadres bolcheviks que Staline a exterminés.

Pourquoi ont-ils été vaincus, tandis que les Yougoslaves avec tant d'empirisme ont pu résister à Staline ? Essentiellement parce que l'Opposition de gauche a mené son combat dans une période de réaction internationale montante qui a favorisé, entre autre, la montée de la réaction bureaucratique en U.R.S.S., tandis que les Yougoslaves profitent dans une grande mesure de conditions internationales défavorables à la bureaucratie du Kremlin, tant en U.R.S.S. que dans le monde.

Djilas a été interrompu dans ses divagations théoriques par les communistes yougoslaves. La rupture avec le Kominform a ouvert pour eux une période dans laquelle ils doivent élaborer par eux-mêmes leur politique. Ce qui ne veut pas dire qu'ils l'élaborent en vase clos. L'exemple de Djilas montre qu'il n'y a pas de « socialisme dans un seul pays » aussi du point de vue de la théorie marxiste ; la pres-

sion du monde capitaliste s'est exercée sur leur principal « théoricien » qui est tombé dans une confusion dont la dominante était le social-démocratie. Djilas renonce, paraît-il, à la vie publique après une telle faillite. Mais les communistes yougoslaves qui ont à diriger un Etat — pour éviter autant que possible les écueils, les dangers, la catastrophe — doivent disposer d'une base théorique ferme. Sans abandonner quoique ce soit du marxisme ils doivent élaguer résolument tout ce qu'ils ont hérité du stalinisme — notamment les illusions sur un « socialisme » à portée de la main dans un pays économiquement arriéré et dans un seul pays (allié à l'impérialisme) — et aussi les élucubrations théoriques sur un « capitalisme d'Etat » qu'ils ont découvert après coup parce que la politique du gouvernement soviétique ne leur convenait pas. Les changements qui s'opèrent en U.R.S.S., ainsi que leur propre expérience, doivent leur permettre de réétudier, ou plutôt d'étudier, car ils ne l'ont encore jamais fait, les idées fondamentales que

Trotsky et l'Opposition de gauche ont défendues sur la société de transition. Ils ont eu pour théoricien principal un homme qui avoua lui-même : « Je n'ai sérieusement rien vu ni senti dans la réalité de l'U.R.S.S. jusqu'à la fin de 1947 et au début de 1948 » et qui jusqu'à la réunion du Comité Central de janvier ne voyait pas qu'il avançait des théories dont se servait l'ennemi de classe en Yougoslavie, montrant ainsi qu'il comprenait aussi peu la réalité de son pays qu'il n'avait compris celle de l'U.R.S.S. Il vaudrait mieux prendre pour théoricien le marxiste qui, le premier, a levé le drapeau de la lutte contre la bureaucratie et mené cette lutte sur le ferme terrain du bolchevisme. Ils viennent de sceller la fin du « théoricien » des « fins qui préudent ». Puisse-t-elle être le prélude d'une marche vers le seul marxisme authentique de notre époque, vers le trotskysme, vers la IV<sup>e</sup> Internationale.

Janvier 1954.



Léon TROTSKY

# CULTURE ET ART PROLETARIENS

(SUITE)

*Nous publions ci-dessous la deuxième partie du chapitre important du livre de L. Trotsky, inédit en français « Littérature et Révolution », dont nous avons déjà fait paraître la première partie ainsi qu'un autre chapitre dans nos deux précédents numéros.*

Existe-t-il des rapports réciproques organiques d'un tel ordre entre notre poésie prolétarienne et l'action culturelle de la classe ouvrière prise dans son ensemble ? Il est clair que l'on doit répondre par la négative. Des ouvriers isolés ou en groupes participent à l'art créé par les intellectuels de la bourgeoisie, et se servent encore d'une technique très éclectique. Mais c'est pour reproduire l'image de leur propre monde prolétarien vu du dedans ? Il n'en est précisément pas ainsi. L'œuvre du poète prolétarien est dépourvue de cet élément organique qui ne peut venir que de la liaison interne de la littérature avec le développement de la culture en général. Ce sont des ouvrages littéraires de prolétaires doués ou talentueux, mais aucunement de la littérature prolétarienne. Ou serait-ce là une de ses sources originales ?

On trouvera naturellement dans le travail des générations actuelles beaucoup de germes, de débuts et d'origines dont un héritier appliqué et besogneux tirera plus tard des lignes jusqu'aux divers secteurs de l'art futur, tout comme les actuels historiens d'art tracent des lignes allant des mystères de l'Eglise au théâtre et au cubisme. Il en va de l'art comme de la nature, où rien ne se perd et tout se tient. Mais, concrètement, dans la vie, la production actuelle des poètes issus des rangs du prolétariat est loin de se développer sur le terrain où s'accomplit la préparation des conditions pour l'art socialiste futur, à savoir le processus d'élévation des masses.

Le camarade Doubovskoï a profondément blessé le groupe des poètes prolétariens et semble l'avoir passablement monté contre lui en publiant un article où, à côté d'opinions très discutables, à mon avis, il exprime une série de vérités dont le goût peut être amer, mais qui sont au fond incontestables. Le résultat des considérations du camarade Doubovskoï, c'est que la poésie prolétarienne ne doit pas être recherchée dans le groupe « La Forge », mais parmi les auteurs anonymes des journaux muraux des entreprises. Cette conclusion contient une idée juste exprimée toutefois de façon paradoxale. On pourrait aussi bien affirmer que les Goethe et les Shakespeare prolétariens circulent aujourd'hui nus-pieds, quelque part à l'école primaire. L'art poétique des poètes d'usines est incontestablement d'une valeur nettement

plus organique quant à son lien avec la vie, les peines et les intérêts des masses ouvrières. Néanmoins, ce n'est pas de la littérature prolétarienne, mais uniquement l'expression écrite du processus moléculaire de l'ascension culturelle du prolétariat. Nous venons déjà d'indiquer que ce n'était pas la même chose. Les correspondants ouvriers de tous les journaux, les poètes locaux, les accusateurs remplissent une énorme tâche culturelle en bêchant le terrain, le rendant apte à recevoir les semailles à venir, mais la véritable semence culturelle et artistique sera déjà, fort heureusement, de caractère socialiste et non « prolétarien ».

Dans un article fort intéressant sur « Les chemins de la poésie prolétarienne », le camarade Pletnev développe l'idée que, tout à fait indépendamment de leur valeur artistique, les œuvres des poètes prolétariens sont importants par leur seul lien direct avec la vie de la classe. A l'aide d'exemples d'œuvres artistiques prolétariennes, le camarade Pletnev indique de manière assez convaincante les modifications d'esprit des poètes ouvriers en rapport avec le déroulement général de la vie et des combats du prolétariat. Le camarade Pletnev démontre ainsi indubitablement que les produits de la poésie prolétarienne — pas tous mais un grand nombre néanmoins — constituent d'importants documents de l'histoire de la culture. Mais cela n'en fait pas encore des documents artistiques. « Ces poèmes peuvent être faibles de forme, désuets voire non artistiques, mais ne marquent-ils pas les étapes du développement du poète prolétarien ? » dit le camarade Pletnev caractérisant un poète ouvrier qui, de l'exaltation religieuse, s'est élevé au combat révolutionnaire. Sans doute même des poèmes faibles, incolores, d'un langage maladroit peuvent marquer les étapes de la croissance politique d'un poète et d'une classe et prendre ainsi une importance incommensurable en tant que symptômes culturels. Mais de faibles poèmes, à plus forte raison lorsqu'ils trahissent l'analphabétisme de l'auteur, ne constituent pas encore une poésie prolétarienne, ils n'ont rien de commun avec l'art poétique. Il est à noter qu'en suivant l'évolution politique des poètes ouvriers parallèlement à la croissance révolutionnaire de la classe, le camarade Pletnev constate lui-même fort à propos un éloignement des poètes prolétariens des dernières années de la classe ouvrière, notamment depuis le début de la N.E.P. « La crise de la poésie révolutionnaire », qui s'accompagne d'une tendance aux tâches formelles et... à l'embourgeoisement que Pletnev tente d'expliquer par une formation insuffisante des poètes et l'intérêt trop réduit que leur accorde le parti, « a eu pour résultat que les poètes n'ayant pu résister à l'énorme pression de l'idéologie bourgeoise, ont cédé ou sont en voie de le faire ».

Cette explication est notoirement insuffisante. Quelle est cette énorme pression de l'idéologie bourgeoise chez nous ? Il ne faut rien exagérer. Nous ne désirons pas engager une controverse pour savoir si oui ou non le parti pouvait faire davantage pour la poésie prolétarienne. Cela n'épuiserait nullement le problème du manque de résistance de cette poésie elle-même, pas plus qu'on ne saurait suppléer à sa force trop réduite par des gestes « de classe » désordonnés (dans le style du manifeste de « La Forge » par exemple). Le fond de l'affaire doit être cherché ailleurs : c'est qu'au cours de la période pré-révolutionnaire et dans les premiers temps de la révolution, les poètes prolétariens ne pratiquèrent pas la versification comme un art soumis à ses lois propres, mais comme un des moyens soit de se plaindre de leur pénible sort, soit de proclamer leurs sentiments révolutionnaires. Ce n'est qu'au cours des récentes années, alors que la tension de la guerre civile prit fin, que les poètes prolétariens commencèrent à envisager la poésie comme un art qui exige une grande science. Il s'avéra à ce moment que, dans le domaine de l'art, le prolétariat n'avait pas encore créé de milieu culturel, alors que les intellectuels bourgeois possèdent un tel milieu — qu'il soit bon ou mauvais.

Ce qui est essentiel, ce n'est pas que le parti ou ses sommets aient accordé « une aide insuffisante », mais que la couche inférieure est insuffisamment préparée ; l'art exige, tout comme la science, une préparation. Notre prolétariat dispose d'une culture *politique* propre suffisante pour maintenir l'intégrité de sa dictature ; une culture *artistique*, il ne la possède pas. Aussi longtemps que les poètes prolétariens marchaient dans les rangs des formations de combat, leurs poèmes conservaient la valeur de documents révolutionnaires. Dès que se posa à eux le problème de l'art et de sa science, ces poètes commencèrent, de gré ou de force, à rechercher un autre milieu. Il ne s'agit donc pas d'une simple méprise ; on se trouve en présence d'une limitation historique plus profonde. Cela ne veut pas dire que tous les poètes ouvriers saisis par la vague de crise seront irrémédiablement perdus pour le prolétariat. Nous voulons espérer que certains d'entre eux au moins, sortiront renforcés de la crise. Mais cela ne signifie pas encore que les groupes actuels de poètes ouvriers soient déjà appelés à établir les bases inébranlables d'un nouveau grand art poétique. Il ne semble guère qu'on en prenne le chemin. Selon toute vraisemblance, cette tâche ne pourra être résolue que par les générations futures qui auront passé par leur propre crise. Car les oscillations et les erreurs spirituelles, l'instabilité des groupes et des cercles, dont l'origine réside dans l'insuffisante maturité culturelle de la classe, ne sont pas près de cesser.

La seule étude de la technique littéraire est une étape nécessaire qui prendra du temps. La technique se remarque de la façon la plus flagrante chez ceux qui ne la possèdent pas. D'un grand nombre de jeunes poètes prolétariens on peut dire en toute assurance que ce n'est pas eux qui possèdent la technique, mais c'est la technique qui les possède. Chez d'autres, les plus doués, il ne s'agit que d'un malaise de croissance. Ceux qui sont capables de dominer la technique apparaîtront toujours comme « non naturels », maniérés, comme des épigones. Il serait pourtant insensé d'en déduire que le monde du travail n'a que faire de la technique de l'art bourgeois. Cet avis est cependant fort répandu. « Que l'art soit ratatiné, pensent certains, pourvu qu'il fasse entendre les sons du bord ». Mensonge que cela. Un art « ratatiné » n'est pas un art, et il n'est d'aucune valeur pour la classe laborieuse. Une telle position, qui comporte un grand fond de mépris à l'égard des masses, est caractéristique d'une certaine sorte de politicailleurs, qui nourrissent une méfiance organique envers la capacité de la classe et la flattent bassement quand « tout va bien ». Aux côtés des démagogues répétant la formule de la soi-disant simplification prolétarienne, se rencontrent aussi les simplistes sincères. Pourtant cela n'a plus rien à voir avec le marxisme — c'est une idéologie réactionnaire populiste, ornée d'une toute petite frisure « prolétarienne ». L'art destiné au prolétariat ne doit pas être de valeur inférieure. On doit apprendre, même si « l'apprentissage » — auprès de l'ennemi par la force des choses — n'est pas tout à fait dénué de dangers. On doit apprendre, et l'importance des organisations culturelles prolétariennes ne doit pas être mesurée à leurs capacités à créer une littérature nouvelle dans les plus brefs délais, mais au degré de leur contribution à l'accroissement du niveau littéraire de la classe, à commencer par ses couches supérieures.

Des formules telles que « culture prolétarienne » et « littérature prolétarienne » sont dangereuses en ce qu'elles enferment artificiellement l'avenir de la culture dans les étroites limites de l'actuel, qu'elles faussent les perspectives, troublent les proportions, déforment la mesure des échelles et cultivent la suffisance fort dangereuse des petits cercles.

Mais si nous renonçons à la terminologie de la « culture prolétarienne », que ferons-nous du... « Prolecult » ? Nous allons convenir

que « Prolecult » signifie combat opiniâtre pour l'accroissement du niveau culturel de la classe ouvrière. En vérité l'importance du « Prolecult » ne se trouve aucunement amoindrie par cette définition.

\*\*

Dans leur déclaration de principes déjà évoquée, les poètes prolétariens du groupe « La Forge », affirment : « le style, c'est la classe », et que, par conséquent, des écrivains d'un autre camp social ne peuvent créer le style artistique susceptible de convenir à la nature du prolétariat. Il s'ensuit, en quelque sorte, automatiquement que c'est le groupe « La Forge » dont la composition et la tendance sont prolétariennes qui crée l'art prolétarien.

« Le style, c'est la classe ». Mais le style ne vient nullement au monde de compagnie avec la classe. La classe trouve son style par des chemins infiniment détournés. Ce serait bien simple si un écrivain, parce que prolétaire dévoué à sa classe, pouvait s'installer sur la place publique proclamant « Je suis le style du prolétariat ».

« Le style, c'est la classe », cela est valable non seulement dans l'art mais avant tout dans la politique. Or, la politique est l'unique sphère où le prolétariat a vraiment créé son propre style. Comment a-t-il procédé ? Nullement par un simple syllogisme : chaque classe a son style — le prolétariat est une classe — il charge tel ou tel groupe prolétarien de formuler un style propre au prolétariat. Que non ! L'entreprise fut considérablement plus compliquée. La formation d'une politique prolétarienne se fit à travers des grèves économiques, à travers le combat pour le droit d'association, à travers les utopistes anglais et français, à travers la participation des travailleurs à des combats révolutionnaires sous la direction de la démocratie bourgeoise, à travers le « Manifeste communiste », à travers la constitution de la social-démocratie qui succomba dans le cours des événements au « style » des autres classes, à travers la scission de la social-démocratie et la séparation des communistes, à travers la lutte des communistes en faveur du front unique, et à travers toute une série d'autres étapes à venir. La totalité de l'énergie qui reste au prolétariat après avoir pourvu à ses besoins de subsistance les plus élémentaires, a été et est dépensée en vue de la formation de ce « style » prolétarien. Alors que l'ascension historique de la bourgeoisie se déroula d'une manière relativement égale dans tous les domaines de l'existence sociale — elle s'enrichit, s'organisa, forma sa philosophie et son esthétique et accumula une expérience de gouvernement — tout le processus d'auto-détermination du prolétariat en tant que classe dépossédée revêt un caractère révolutionnaire fortement unilatéral qui atteint sa plus haute expression dans le Parti communiste.

Si nous voulions établir une comparaison entre la montée politique du prolétariat et son ascension artistique, nous devrions dire que dans le domaine des arts nous en sommes actuellement, à peu près à l'étape où les premiers mouvements encore désespérés des masses trouvèrent le contact avec les tentatives des intellectuels, et aussi de quelques ouvriers isolés, de construire des systèmes utopiques. Nous souhaitons de tout cœur que les poètes de « La Forge » réussissent à apporter leur contribution à la littérature future qui, sans être prolétarienne, sera néanmoins socialiste. Ce serait toutefois une faute impardonnable que de vouloir, au stade actuel excessivement primitif du développement, concéder à « La Forge » un monopole de fait dans l'expression du « style prolétarien ». L'activité de « La Forge » s'exerce, par rapport au prolétariat, principalement dans la même direction que « Lef », le « Cercle » et autres groupes qui aspirent à donner à la révolution une expression artistique. Nous ne savons pas à vrai dire laquelle de ces

contributions revêtra le plus de poids. L'influence du futurisme se distingue, par exemple, très nettement chez un grand nombre de poètes prolétariens. Le talentueux Kasin absorbe en lui les éléments de la technique futuriste. Besymansky serait impensable sans Maïakovski. Or, Besymansky signifie un espoir.

La déclaration de « La Forge » décrit la situation actuelle de l'art en des termes extrêmement sombres et violemment accusateurs : « La N.E.P., en tant qu'étape de la révolution engendra un art qui rappelle les pratiques artistiques du gorille. Pour tout cela on accorde des crédits... Il n'y a pas de Belinski (1). Sur le désert de l'art s'étend le crépuscule. Mais nous élevons notre voix et brandissons le drapeau rouge »... et ainsi de suite. On parle de l'art prolétarien sur des tons extrêmement élevés, emphatiques même, tantôt comme art futur, tantôt comme art présent : « La classe en tant que formation monolithique... se crée un art à son image. Sa propre langue, riche en sonorité, colorée et d'une grande variété de formes, suscite par sa simplicité, sa clarté et sa précision le pouvoir d'un style grandiose ». S'il en est ainsi, d'où vient le désert de l'art et le crépuscule qui s'étend sur lui ? Cette contradiction flagrante ne peut avoir que la signification suivante : les auteurs de la déclaration opposent à l'art bénéficiant de la protection soviétique, c'est-à-dire au désert couvert par le crépuscule, l'art prolétarien « du grand écran, du style grandiose », qui ne jouit pas du mérite qui lui est dû car « les Belinski font défaut » et leurs places sont occupées par « certains camarades parmi les publicistes de nos rangs qui ont pour habitude de diriger en se servant du timon ».

Au risque de me voir classé parmi les manieurs du timon, je dois dire que la déclaration de « La Forge » n'est pas inspirée par l'esprit d'émancipation de la classe, mais par la suffisance d'un cercle privé. « La Forge » se considère comme le porteur exclusif de l'art révolutionnaire, de la même façon et par les mêmes tournures qui sont à l'honneur chez les futuristes, les imaginistes, les frères Sérapion. Où reste-t-il, camarades, cet « art de grand écran, de style grandiose, l'art monumental » ? Où donc est-il ? Quelle que puisse être notre appréciation de la production des divers poètes d'origine prolétarienne (et cela exige un travail critique très attentif et strictement individuel des auteurs), il n'existe pas d'art prolétarien. Il ne suffit pas de jongler avec des termes ronflants. Il n'est pas vrai qu'il existe un style prolétarien, un style monumental. Où est-il ? Où peut-on le découvrir ? Les poètes prolétariens traversent une période d'apprentissage ; l'influence qu'exercent sur eux les autres écoles, surtout celle des futuristes, est facile à constater sans même avoir besoin de recourir aux méthodes du microscope de l'école formelle. Ceci n'est pas un reproche, ce n'est point un péché. Mais le style prolétarien monumental ne sera pas créé par de seules proclamations.

Nos auteurs se plaignent : « il n'y a pas de Belinski ». S'il nous fallait apporter la preuve futuriste que la création des gens de « La Forge » est imbue des tendances d'un petit milieu intellectuel ésotérique, d'un cercle, d'une école de petit gabarit, nous en aurions trouvé l'indice caractéristique dans cette formule déprimante : « il n'y a pas de Belinski ». Bien sûr Belinski n'est point considéré dans cette situation en tant que personnage mais comme représentant de la dynastie russe des critiques, inspirateurs et guides de l'ancienne littérature. Mais il ne vient pas à l'esprit de nos amis de « La Forge » que cette dynastie s'est éteinte au moment même où les masses prolétariennes sont entrées

(1) Belinski, critique et publiciste russe du début du 19<sup>e</sup> siècle, considéré comme un « classique » dans son genre.

dans l'arène. Plekhanov était, d'un certain point de vue, essentiellement un Belinski marxiste, le dernier représentant de cette noble confrérie de publicistes. Les Belinski creusèrent, à l'aide de la littérature, des bouches d'aération dans l'opinion publique de l'époque ; c'est en cela que consiste leur rôle historique. La critique littéraire remplaça la politique et lui prépara le terrain. Mais ce que Belinski et les représentants ultérieurs de la critique publiciste radicale exprimèrent, par allusion, devint à notre époque chair et sang sous la forme du bouleversement d'Octobre et de la réalité soviétique. Si les grands critiques russes : Belinski, Tchernychevsky, Dobroloubov, Pissarev, Michailovsky et Plekhanov furent, chacun dans son genre, les inspirateurs sociaux de la littérature et, davantage encore, les inspirateurs littéraires de l'esprit social croissant, tout notre actuel esprit social, toute notre vie publique avec sa politique, sa presse, ses assemblées, ses institutions n'est-il pas un interprète suffisant de sa propre route ? Un projecteur est braqué sur toute notre vie publique, toutes les étapes de notre lutte sont éclairées à la lueur du marxisme. Chaque institution est sondée de façon critique, sur toutes ses faces.

Se lamenter dans ces conditions sur l'absence d'un Belinski, c'est faire preuve d'un esprit de secte intellectualiste en marge du monde réel, tout à fait dans le style — nullement monumental — d'un quelconque vertueux populiste de gauche. « Il n'y a pas de Belinski ». Mais à vrai dire Belinski n'était pas critique littéraire, il fut le dirigeant social de son temps. S'il était possible de transplanter la personne de Belinski à notre époque, nous le trouverions probablement, pour ne rien cacher aux amis de « La Forge »... au bureau politique du P.C.R. Il se serait finalement même servi du timon de façon intempestive. Ne se plaignait-il pas de devoir émettre des sons mélodieux alors, qu'à suivre sa nature, il devait hurler tel le chacal ?

\*\*

Ce n'est point par hasard si, poussé par le désir de surmonter son isolement, l'art poétique des cercles privés succomba au romantisme doux et tendre du « Cosmisme ». L'idée en est à peu près la suivante : le monde entier est éprouvé comme une certaine unité dont on est soi-même la partie active, avec la perspective à longue échéance de ne pas dominer seulement ce monde mais le cosmos tout entier. Tout cela est naturellement magnifique et terriblement généreux. Nous étions jusqu'alors des petits gens de Koursk et de Kalonga, nous avons conquis, il y a peu, toute la Russie ; maintenant nous marchons vers la révolution sociale. Mais faut-il nous arrêter aux frontières de la planisphère ? Autant clouer tout de suite sur le fût de l'univers le cerceau de l'ère prolétarienne. Quoi de plus simple ? Sept d'un seul coup... !

Le « cosmisme » semble ou peu sembler entièrement audacieux, puissant, révolutionnaire, prolétarien. En réalité, il comporte les éléments d'une véritable désertion devant les affaires terrestres compliquées et si pleines de difficultés pour l'art, d'une fuite vers les régions astrales. En cela, le « cosmisme » révèle de façon inattendue sa parenté avec le mysticisme, car c'est une tâche assez embrouillée que d'intégrer l'empire des étoiles dans la sensation artistique terrestre. C'est en tout cas, indépendamment des progrès de l'astronomie, une besogne qui ne peut être classée parmi les plus urgentes... Il apparaît à l'expérience que les poètes ne vont pas au « cosmisme » parce que la population de la voie lactée leur lance des appels les suppliant d'apporter une solution, mais parce que les problèmes d'ici bas, si rebelles à l'interprétation artistique, tardent à oser le saut vers l'au-delà. Il ne suffit pas toutefois de s'intituler cosmiste pour être capable de faire descendre les étoiles du ciel, d'autant plus que les espaces entre les étoiles sont

plus vastes que les étoiles elles-mêmes. Il est à craindre que cette tendance à combler les brèches de la conception du monde et de la création artistique par la matière subtile des régions étoilées, ne mène tel ou tel cosmiste à la plus fine des matières, à savoir à l'esprit saint où reposent déjà tant de cadavres poétiques si chers.

Les chausse-trappes et les pièges qui guettent les poètes prolétaires sont d'autant plus dangereux que ces poètes sont, en règle générale, très jeunes, certains ayant à peine quitté l'adolescence. C'est dans la plupart des cas la révolution victorieuse qui les a éveillés à l'art poétique. Ils y vinrent en hommes inachevés, portés par les ailes d'une force élémentaire, par la tempête, l'ouragan... A cette ivresse primitive, d'authentiques poètes bourgeois ont bien goûté aussi à satiété avant de retomber dans le mysticisme réactionnaire et toutes sortes d'autres misères. Les vraies difficultés et les véritables épreuves ne débutèrent que, lorsque le rythme de la révolution se ralentissant, les perspectives objectives devinrent plus brumeuses ; il ne suffisait plus alors de se laisser porter par les vagues, débordant d'esprit et trompant d'enthousiasme, il importait d'être circonspect, de fouiller plus profondément, d'évaluer la situation. A ce moment précis s'éleva la tentation : A pleines voiles en avant, dans le Cosmos ! Et la terre ? Comme pour les mystiques, elle peut devenir soudain pour les cosmistes un tremplin.

Les poètes révolutionnaires de notre temps doivent d'abord être endurcis, et l'endurcissement moral est ici, plus qu'ailleurs, inséparable de l'endurcissement spirituel. Il leur faut une conception du monde active, stable, souple, s'appuyant sur une solide connaissance des faits, et une perception artistique qui s'y rattache. Afin de saisir pleinement la période que nous vivons et ne pas en avoir simplement une vue découlant de la lecture des journaux, on doit posséder une connaissance du passé de l'humanité, de sa vie, de ses combats, de ses faits d'armes, de ses aspirations, de ses défaites comme de ses victoires. L'astronomie et l'astrologie sont une bonne chose, mais il faut connaître avant tout l'histoire de l'humanité et la vie actuelle avec ses lois multiples dans sa concrétisation imagée et personnelle.

\*\*

Il est curieux de constater que les protagonistes de la formule abstraite de la poésie prolétarienne ignorent volontiers un poète qui plus que quiconque aurait droit au titre de poète de la Russie révolutionnaire. Pour déterminer sa tendance et son origine sociale, il n'est nul besoin d'avoir recours à des méthodes critiques compliquées : Demian se présente coulé d'une seule pièce ! Ce n'est pas un poète qui s'est approché de la révolution, qui s'est abaissé jusqu'à elle et l'a reconnue ; il appartient à l'arme politique des bolcheviks. C'est en cela que réside l'exceptionnelle puissance de Demian. La révolution n'est pas un matériau qu'il emploie pour sa création, c'est l'instance suprême qui lui a assigné son poste. Sa création est un acte de service public, non seulement en dernière analyse comme tout art en général, mais subjectivement, dans la conscience même du poète. Il en fut ainsi depuis le premier jour de son activité historique.

Il s'enracina dans le parti, grandit avec lui, traversa les divers stades de son développement, apprit à penser et à sentir avec la classe prolétarienne, jour après jour, et à reproduire ce monde de réflexions et de sentiments de la masse sous la forme concentrée de poèmes, tour à tour subtils comme une fable, sentimentaux comme une plainte ou téméraires comme un pont-neuf, courroucé, agitateur. Sa colère et sa haine ne sont pas celles d'un dilettante : il hait avec la haine bien orientée du plus révolutionnaire des partis de l'univers. Il a écrit des

choses d'une grande puissance et d'une science accomplie, et d'autres destinées au besoin quotidien de la presse qui sont d'un choix inférieur. C'est que Demian ne se contente pas de créer quand Apollon l'invite au sain sacrifice, il produit jour après jour à l'appel des événements... et du Comité Central du P.C.R. Mais l'ensemble de sa création est une manifestation sans précédent, unique en son genre. Les petits poètes des diverses petites écoles qui vont vite en œuvre pour se payer la tête de Demian (il serait tout au plus un feuilletonniste) feraient bien de fouiller dans leur mémoire afin de trouver un autre poète dont les poèmes aient eu un effet aussi direct et actif sur les masses. Et sur quelles masses : sur des millions et des millions d'ouvriers, de paysans et de soldats de l'Armée rouge. Et à quel moment ? Dans la plus grande de toutes les époques !

Demian n'a pas recherché des formes nouvelles. Il utilise même des formes spécifiquement anciennes, canonisées. Mais elles célèbrent chez lui leur résurrection comme mécanisme de transmission incomparable du capital idéologique du bolchevisme. Demian n'a pas créé d'école et n'en créera point. Lui-même a été produit par la grande école qui a nom P.C.R., pour les besoins d'une grande époque qui ne se représentera pas. En faisant abstraction de toute interprétation métaphysique de la poésie prolétarienne et n'envisageant la question que sous l'angle de ce que lit le prolétariat, de ses besoins, de ce qui provoque sa passion et l'incite à l'action, de ce qui fait croître son niveau culturel, préparant les bases d'un art nouveau, la production de Demian Biedny est absolument de nature prolétarienne et constitue une littérature populaire vitale pour le peuple qui s'éveille. Si ce n'est là de la poésie « véritable », c'est quelque chose d'infiniment plus grand.

Un homme qui n'occupe pas le dernier rang dans l'histoire, Ferdinand Lassalle, écrivit un jour à Marx et Engels résidant à Londres : « Combien volontiers j'aurais renoncé à écrire ce que je *sais* pour ne réaliser qu'une partie de ce que je *peux* ». Se conformant à l'esprit de ces paroles, Demian pourrait dire de lui-même : « Je laisse volontiers à d'autres le soin d'écrire sous des formes nouvelles et compliquées *sur* la révolution, et je continue à écrire sous des formes anciennes *pour* la révolution ».

Richard LERNER

# Une œuvre inconnue de Marx

(SUITE)

Nous publions la fin d'une étude consacrée à une œuvre presque inconnue de Karl Marx : « Grundrisse der Kritik der politischen Ökonomie » (Rohentwurf (« Esquisses de la critique de l'économie politique », brouillon), rédigée en 1857-58 et publiée pour la première fois en 1941, à Moscou à la veille de l'invasion nazie en U.R.S.S. La première partie de cette étude a paru dans le numéro d'avril 1953 de Quatrième Internationale. Les références correspondent à la page et aux lignes de la seule édition existante de l'ouvrage, celle de l'Institut Marx-Engels de Moscou.

## LES TENDANCES CIVILISATRICES DU CAPITAL

Mais comme l'ouvrier « vend sa force (de travail) particulière à un capitaliste particulier en face duquel il se trouve indépendant en tant qu'individu... il possède effectivement un vaste champ de choix, d'arbitraire et donc de liberté formelle en ce qui concerne la personne individuelle, réelle (du capitaliste auquel il vend sa force de travail) » (*Grundrisse*, p. 368, 33-5).

D'autre part, comme le salarié « échange sa valeur d'usage (la force de travail) contre la forme générale de la richesse (l'argent), il participe à la jouissance de la richesse générale jusqu'à la limite de son équivalent — une limite quantitative, qui se transforme cependant en limite qualitative, comme c'est le cas pour chaque échange. Mais il n'est plus lié à une forme particulière de satisfaction de ses besoins. Il n'est pas exclu qualitativement mais seulement quantitativement de la sphère de ces jouissances. Ceci le distingue de l'esclave, du serf, etc. » (*Grundrisse*, p. 194, 18-26).

Ainsi, le capitalisme laisse à l'ouvrier une marge de liberté qui lui permet de s'élever au-dessus du niveau d'une simple machine de travail, de développer ses facultés et ses besoins, sans quoi la lutte émancipatrice de la classe ouvrière serait presque inconcevable.

Nous lisons en outre dans les *Grundrisse* : « La mission historique du Capital est remplie du moment où, d'une part, les besoins ont été suffisamment développés pour que le surtravail, au

delà du strict nécessaire, soit devenu lui-même un besoin général, résulte lui-même des besoins individuels — et où, d'autre part, par la discipline sévère du Capital à travers laquelle des générations successives sont passées, l'application au travail soit développée au point de devenir propriété générale du nouveau genre humain » ; et finalement du moment où « le développement des forces productives du travail, que le Capital... fait constamment progresser sous le fouet de son désir d'enrichissement illimité, soit arrivé au point où la possession et le maintien de la richesse générale de la société n'exigent plus qu'un bref temps de travail de toute la société, et où la société laborieuse se comporte d'une façon de plus en plus scientifique envers le processus de sa reproduction progressive ; c'est-à-dire du moment où a cessé tout travail dans lequel l'homme accomplit encore ce qu'il pourrait laisser accomplir par des choses »...

« En tant que poursuite ininterrompue de la forme générale de la richesse (l'argent)... le Capital oblige le travail à dépasser les limites de ses maigres besoins naturels, et crée ainsi les éléments matériels pour le développement d'une riche individualité, qui est tout aussi universelle dans sa production que dans sa consommation, et dont le travail n'apparaît plus comme travail, mais comme plein développement de l'activité (humaine) elle-même, de laquelle a disparu la nécessité naturelle (de travailler) proprement dite, puisque la place

des besoins naturels a été occupée par les besoins produits par l'histoire. En ce sens, le capital est productif c'est-à-dire représente un rapport essentiel pour le développement des forces productives

sociales. Il ne cesse de l'être que lorsque le développement de ces forces productives trouvent dans le Capital lui-même une limite. » (*Grundrisse*, p. 231, 4-23, 26-40).

## LE MACHINISME

Quelles sont les transformations fondamentales que connaît le mode de production capitaliste par l'introduction des machines, et comment cette introduction influence-t-elle les relations entre producteurs et moyens de production, entre travail vivant et travail mort ? Marx écrit :

« La machine n'apparaît en aucune manière comme un moyen de production de l'ouvrier individuel. Sa qualité spécifique n'est nullement celle d'un instrument de travail, à savoir de transmettre l'activité de l'ouvrier sur l'objet ; au contraire, cette activité de l'ouvrier devient maintenant elle-même une simple force de transmission, de contrôle et de protection du travail de la machine contre des interruptions de son action sur les matières premières. La machine ne ressemble pas à un instrument de travail que l'ouvrier anime en tant qu'organe de sa propre adresse et activité, dont le jeu dépend de sa propre virtuosité. La machine au contraire, qui se substitue à l'adresse et à la force de l'ouvrier, est elle-même la virtuose qui possède une âme dans les lois mécaniques qui jouent en elle... L'activité de l'ouvrier se réduit à une simple abstraction d'activité et est, dans tous les sens, déterminée et réglée par le mouvement des machines, non le contraire... ». Ainsi « le processus de production a cessé d'être un processus de travail en ce sens que le travail en tant qu'élément qui le domine l'unifie effectivement. Il n'est plus qu'un organe conscient, dispersé en de nombreux endroits du système mécanique sous la forme d'ouvriers vivants individuels, dominés par l'ensemble du

processus des machines, lui-même si n'est élément d'un système plus vaste dont l'unité n'est plus constituée par les ouvriers vivants, mais par les machines vivantes (actives), qui apparaissent comme un organisme formidable en face des actions insignifiantes de l'ouvrier. » (*Grundrisse*, p. 584, 17 - p. 585, 11).

Plus se développe le mode de production capitaliste, plus puissante devient la partie du capital qui consiste en capital fixe, avant tout en machines — et plus insignifiant apparaît, comparé à elle, le travail humain vivant :

« L'accumulation du savoir et de l'adresse, des forces productives générales du cerveau social, est ainsi absorbée dans le Capital en face du Travail, et apparaît ainsi comme une qualité du Capital... Les machines apparaissent comme la forme la plus adéquate du capital fixe... et le capital fixe apparaît... comme la forme la plus adéquate du capital tout court... Le plein développement du Capital n'a donc lieu... que lorsque les moyens de travail dans leur forme immédiate ont été supprimés, et que le capital fixe apparaît dans le processus de production comme machines en face de l'ouvrier, lorsque l'ensemble du processus de production ne se trouve plus dirigé par l'adresse directe de l'ouvrier mais par les applications technologiques de la science. C'est donc la tendance du capital de donner un caractère scientifique à la production et de dégrader le travail direct au rang de simple élément subordonné de ce processus de production. » (*Grundrisse*, p. 586, 4 - 13, p. 586, 38 - p. 587, 8).

## MACHINISME ET SOCIALISME

Les citations que nous avons rapportées jusqu'à maintenant au sujet des machines n'offrent rien d'essentiellement nouveau au lecteur, puisqu'il les connaît déjà du *Capital*, fût-ce dans un autre contexte et d'autres formulations. Mais maintenant nous arrivons à des passages qui, bien qu'ils aient été rédigés il y a un siècle — ou peut-être plus précisément pour cette raison ! — ne peuvent être lus aujourd'hui qu'en retenant l'haleine, puisqu'ils contiennent une des visions les plus audacieuses de l'esprit humain. Marx écrit :

« L'échange travail vivant contre travail objectivé, c'est-à-dire l'établissement du travail social sous la forme de contradiction entre capital et salariat représente le dernier développement du

rapport de valeur et de la production qui se base sur ce rapport. Sa condition est et reste la masse du temps de travail direct, la quantité de travail dépensée, en tant que facteur décisif dans la production de la richesse. Mais dans la mesure où se développe la grande industrie, la création de richesses réelles dépend de moins en moins du temps de travail et de la quantité de travail dépensée, mais de la puissance des agents (mécaniques) mis en mouvement durant le temps de travail, et qui eux-mêmes... dépendent beaucoup plus du niveau général de la science et du progrès de la technique, ou de l'application de cette science à la production... La richesse réelle se manifeste plutôt — et ceci est révélé par la grande industrie — dans

la disproportion formidable entre le temps de travail dépensé et le produit de ce travail, ainsi que dans la disproportion qualitative entre le travail (humain) réduit à une pure abstraction et la puissance du processus de production qu'il surveille. Le travail n'apparaît plus tellement comme étant inséré dans le processus de production et l'homme se conduit plutôt comme surveillant et contrôleur de ce processus... L'ouvrier se place à côté du processus de production, au lieu d'en être l'agent principal. Dans cette transformation, ce n'est ni le travail immédiat, que l'homme effectue lui-même, ni le temps pendant lequel il travaille, qui apparaissent comme le grand pilier de base de la production et de la richesse, mais c'est au contraire l'appropriation de sa propre force productive générale, sa compréhension de la nature et sa domination de celle-ci par son existence comme corps social — autrement dit le développement de l'individu social — qui jouent ce rôle. *Le vol du temps de travail d'autrui, sur lequel repose la richesse actuelle, paraît une base misérable en comparaison de ce fondement nouveau de la richesse, créé par la grande industrie elle-même.* Aussitôt que disparaît le travail (humain) sous sa forme directe, le temps de travail cesse et doit cesser d'être sa mesure, et par conséquent la valeur d'échange doit cesser d'être la mesure de la valeur d'usage. Le surtravail de la masse a cessé d'être la condition du développement de la richesse générale, de même que les loisirs d'une minorité ont cessé d'être la condition du développement des capacités générales de l'esprit humain. Ainsi s'effondre la production reposant sur la valeur d'échange, et le processus de production matérielle immédiate perd sa forme sordide et contradictoire. Le libre développement des individus, et non la réduction du temps de travail nécessaire afin de produire du surtravail (devient le but de la production); il s'agit donc de réduire à un minimum le travail nécessaire de la société, ce qui permet la formation artistique, scientifique, etc., des individus, grâce aux loisirs et aux moyens ainsi créés. » (*Grundrisse*, p. 592-8, 593-29).

Et Marx écrit dans un autre passage :

« La création de beaucoup de temps disponible au delà du temps nécessaire à la société en général et à chaque membre de celle-ci (c'est-à-dire au développement des forces productives totales des individus et par conséquent aussi de la société), cette création du temps de non-travail, apparaît à l'étape du Capital comme à toutes les étapes antérieures, comme création du temps de non-travail, de loisirs pour une minorité. Le Capital y ajoute ceci qu'il augmente le temps de surtravail de la masse par tous les moyens des arts et des sciences, parce que sa richesse consiste directement en appropriation de surtravail, parce qu'il vise directement la valeur, et non la valeur d'usage. Ainsi, le capital est malgré lui un instrument de création des

moyens pour des loisirs sociaux, de réduction du temps de travail de toute la société à un minimum décroissant, et de libération pour tous du temps nécessaire à leur propre développement. Mais la tendance du Capital reste toujours celle de créer d'une part du temps disponible, et de le convertir d'autre part en surtravail. S'il réussit trop bien dans le premier cas, il souffre de surproduction, et le travail nécessaire se trouve alors interrompu parce qu'aucun surtravail ne peut être valorisé par le Capital. Plus cette contradiction se développe et plus il apparaît que l'accroissement des forces productives ne peut dépendre de l'appropriation du surtravail d'autrui, mais qu'au contraire la masse des travailleurs doit s'approprier elle-même son surtravail. Le fait-elle, et le temps disponible cesse-t-il ainsi d'avoir une existence contradictoire, alors le temps de travail nécessaire se mesure d'une part aux besoins de l'individu social, et le développement des forces productives sociales croît d'autre part si rapidement que le temps disponible de tous augmente bien que la production vise maintenant à la richesse de tous. Car la véritable richesse, c'est maintenant la force productive que déploient tous les individus. *La mesure de richesse ne consiste plus dans le temps de travail mais dans le temps disponible (temps de loisir).* Le temps de travail en tant que mesure de la richesse présuppose la richesse basée sur la pauvreté, et présuppose que le temps disponible n'existe pas comme contradiction au temps de surtravail, que tout le temps d'un individu est du temps de travail, et que cet individu est dégradé au rôle d'un simple travailleur dominé par le travail. Les machines les plus développées obligent donc le travailleur à travailler aujourd'hui plus longtemps que ne le fait le sauvage ou qu'il ne le fit lui-même avec les outils les plus simples et les plus primitifs. » (*Grundrisse*, p. 593-35, p. 596-31).

Voilà comment Marx analyse les transformations historiques qui proviennent du rôle des machines dans le processus de production capitaliste. Il est à peine nécessaire d'indiquer aujourd'hui, à l'époque de l'énergie atomique et du « cerveau électronique », la portée prophétique de cette conception immensément dynamique et fondamentalement optimiste. Car ce dont le révolutionnaire allemand solitaire rêva en 1858 dans son exil à Londres, est aujourd'hui — et seulement aujourd'hui — du domaine de l'immédiatement possible dans les pays industriels les plus avancés du monde. C'est seulement aujourd'hui que, grâce au développement de la technique moderne, toutes les conditions ont été créées pour que tout « vol du temps de travail d'autrui » (qu'il s'opère sur des esclaves salariés) « libres » ou les prisonniers des camps de travail forcé en Sibérie) puisse être complètement et définitivement aboli; et c'est seulement aujourd'hui que les forces productives sociales peuvent être si puissamment dé-

veloppées qu'on peut concevoir en effet pour un avenir pas trop éloigné que le temps de loisir et non le temps de travail devienne mesure de la richesse sociale.

Alors que jusqu'à maintenant toutes les méthodes pour augmenter la force productive du travail humain se sont avérées en même temps, dans la pratique du capitalisme, des méthodes de dégradation, d'aliénation et de dépersonnalisation croissante de l'ouvrier, l'évolution technologique a aujourd'hui atteint le point où l'ouvrier peut être finalement libéré de la « sarabande de ses maux », de la torture de la chaîne et du travail aux pièces, et où il peut se transformer de simple annexe du processus de production en son véritable dirigeant. Jamais les conditions d'établissement d'une société socialiste n'ont été si sûres, jamais le socialisme n'a été si possible et si réalisable qu'aujourd'hui. On se rappelle la vulgaire objection bourgeoise selon laquelle le socialisme devient impossible du fait de la nécessité d'exécuter des travaux durs et désagréables, dont chacun chercherait à se débarrasser aux dépens d'autrui. Combien cette objection issue de la nature de l'homme bourgeois normal n'apparaît-elle pas ridicule en

face du développement fabuleux qu'ont pris aujourd'hui les forces productives! Il va de soi qu'aussi longtemps qu'il fallait transporter l'eau vers les demeures dans des seaux lourds, il y avait en fait beaucoup de gens qui chercheraient à se décharger de ce labeur désagréable sur autrui. Mais l'installation de conduites d'eau a rendu superflue la profession spéciale de porteur d'eau! De toute évidence, le développement de la technologie nous rapproche d'une situation dans laquelle la division du travail telle que nous la connaissons aujourd'hui et qui mutile l'homme peut disparaître, et où elle peut être remplacée par le travail conçu comme application libre des forces spirituelles et physiques de l'homme. Pour reprendre une métaphore frappante de Trotsky : aussi absurde qu'il serait de la part de pensionnaires d'un hôtel de luxe de se disputer le pain, le beurre ou le sucre, aussi absurde et économiquement inefficace deviendrait le « vol du temps de travail d'autrui », l'exploitation de l'homme par l'homme, dans une telle société. Mais c'est à ce moment seulement que la construction d'une société sans classe vraiment socialiste se trouve définitivement assurée.

## TRAVAIL ET LIBERTE DANS LA SOCIETE SOCIALISTE

Même alors le travail comme tel ne disparaîtra pas; seul cessera le surtravail de la masse au profit d'une minorité. Car Marx insiste sur le fait que dans toutes les sociétés « le travail est et reste la précondition » de la vie sociale :

« Tu travailleras à la sueur de ton front », voilà la malédiction que Jéhovah transmitt à Adam Smith. C'est dans le sens d'une malédiction qu'Adam Smith conçoit le travail. Le « repos » par contre lui apparaît comme la situation (humaine) adéquate, identique avec la « liberté » et le « bonheur ». Il ne semble pas du tout comprendre le fait que l'individu, en état normal de santé, de force, d'activité, d'adresse, de talent, a aussi le besoin d'une portion normale de travail et a donc besoin de cesser le repos. Il est vrai que la mesure du travail semble extérieurement donnée par le but à atteindre et les difficultés à surmonter pour l'atteindre. Mais Adam Smith ne semble pas pouvoir pressentir que surmonter des obstacles est une manifestation de liberté... donc de réalisme de soi-même, d'objectivisation du sujet, de liberté réelle, dont la manifestation est précisément le travail. Il a en fait raison que dans les formes historiques du travail en tant que travail d'esclave, de serf, de salarié, le travail apparaît toujours répugnant, comme du travail forcé, « imposé de l'extérieur » et qu'il s'oppose ainsi au non-travail comme à la « liberté et au bonheur ». Ceci s'applique doublement, et à ce travail objectif et, ce qui est en rapport avec lui, à

tout travail qui ne s'est pas encore créé les conditions objectives et subjectives... pour devenir travail attractif, réalisation de l'individu — ce qui ne signifie nullement qu'il puisse jamais devenir un divertissement, un simple amusement comme le conçoit Fourier naïvement, dans un esprit de grisettes. Du travail vraiment libre, comme par exemple composer de la musique, c'est quelque chose de vraiment sérieux, qui exige un effort intense. Le travail de production matérielle ne peut obtenir ce caractère (d'activité dans la liberté) qu'à condition d'acquiescer 1° un caractère social, 2° un caractère scientifique en tant que travail général non un effort de l'homme comme une force dressée de la nature, mais un effort comme sujet qui apparaît dans le processus de production non sous forme simplement naturelle mais avec une activité régulatrice de toutes les forces de la nature. » (*Grundrisse*, p. 504-1, p. 505-36).

Même dans le socialisme, l'activité productive humaine, le travail, constituera donc la base de l'organisme de production. Mais il y connaîtra d'énormes transformations qualitatives et quantitatives. Qualitativement, il se distinguera de la forme capitaliste du travail qu'Adam Smith conçut à juste titre comme un « sacrifice de liberté et de bonheur » par ceci qu'il transformera d'abord l'ouvrier en dirigeant conscient du processus de production, et qu'il limitera donc de plus en plus sa tâche à une simple surveillance des énormes ma-

chines et forces naturelles qui collaborent à ce travail ; et ensuite parce qu'il aura le caractère de travail *directement social*, communautaire, dont les produits ne s'opposent plus au producteur sous la forme de choses qui lui ont été aliénées et qui le dominent. Ainsi le travail dans le socialisme sera libéré des scories du passé et perdra son caractère répugnant de travail forcé, pour devenir du « travail attractif » dans le sens de Fourier et d'Owen.

Quantitativement, cette transformation du travail s'exprimera dans une *limitation* essentielle du temps de travail et une création et une extension du temps de loisir lui correspondant. Si la société socialiste elle-même ne saura guère abandonner toute forme de surtravail, elle

## LOI DE LA VALEUR ET SOCIÉTÉ SOCIALISTE

Le travail ainsi transformé dans son contenu et limité dans son extension n'en continuera pas moins de devoir être partagé entre différentes branches de la production et différents individus ; les résultats de la production devront être comparés et nécessiteront d'être constamment mesurés au moyen d'un étalon commun.

« Une fois donnée la production communautaire, la mesure (des produits) au moyen du temps (de travail) reste naturellement essentielle. Moins il faut de temps à la société pour produire du blé, du bétail, etc., et plus elle gagne du temps pour toute autre production matérielle ou intellectuelle. Comme c'est le cas pour chaque individu, l'universalité de son développement, de sa jouissance et de son activité dépend d'une économie du temps (de travail). *Toute économie se dissout en dernière analyse en une économie de temps.* De même, la société doit partager son temps de façon efficace, afin d'obtenir une production correspondant à l'ensemble des besoins tout comme l'individu doit répartir son temps de façon adéquate pour acquérir des connaissances dans des proportions raisonnables, ou pour satisfaire les différentes demandes d'activité qui se posent à lui. L'économie de travail de même que la répartition planifiée du temps de travail restent donc la première loi économique d'une production à base communautaire. Mais ceci diffère fondamentalement d'une mesure de valeurs d'usage (de travaux ou de produits du travail) à l'aide du temps de travail. »

D'après Marx, la catégorie de la valeur perdra toute signification dans une société socialiste. D'abord parce que « le temps de travail en tant que mesure de

sera néanmoins en mesure de limiter la quantité de travail des membres individuels de la société à un minimum, grâce au plein développement de leurs forces productives. Ainsi ne disparaîtra pas seulement la vieille division du travail, avec sa séparation entre travail « manuel » et travail « intellectuel » ; la différence entre temps de travail et temps de loisir se rapprochant de plus en plus du point de vue de leur contenu et se complétant l'un l'autre. Même dans une société socialiste, les hommes devront « avant tout manger, boire, habiter et s'habiller, avant qu'ils puissent... faire... de la science et de l'art. » (Engels : Discours devant la tombe de Karl Marx). Dans ce sens, le temps de travail restera la *base* du temps de loisir.

la richesse présuppose la richesse elle-même basée sur la pauvreté » ; mais dès que « le travail sous sa forme directe a disparu, le temps de travail cesse et doit cesser d'être sa mesure, et par conséquent la valeur d'échange doit cesser d'être la mesure de la valeur d'usage ». Ensuite parce que le travail acquerra dans la société socialiste *directement* le caractère de travail social, communautaire. Mais là où « le travail est communautaire, les rapports entre les hommes engagés dans leur production matérielle ne se présentent pas comme « valeur » de « choses » (*Théories sur la plus-value*, tome III, p. 152-3 de l'édition allemande de Kautsky) :

« La nécessité même de transformer d'abord le produit ou l'activité d'individus sous forme de valeur d'échange, en argent... démontre deux choses : 1° que les individus ne produisent que pour la société, dans la société ; 2° que leur production n'est pas *directement* sociale, n'est pas le résultat d'une association qui répartit le travail parmi ses membres. » (*Grundrisse*, p. 76, 31-32).

Par contre, dans une société socialiste, « le travail de l'individu... est d'avance posé comme travail communautaire... Il n'a pas de produit particulier à échanger. Son produit n'est pas une *valeur d'échange*. Le produit ne doit pas être échangé contre une forme particulière (l'équivalent général) afin d'obtenir un caractère général pour l'individu. Au lieu d'une *division du travail* qui aboutit nécessairement à l'échange de valeurs d'échange, nous obtenons une *organisation du travail* qui implique la part de chacun dans la consommation communautaire (sociale). » (*Grundrisse*, p. 88-85, p. 89-4).

## LE SOCIALISME SUPPRIME L'ALIENATION HUMAINE

Nous avons jusqu'à maintenant indiqué avant tout ces passages particuliers du « Brouillon » du *Capital* qui soulignent la « mission civilisatrice » du mode de production capitaliste, la ten-

dance inhérente à la nature même du capital à soumettre les forces de la nature à « l'intelligence sociale » dans les machines devenues automatisées, et à transformer ainsi le travail des indi-

vidus en travail qui n'est plus individuel, c'est-à-dire en travail social. Mais ceci n'est qu'un côté du processus. Il faut souligner de la même façon l'autre aspect, les bornes spécifiquement capitalistes du même processus. La borne du capital, c'est le fait « que toute cette évolution s'effectue de façon *contradictoire*, et que le développement des forces productives, de la richesse générale, du savoir, etc., apparaît de telle façon que l'individu qui travaille s'aliène de lui-même, ne se rapporte pas aux produits de son travail comme à des conditions de la richesse d'autrui et de sa propre pauvreté. » (*Grundrisse*, p. 440, 10-17).

Et Marx ajoute dans un autre passage :

« Mais apparemment, ce processus... est une simple nécessité *historique*, simple nécessité pour le développement des forces productives à partir d'un point de départ historique donné... En supprimant le caractère immédiat du travail vivant en tant que travail simplement individuel... en posant l'activité des individus comme une activité *directement* générale ou sociale, les moments objectifs de la production perdent cette forme d'aliénation ; ils deviennent dorénavant de la propriété (sociale), le corps organique de la société dans lesquels les individus se reproduisent comme individus, mais comme individus sociaux. » (*Grundrisse*, p. 715-27, 716-36).

Ainsi, « la forme extérieure de l'aliénation », et avec elle « la dernière forme servile qui prend l'activité humaine, celle du salariat d'un côté et du capital de l'autre... tombent comme une peau usée — et cette mue elle-même est le résultat du mode de production qui correspond au capital », des conditions matérielles et spirituelles qui rendent la suppression du salariat et du capital possible. » (*Grundrisse*, p. 635, 32-36). Car « à l'intérieur de la société bourgeoise, basée sur la valeur d'échange, se constituent des rapports de transport et de production qui sont autant de mines pour faire sauter cette société, une masse de formes contradictoires de l'unité sociale, dont le caractère contradictoire ne peut jamais être supprimé par métamorphoses invisibles. »

De là l'importance formidable de la lutte de classe prolétarienne, et du processus idéologique sur lequel elle se base :

« Reconnaître que les produits (de la force de travail de l'ouvrier) devraient lui appartenir, et considérer que les conditions qui les séparent de cette appropriation sont inconcevables, imposées par la force, voilà une *conscience énorme* qui sonne le glas de la société bourgeoise, comme lorsque les esclaves prirent conscience qu'ils ne pouvaient être la propriété d'un tiers puisqu'ils étaient des personnes humaines, condamnant l'esclavage à végéter dans une existence artificielle et à cesser de se maintenir

comme base de la production. » (*Grundrisse*, p. 366-7).

Mais lorsque la classe ouvrière se rebelle contre les chaînes de l'esclavage du salariat, sa lutte doit porter également contre cette « forme extrême de l'aliénation » qui mutile l'individualité humaine. Elle doit tendre vers une situation sociale qui remplace toute forme d'aliénation par le développement libre et universel de tous les membres de la société, de tous les hommes. « La société ne peut évidemment pas se libérer sans que *chaque individu* soit libéré », écrit Engels dans l'*Anti-Dühring*. De là les objectifs *humanistes-libertaires* du mouvement ouvrier révolutionnaire et du socialisme de Marx. Cet aspect malheureusement trop peu développé de la conception marxiste du socialisme s'exprime clairement dans les *Grundrisse*. Marx y parle dans plusieurs passages de la société socialiste comme d'une « libre association » dont le but suprême sera « l'individu social libre », « la libre individualité » (*Grundrisse*, p. 11, p. 75). Cela n'est naturellement pas nouveau, puisque nous trouvons cette même conception du socialisme et de sa nature dans d'autres œuvres de Marx et d'Engels, comme le « Manifeste Communiste », le « Capital » et surtout les œuvres de jeunesse. Le deuxième chapitre du *Manifeste Communiste* se termine par la phrase programmatique : « La vieille société bourgeoise est remplacée par une association dans laquelle le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous. » Dans « le Capital » Marx définit le socialisme comme « une forme supérieure de la société... dont le principe fondamental est le développement libre et complet de chaque individu. » De même dans « *L'Idéologie allemande* » la société communiste est désignée comme la seule « dans laquelle le développement originel et libre des individus ne sera pas une phrase », et dans laquelle les hommes « acquerront dans et par l'association en même temps leur liberté. »

Jadis, tout cela était l'évidence même. Aujourd'hui il faut le rappeler expressément. C'est précisément cette tendance humaniste-libertaire qui fait du marxisme l'héritier des meilleures traditions du vieux socialisme et le relie d'ailleurs également (malgré son caractère prétendument « autoritaire ») à ce qu'il y a de mieux dans l'anarchisme révolutionnaire. Cette tendance humaniste-libertaire est totalement étrangère au pseudo-socialisme despotique de Staline. Mais la tendance réformiste du mouvement ouvrier qui se drape dans le manteau du « socialisme démocratique » n'est nullement plus proche de l'esprit du marxisme. Alors que les staliniens ne soulignent l'oppression sociale des masses dans la démocratie bourgeoise que pour faire l'apologie de leur oppression politique dans l'Union soviétique d'aujourd'hui, les réformistes pour leur part abusent du mot d'ordre de la liberté politique pour cacher le caractère de

classe capitaliste de la démocratie bourgeoise et escamoter la question de la révolution prolétarienne. Quelle que soit la violence avec laquelle se combattent aujourd'hui ces deux tendances du mouvement ouvrier, elles restent très proches l'une de l'autre en un point fondamental : toutes deux ne dépassent guère, dans leurs objectifs et plus encore dans leur pratique, des mesures capitalistes d'Etat (ce qui n'implique nullement un jugement sur le caractère social de l'U.R.S.S.), c'est-à-dire des mesures qui placent « l'économie » étatisée et non le prolétariat au centre de leurs préoccupations — et ne peuvent donc même pas s'approcher du problème central du socialisme : la suppression de l'aliénation humaine et la réalisation d'une liberté complète d'individus socialisés !

Nous résumons : ce qui distingue la conception du socialisme chez Marx de celle de ses prédécesseurs, c'est avant tout le caractère scientifique de cette conception — la façon dont il déduit l'image d'avenir du socialisme d'une compréhension de la société capitaliste existante, d'une analyse du processus de production capitaliste. L'objet de l'ana-

lyse est le même dans les deux cas : la société bourgeoise moderne ; seulement dans un cas il s'agit de la forme actuelle de la société, et dans l'autre de son développement futur qui éclôt du présent. Notre examen nous a montré en même temps comment la nature même de la méthode marxiste permet de découvrir jusque dans les faits et les procédés les plus élémentaires de l'économie capitaliste non seulement les traces du passé, mais encore les formes embryonnaires de la future transformation sociale. Les rapports économiques analysés par Marx doivent donc être saisis en tant que lois de développement dialectiques (et ne peuvent être compris qu'à cette condition). « L'historicisme » de la critique marxiste de l'économie politique, dont il a été tant question, se révèle ici dans son vrai sens : il s'agit d'une méthode qui veut examiner autant les conditions dans lesquelles joue la loi de la valeur que les limites où ce jeu s'arrête, une méthode dont les conclusions socialistes n'apparaissent pas moins essentielles pour l'ensemble du système de Marx que son examen et sa critique des catégories économiques elles-mêmes.

## LE GUATEMALA ET "L'UNITED FRUIT Co"

De son quartier général établi au Honduras et au Nicaragua, l'United Fruit Company, organisée par tous les moyens, le renversement du régime actuel du Guatemala qui s'est attaqué à l'Empire qu'il a établi dans ce pays, ainsi que dans une grande partie de l'Amérique centrale.

Le gouvernement du Honduras, dirigé par Juan Manuel Galvez, est à la solde de la Compagnie. Il protège et encourage les bandes de mercenaires que la Compagnie organise sur son territoire pour les lancer contre le régime du Guatemala et contre les masses mêmes du Honduras engagées dans une lutte contre la même Compagnie et le gouvernement à sa solde.

Du Guatemala à la Bolivie, en passant par le Honduras et la Guyane britannique, s'est établie une chaîne de foyers révolutionnaires dont l'influence rayonne sur toutes les masses en éveil de l'Amérique latine.

Nous considérons que nos lecteurs s'intéresseront aux quelques informations cardinales que contient l'article ci-dessous en ce qui concerne l'Empire que l'United Fruit Company a littéralement bâti sur le sang des masses indigènes de l'Amérique centrale, et que nous reproduisons du numéro de décembre de la revue ouvrière Qué hacer ? paraissant actuellement au Mexique.

Le Guatemala, selon les statistiques dressées en 1940, a une superficie de 109.714 km<sup>2</sup> et une population de 3.823.209 habitants, soit 29 habitants par kilomètre carré.

La population autochtone descendant des Mayas et des Quiches représente 65 à 75 % du total des habitants. Elle constitue par conséquent la masse principale des travailleurs.

La langue officielle du Guatemala est l'espagnol, mais on y parle 18 langues indigènes.

L'activité principale est l'agriculture, par la culture du café et de la banane.

Pour 1952, la valeur totale des exportations se chiffrait à une somme de 87.465 quetzales dont : 81,8 % pour le café ; 5,4 % pour la banane ; 2 % pour la gomme à mâcher ; 1,4 % pour les huiles ; 9,4 % pour des produits divers. En 1946, l'exportation de bananes atteignit le chiffre de 10.664.313 régimes ; en 1952 elle descendit à 3.907.836 régimes.

Le 20 octobre 1944 éclata un mouvement révolutionnaire qui chassa du pouvoir le dictateur Jorge Ubico. Le 15 mars 1945 fut promulguée la Constitution du pays.

Aujourd'hui comme hier, la voie de la libération politique et économique d'un pays de notre Amérique est barrée par les contradictions et les crimes propres au capitalisme. La lutte que le peuple du Guatemala soutient contre la fermeté de l'United Fruit Company et ses complices au gouvernement de Washington prouve que, chez les meilleurs hommes de notre continent, s'enracine de plus en plus la conviction que la seule voie pour se libérer économiquement et politiquement c'est la transformation révolutionnaire du régime social par le triomphe des exploités sur les exploités.

Au Guatemala comme en Bolivie est concentré l'espoir de tous les peuples latino-américains. Les actuels mouvements politiques de ces deux pays ne sentent certes pas la solution de leurs multiples problèmes, mais ils constituent d'importants pas en avant sur le chemin à parcourir. Renforcer le front que Boliviens et Guatémaltèques opposent aujourd'hui aux impérialistes, tel est l'impératif catégorique pour tous les hommes et femmes qui, dans cette région du monde, veulent voir disparaître une situation d'esclavage et de colonialisme, négation complète de la démocratie et de la liberté.

Contre le régime du Guatemala se sont donné rendez-vous la calomnie, la

diffamation et les attaques de toute sorte. L'United Fruit s'emploie à mouvoir ses rouages dans le Département d'Etat en vue de pousser les autres pays de l'Amérique centrale à exercer une pression sur le Guatemala, tandis qu'on incite les agences de presse à dire au monde que le Guatemala est une tête de pont de Moscou, le tout en vue de préparer une occupation du pays. Venir en aide à la vérité, renforcer la lutte du peuple du Guatemala, c'est apporter une contribution à la maturité politique des peuples de ce continent qui sauront faire de lui un monde de liberté et de justice.

Les éditeurs de Revista de Guatemala ont, dans un intéressant article, exposé les données réelles de la situation créée dans le pays par les agissements de l'United Fruit Company et ses filiales, l'International Railways of Central America (I.R.C.A.) et la Compañia Agricola Guatemalteca (C.A.G.).

Nous tirons dudit article quelques données qui révèlent le véritable sens de la lutte entre l'United Fruit Company et le gouvernement du Guatemala. Nous croyons ainsi contribuer modestement mais sincèrement à la noble cause de la libération politique et économique du vaillant peuple du Guatemala. Les voici résumées :

L'U.F.C.O. (United Fruit Company) a



dans ses mains une grande partie de l'économie des pays où elle agit. Elle y contrôle les bateaux, les ports, les chemins de fer et dispose d'immenses étendues de terre les plus riches et les plus productives. Elle y a établi un système de tarifs pour les transports ferroviaires. En ce qui concerne le Guatemala ces tarifs sont les plus chers du monde, alors que le réseau est des plus mauvais. Y ayant imposé l'acheminement des marchandises aux ports qu'elles contrôlent par des routes délibérément longues, et disposant de la flotte marchande, l'United Fruit Company a imposé à la population une vie économique des plus difficiles.

Au début du siècle, Estrada Cabrera (dont le nom évoque 22 années de terreur, de capitulation devant l'impérialisme et de dictature) ouvrit toutes grandes les portes du pays à l'U.F.Co. Cet empire fruitier y pénétra muni d'une concession soi-disant sans aucune portée, pour transporter dans ses bateaux le courrier à l'extérieur. Plus tard, un autre dictateur, Ubico, étendit le rayon de l'U.F.Co. des eaux du Pacifique à celles de l'Atlantique. Mais si une simple concession d'ordre postal avait été à l'origine de la pénétration de l'U.F.Co. dans le pays, plus tard elle fit miroiter l'engagement de construire un port moderne pour consolider ses positions au Guatemala. Or vingt ans après, un tel port restait toujours à construire. En 1936 l'engagement fut annulé et Ubico laissa toute liberté à l'U.F.Co. pour construire ou non, selon son gré, le port promis.

Une fois qu'elle s'appropriait, par le truchement de l'I.R.C.A., le port de San José, l'U.F.Co. construisit une route menant à ce port et établit un système de « tarifs combinés », en vertu duquel l'U.F.Co. — ayant haussé les tarifs des transports maritimes par rapport aux tarifs des transports par chemin de fer — reprenait d'une main ce qu'elle avait lâché de l'autre. Ainsi fut paralysé le commerce du port national de Champerico, et furent ruinés des gens honnêtes qui avaient fait des investissements dans d'autres entreprises de transport.

L'U.F.Co. draine vers l'extérieur les produits du Guatemala, notamment la banane en fixant comme il lui plaît les prix à l'exportation, la concurrence étant absente. D'autre part, dans l'impossibilité où on se trouve de connaître exactement les prix sur le marché mondial, l'U.F.Co. publie dans ce domaine des faux chiffres chaque fois que le mécontentement des travailleurs les pousse à demander une quelconque amélioration de salaires.

L'United Fruit et l'Agricola Guatemalteca se partagent la possession des meilleures et des plus riches terres du pays. La loi sur la Réforme agraire n'a que très peu affecté ces propriétés. Ainsi, sur plusieurs millions d'hectares que ces compagnies possèdent, seuls 83.929 hectares ont été expropriés. Et encore il s'agit de terres non cultivées.

En mars 1953, Spruille Braden, dont les liens avec l'United Fruit sont évidents, agissant de concert avec une grotesque campagne de presse qui accusait le Guatemala d'offrir de mystérieuses bases aux sous-marins soviétiques, demanda l'intervention yankee en Amérique latine, notamment au Guatemala. C'était une réplique toute naturelle à la révolution démocratique du pays qui s'était donné une loi d'assurances sociales, un code du travail et un décret sur la réforme agraire.

Le boycott et le chantage qui consiste à menacer le Guatemala de l'isoler par le blocus maritime sont autant de formes de pression exercées sur le pays. Les centrales ouvrières et les partis politiques ont souvent dénoncé que l'U.F.Co. introduisait des armes à feu dans le pays et qu'elle soutenait les groupes dits « anticommunistes » dont elle dispose. Quant à la prétendue détresse financière de l'International Railways of Central America qui jouit au Guatemala de concessions inconstitutionnelles pour une période allant jusqu'à l'année 2.009, ce n'est que du bluff.

Dix années après la révolution démocratique, le Guatemala — avec ses 108.899 km<sup>2</sup>, sans compter les 22.286 de la région Belice toujours dans les mains de l'impérialisme britannique, et avec une population de plus de 3 millions d'habitants dont, selon les statistiques de 1950, 72 % sont analphabètes — connaît encore des salaires terriblement bas. En effet, le salaire moyen dans l'industrie est de 0,85 quetzales; celui d'un employé de commerce de 1,80 quetzales; celui d'un travailleur agricole de 0,26 quetzales.

Avant 1944, surtout à la campagne, c'est-à-dire dans les plus grandes régions du pays, le salaire d'un travailleur était 3 ou 4 fois inférieur à celui d'aujourd'hui.

Le Guatemala est toujours une démocratie nus-pieds; 75,8 % de ses habitants ne connaissent pas le port de chaussures.

Par contre les gains de l'United Fruit qui ont dû être établis officiellement pour le paiement de ses impôts aux Etats-Unis, donnent le tableau suivant :

Années	Dollars
1938	10.272.747
1939	14.101.929
1940	14.920.736
1941	12.442.609
1942	10.434.583
1943	10.830.000
1944	14.745.000
1945	18.908.000
1946	39.610.000
1947	47.140.794
1948	52.740.232
1950	66.159.375

Ces chiffres empruntés au « Moody's Industrial » suffisent à expliquer la misère des pays dominés par les impérialistes et les efforts de ceux-ci pour bloquer les peuples épris de liberté.

## CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

Nous inaugurons à partir de ce numéro une nouvelle rubrique « Conjoncture économique ». Elle contiendra des appréciations, informations et statistiques concernant l'évolution de la conjoncture économique mondiale, et de la situation économique des différents pays et régions-clés du marché mondial.

### La situation économique aux Etats-Unis et ses perspectives

Le réarmement ayant atteint en 1953 un plafond aux Etats-Unis, les signes avant-coureurs d'une dépression économique apparaissent à nouveau comme en 1949 avant la guerre de Corée et le boom qui s'ensuivit.

La disproportion entre la production et la productivité accrues de l'économie américaine, et la capacité de consommation solvable des masses américaines et mondiales devient à nouveau criante.

Le marché principal de l'économie américaine reste toujours celui des Etats-Unis. Les exportations de marchandises aussi bien que de capitaux constituent toujours une partie minime par rapport à ceux qui sont consommés et investis dans le marché intérieur.

Les conditions internationales (relèvement de l'économie capitaliste, affermissement de la concurrence, diminution de l'aide économique proprement dite à l'étranger de la part des Etats-Unis, insécurité sociale dans les régions coloniales et semi-coloniales traversées par des forts courants émancipateurs) — loin de faciliter les exportations américaines — les entravent et les diminuent.

Dans ce cadre un nouveau démarrage de l'économie américaine essouffée doit se rechercher avant tout dans les possibilités du marché intérieur.

Il n'y a plus aucune autorité économique bourgeoise ni aucune tendance de la bourgeoisie américaine et internationale qui ne soit consciente des symptômes de crise aux Etats-Unis, ou qui envisage pour 1954 un essor dépassant celui de 1953, année record en produit national brut, production industrielle, emploi, investissements et dividendes. Le fait d'une « récession » commencée en réalité déjà à partir de la deuxième moitié de 1953 et qui continuera de toute manière en 1954, est universellement acquis. L'administration républicaine elle-même, dans les messages d'Eisenhower en janvier ainsi que dans le rap-

port capital du 28 janvier 1954 du Conseil économique, reconnaît ce fait.

Des divergences existent sur l'ampleur et les perspectives de la « récession » commencée. S'agit-il d'un simple rajustement, d'une « récession orthodoxe » à la manière de 1949, ou d'une véritable crise économique allant en s'amplifiant ?

L'administration américaine et le Big Business qu'elle représente affichent bien entendu de l'optimisme quoique avec prudence. D'autres observateurs bourgeois, plus libres, dégagés de responsabilités officielles, sont beaucoup moins rassurés et envisagent d'ores et déjà une véritable crise économique possible vers le milieu ou la fin de 1954.

Nous donnons ci-dessous les appréciations les plus sérieuses émises jusqu'ici sur ce sujet par ces différents milieux et observateurs.

Colin Clark, économiste australien considéré comme un des maîtres bourgeois de la prévision économique à long terme, a écrit en décembre 1953 dans le *Manchester Guardian* un retentissant article dans lequel il affirme le très réel danger d'une crise économique majeure pour l'année en cours.

Se basant sur l'économétrie (1) et l'étude par ses méthodes de la crise 1929-33, il se croit en mesure d'affirmer que les équations tirées de cette étude et appliquées à la con-

(1) Technique moderne employant les mathématiques dans l'observation et la prévision des faits économiques. Elle reste pourtant aussi empirique que toutes les autres techniques employées par les économistes bourgeois. Il ne faut pas lui accorder plus de crédit qu'aux fameuses trois courbes (financière, industrielle et commerciale) sur lesquelles se basait la prévision économique du Service de la Conjoncture de l'Université de Harvard depuis 1916 et qui ont connu cependant une retentissante faillite devant l'épreuve de la crise 1929-1934, qu'elles n'ont pu prévoir.

joncture américaine actuelle « permettent de calculer que vers le milieu de 1954 l'activité économique sera retombée au niveau de 1949, le plus bas qu'elle ait atteint depuis dix ans et qu'aucun élément stabilisateur n'interviendra pour rétablir l'équilibre. On prévoit, en effet, que ni les dépenses de l'Etat ni la masse des crédits disponibles n'augmenteront et que les exportations diminueront.

Son étude accorde beaucoup d'attention au mouvement des stocks qui, de toute manière, intervient effectivement comme élément important dans la prévision économique.

Thomas Balogh, professeur d'économie politique à Oxford, un des conseillers les plus écoutés du parti travailliste, enregistre lui aussi des signes avant-coureurs d'une crise économique, et n'est pas certain qu'elle sera jugulée à temps. Il fait des remarques intéressantes à ce propos : Le revenu national brut a évolué aux Etats-Unis de 284 milliards de dollars à 329 au cours de 1951, ensuite de 341 à 361 à la fin de 1952 ; il atteint 372 milliards au milieu de 1953, 367 à la fin de 1953 (2).

Cette expansion est étroitement liée aux dépenses gouvernementales (achat de biens et de services) qui ont passé de 22 milliards en 1950 à 59 milliards au milieu de 1953 (dont 18 milliards à 54 milliards en dépenses militaires). Il estime que, pour garantir le plein emploi, le système américain doit absorber chaque année 15 à 20 milliards de plus de marchandises. Autrement, il ne serait plus profitable d'investir et il y aura récession économique.

En ce qui concerne les prévisions pour 1954, il fait remarquer que le Département de la Défense Nationale possédait, à la fin de 1953, 100 milliards de dollars disponibles pour de nouvelles dépenses et l'autorisation d'engager des crédits. Après avoir payé tous les engagements de 1954 il aura encore 45 milliards.

Il attire l'attention sur l'extension inquiétante des ventes à crédit de biens de consommation, estimant celles-ci à 27 milliards de dollars en juin 1953. D'autre part, il note que les stocks s'accroissent depuis fin 1952 au taux de 8,5 milliards par an et que ce rythme s'accélère (3).

**The Economist**, l'organe anglais bien connu, dans son numéro du 28 novembre 1953, a émis l'opinion que si une « récession » de 5 à 10 % intervenait en 1954, il n'y a aucune garantie, comme certains veulent l'affirmer, qu'elle n'ira pas jusqu'à 15 ou 20 %. Tout en affichant un optimisme de commande, il croit bon d'envisager sérieusement une telle éventualité (sur la base des signes déjà apparus) et se préoccupe des répercussions catastrophiques dans ce cas pour l'économie de la zone sterling.

(2) L'accroissement du revenu calculé en dollars 1939, en éliminant ainsi le gonflement dû à l'inflation, est beaucoup moins impressionnant.

(3) Il paraît cependant que ce rythme s'est ralenti au cours du deuxième semestre 1953.

Varga, l'économiste soviétique bien connu, revient sur son appréciation antérieure d'une longue période sans crise du régime capitaliste, note les signes avant-coureurs de celle-ci et appuie particulièrement sur les quelques 10 milliards de dollars de stocks aux Etats-Unis, selon lui, et qui représentent le double de la normale.

Enfin, voici les appréciations et données fournies par la presse et l'administration américaine elle-même :

Il y a déjà crise de surproduction agricole. Les surplus agricoles en 1953 sont évalués à 6 milliards de dollars. Le revenu des paysans, malgré les achats par l'Etat et son soutien des prix agricoles, a fléchi de 2 milliards de dollars par rapport à 1952 (elle-même année de crise agricole).

Depuis mars 1953, la production industrielle décline et la chute a atteint 7 % en décembre 1953. La production d'automobiles était en 1953 inférieure de 12 % à 1952. La production d'acier dans la dernière semaine de décembre était à 67 % de la capacité de cette industrie, comparée à 102 % pour la même semaine en 1952. Les wagons chargés inférieurs de 12 % par comparaison avec la même période en 1952.

Le nombre des faillites a augmenté de 13 % pour 1953 (dont 50 % en décembre 1953 par rapport à décembre 1952). Les exportations commerciales ont continué à régresser comme en 1952. Elles se sont élevées à 12.200.000.000 de dollars soit un milliard de moins qu'en 1952 et deux milliards de moins qu'en 1951.

Les stocks de marchandises invendues chez les particuliers et les sociétés (sans compter ceux de l'Etat : produits stratégiques et agricoles) s'élevaient en 1953 à environ 79 milliards de dollars.

Le chômage augmente. Entre octobre et novembre 1953 il y a eu 300.000 pertes d'emploi, alors que la moyenne habituelle en cette saison dans les dernières années était de 50.000 emplois environ. En décembre 1953, il y a eu une nouvelle perte de 442.000 emplois environ. En janvier 1954, le chômage officiel a dépassé largement les deux millions et, selon les syndicats, il faut compter environ le double, sinon plus.

Se'lon le **New York Times**, 4 janvier 1954, « les banquiers prévoient des temps orageux. Les quatre derniers mois de 1953 ont marqué une hausse définitive du nombre des embarras financiers et des faillites » tandis que plusieurs petites et moyennes compagnies ont montré des difficultés accrues pour faire face à leurs dettes à terme.

Selon ce même journal, qui fait par ailleurs le panégyrique du bilan impressionnant de l'année écoulée et de l'économie américaine « merveille de ce monde », les perspectives pour 1954 s'ouvrent dans un ensemble de conditions défavorables et même inquiétantes. Les voici :

« Situation internationale incertaine, accu-

mulation de stocks, expansion des dettes pour l'achat des objets de consommation, diminution des nouvelles commandes et des marges de profit, déclin des exportations et dans la production des moyens de consommation durables (4) tandis que les commandes de défense diminuent. »

**L'importante différence dans la situation actuelle avec celle de la veille de la crise de 1929 consiste cependant dans la conscience que possède déjà l'administration du danger de la crise et de ses moyens d'intervention.**

La crise de 1929 a pris à l'improviste la bourgeoisie américaine et son Etat. Elle a commencé par un **krach financier** avant de se développer en crise industrielle, agricole et commerciale, **krach** dû à un cours effréné de spéculation financière qui a duré sans entrave pendant toute une période. Aujourd'hui, la bourgeoisie et son Etat s'efforcent de mieux contrôler le mouvement économique. Cette conscience du danger et cette préparation à une intervention consciente afin de parer au pire, ne peuvent venir à bout des forces fondamentales qui déterminent l'évolution de l'économie capitaliste et provoquent la crise, mais elles peuvent l'ajourner pour un certain temps, et surtout amortir son choc, **ne pas provoquer une chute vertigineuse, mais un enlèvement dans la dépression.**

Comment procède à cet égard l'administration républicaine, représentant politique du véritable **Big business** américain ?

Il y a un risque évident dans ses procédés dans la mesure où elle veut transposer sur l'échelle de l'ensemble de l'économie américaine et de l'Etat les méthodes de gestion « saines » au sein d'une entreprise. L'administration républicaine s'est écartée des méthodes « inflationnistes » keynesiennes et a visé aussi bien à la déflation qu'aux économies et à l'équilibre budgétaire. Par contre, elle a envisagé aussi largement qu'elle a pu l'extension de l'appareil productif, en favorisant les investissements privés et les profits (5).

Cette orientation est la plus conforme à la mentalité, aux possibilités et aux intérêts des grands monopoles américains avant tout.

En persistant dans une telle voie d'une manière stricte, l'administration américaine pourrait courir un risque certain d'agir exactement à l'opposé d'une politique capable d'ajourner ou d'amortir la crise. Ce n'est pas cependant exactement le cas. Une certaine souplesse n'est pas étrangère à « l'orthodoxie » économique professée par l'administration américaine.

Elle est guidée par un Etat-major d'économistes et d'hommes d'affaires qui étudient et suivent l'évolution économique avec autant de

perspicacité et de conscience qu'il est possible de le faire pour un état-major capitaliste.

Ceci est démontré aussi bien par le changement brusque de politique du crédit durant la dernière moitié de 1953, après une première période « déflationniste » rendant de nouveau l'argent bon marché et le crédit élastique, que par les considérations et conclusions contenues dans l'important document qu'est le rapport récent du Conseil économique. Ce dernier préconise — en plus des mesures déjà annoncées dans les messages d'Eisenhower (6) — afin de parer à toute éventualité de **crise économique majeure** d'intervenir : « en modernisant l'assurance-chômage, en élargissant la base et les bénéfices de l'assurance-vieillesse ; en permettant un « report » plus long de pertes en ce qui concerne les impôts ; en accordant une large autorité discrétionnaire à l'Exécutif pour modifier dans certaines limites et approprier aux circonstances variables les conditions des emprunts et hypothèques garantis par le gouvernement ; en établissant un marché secondaire intérieur d'hypothèques, et en améliorant les plans des programmes de travaux publics.

« Pour stimuler la puissance expansive de l'entreprise privée, nous agissons en révisant les lois fiscales de manière à augmenter les stimulants et à enlever certains obstacles aux entreprises, en particulier aux petites affaires, en améliorant les facilités de crédit pour la construction de foyers, l'administration et l'amélioration urbaine ; en renforçant le système routier et en facilitant les ajustements de l'agriculture aux conditions courantes de la demande et de la technologie. »

Faisant siennes les recommandations du Conseil économique, Eisenhower déclare dans sa lettre transmettant le rapport au Congrès que : « L'arsenal des armes qui sont à la disposition du gouvernement pour maintenir la stabilité économique est formidable. Il comprend : des contrôles de crédit par la Federal Reserve System ; la politique d'administration de la dette par la Trésorerie ; l'autorité du Président pour faire varier les conditions d'hypothèque portant assurance fédérale ; la souplesse dans l'administration du budget ; les soutiens à l'agriculture ; la modification de la structure fiscale, et les travaux publics. Nous n'hésiterons pas à employer une de ces armes ou toutes, suivant les exigences de la situation. »

Eisenhower indique ainsi la marge de souplesse dans laquelle l'administration est éventuellement décidée à se mouvoir.

**A quelles conclusions pouvons-nous raisonnablement arriver d'une telle analyse de la si-**

(4) Le journal énumère les industries de l'acier, l'automobile, le pétrole, les chemins de fer, la mécanique, le textile, etc.

(5) Ceci se dégage clairement de la structure du nouveau budget du « Big business », pour 1954-55, comme le qualifie **The Economist** (28 janvier 1954).

(6) Elargissement des assurances sociales à environ 10 millions de travailleurs nouveaux, réductions et aménagements des impôts pour favoriser non seulement la consommation mais les investissements capitalistes et leurs profits, encouragements divers à l'extension de la construction.

**tuation économique des Etats-Unis, des mesures et projets de l'administration ?**

a) le déclin de l'économie, qui a presque épuisé le stimulant des dépenses militaires engagées depuis la guerre de Corée et soulagées à un plafond, est maintenant certain.

b) tous les palliatifs de l'administration, y compris les quelque 26 milliards de dollars que l'industrie privée pense investir pour une nouvelle expansion en 1954 (contre 28 milliards en 1953) n'arriveront plus à faire progresser et même à maintenir le boom aux sommets de 1953.

c) il n'est pas exclu cependant (7) que, dans le meilleur des cas, ils arrivent à amortir le choc et à ralentir le rythme d'approfondissement de la dépression.

d) une régression de 5 à 10 % de la production en 1954 est maintenant généralement envisagée.

e) même dans le cas où cette régression pourra se maintenir dans ces limites (chose nullement certaine) et ne pas provoquer des réactions de régression en chaîne comme en 1929-33, elle risque :

1) de porter la masse des chômeurs aux Etats-Unis de 5 à 10 millions, fait qui, à son tour, approfondira et étalera dans le temps la dépression ;

2) de précipiter la crise du reste de l'économie capitaliste mondiale.

Par exemple, on estime qu'une réduction de 5 % de la production américaine coûtera 315 millions de dollars à l'Angleterre dans ses exportations vers les Etats-Unis, 1 % de chute aux Etats-Unis provoquant 5 % de chute dans les exportations anglaises vers les Etats-Unis. Pour l'ensemble de la zone sterling, la perte est encore plus considérable. Des effets analogues frapperont l'économie allemande encore prospère quoique touchant très probablement elle aussi à la fin de son boom d'après guerre. Et ceci non seulement à cause de la diminution des exportations directes allemandes aux Etats-Unis, mais par contre-coup de la diminution du pouvoir d'achat de pays comme ceux de l'Amérique latine, qui provient en grande partie de leurs propres exportations aux Etats-Unis (en diminution déjà en 1953).

f) la possibilité ultime du capitalisme américain d'ajourner la crise sans s'engager immédiatement dans la guerre, se trouve, en réalité, dans de nouvelles dépenses militaires massives, sous la forme d'aide militaire à l'étranger, et celles envisagées à un moment (aussitôt après l'annonce de la possession de la bombe H par les Russes) pour la défense anti-aérienne et anti-atomique du continent américain.

g) **conclusion finale : Les Etats-Unis sont entrés dans la période critique où les réalités économiques incertaines et plutôt inquiétantes pèsent de plus en plus sur l'orientation d'ensemble de leur politique.**

M. P.

(7) Compte tenu des disponibilités du Département de la Défense.

Janvier 1954.

**Salaires moyens en Allemagne**

Le bulletin de presse du D.G.B. (C.G.T. allemande unifiée), publie les chiffres suivants sur les salaires moyens nets en Allemagne à la date de novembre 1951 :

Salaires mensuels	% du total	industrie manufact.	sidérurgie métallurg.	bâtiments bois etc.	mines, pierres	commerce et transports
Inférieurs à 200 DM	9,7 %	15,3 %	5,5 %	7,8 %	4,6 %	15,4 %
— de 200 à 300 DM	48,5 %	52,1 %	41,1 %	60,3 %	35,9 %	58,1 %
— de 300 à 400 DM	32,5 %	26,3 %	42,3 %	27,8 %	38,7 %	22,4 %
— 400 DM et plus	9,2 %	6,3 %	11,1 %	4,1 %	20,8 %	4,1 %

Ces chiffres font table rase du niveau prétendument élevé des salaires en Allemagne. Ils font apparaître que 10 % des ouvriers allemands gagnaient en novembre 1951 moins de 18.000 fr. par mois, et 57 % des ouvriers moins de 27.000 fr. Depuis novembre 1951, cette

Suite page 72.

**LES LIVRES**

**Mémoires sur la 2<sup>e</sup> guerre mondiale de W. CHURCHILL (\*)**

Parmi les ouvrages sur la deuxième guerre mondiale, les livres de Churchill ne constituent pas à vrai dire une histoire de cette guerre, mais seulement des matériaux pour une telle histoire. Churchill a rassemblé une foule de télégrammes envoyés par lui ou adressés à lui, comme Premier Ministre Britannique. Publiés sous forme de livre blanc ou jaune, ils n'auraient eu qu'une diffusion limitée aux frais de l'Etat. Entourés de quelques commentaires et présentés comme souvenirs de Churchill, ils forment une œuvre à grand tirage. **Business is business.**

Les matériaux ainsi fournis au tome VI de ces mémoires contiennent des renseignements très intéressants sur plusieurs questions, plus exactement sur les rapports entre les « Trois Grands » au cours de la dernière période de la guerre. Ils donnent des informations sur les conférences de Yalta et de Potsdam, et sur une conférence qui se tint à Moscou entre Staline et Churchill.

D'une façon générale, même au moment où l'alliance était la plus étroite, il n'y avait pas une collaboration identique entre la Grande-Bretagne ou les Etats-Unis d'une part et l'U.R.S.S. d'autre part. Pour Churchill, il y avait d'abord une « alliance à deux » tacite avec les Etats-Unis. Avec l'U.R.S.S., il n'y avait que le strict nécessaire, surtout pour profiter des dispositions de Staline à empêcher la poussée révolutionnaire des masses.

Dans ses mémoires, Churchill expose longuement, en ces termes, l'accord qu'il passa avec Staline à Moscou en octobre 1944 :

Le moment était favorable pour agir, et c'est pourquoi je déclarai : « Réglons nos affaires des Balkans. Vos armées se trouvent en Roumanie et en Bulgarie. Nous avons des intérêts, des missions et des agents dans ces pays. Evitons de nous heurter pour des questions qui n'en valent pas la peine. En ce qui concerne la Grande-Bretagne et la Russie, que diriez-vous d'une prédominance de 90 % en Roumanie pour vous, d'une prédominance de 90 % en Grèce pour nous, et de l'égalité, 50/50 en Yougoslavie ? » Pendant que l'on traduisait mes paroles, j'écrivis sur une demi-feuille de papier :

<b>Roumanie :</b>	
Russie	90 %
Les autres	10 %
<b>Grèce :</b>	
Grande-Bretagne	90 %
(en accord avec les U.S.A.)	
Russie	10 %
Yougoslavie	50-50 %
Hongrie	50-50 %
<b>Bulgarie :</b>	
Russie	75 %
Les autres	25 %

Je poussai le papier devant Staline à qui la traduction avait alors été faite. Il y eut un léger temps d'arrêt. Puis il prit son crayon bleu, y traça un gros trait en manière d'approbation et nous le rendit. Tout fut réglé en moins de temps qu'il ne faut pour l'écrire... Il y eut ensuite un long silence. Le papier, rayé bleu, demeurait au centre de la table. Je dis finalement : « Ne trouvera-t-on pas un peu cynique que nous ayons l'air d'avoir réglé ces problèmes dont dépend le sort de millions d'êtres d'une façon aussi cavalière ? Brûlons ce papier ». « Non, gardez-le », dit Staline. (p. 235-236).

Cet accord ne reste pas sur le papier. On se souvient du soulèvement des masses grecques à la fin de 1944, après l'évacuation de leur pays par les troupes allemandes, et la répression britannique à Athènes. Voici d'abord quelques passages dans lesquels Churchill indique la force du mouvement des masses, l'importance qu'il attachait à la répression, l'énergie qu'il y déploya... et aussi comment Staline respecta, en abandonnant les travailleurs grecs, l'accord qu'il avait passé deux mois auparavant :

A la conférence de Moscou, j'avais obtenu l'abstention de la Russie en la payant fort cher. Des bandes armées de l'E.L.A.S. occupèrent le terrain laissé vide par les occupants et leur commandement central ne se soucia guère de

(\*) Plon, éditeur.

respecter les engagements pris... Papandreou peut assurément interdire les journaux de l'E.A.M. s'ils provoquent une grève de la presse... Nous avons besoin de 8 ou 10.000 fantassins de plus pour tenir la capitale et Salonique au nom du présent gouvernement... Je m'attends absolument à un choc avec l'E.A.M. et nous ne devons pas nous y dérober, à condition de bien choisir notre terrain (7 novembre 1944).

...N'hésitez cependant pas à agir comme si vous vous trouviez dans une ville conquise, où se serait déclenchée une révolte locale. (Télégramme au général Scobie (3 décembre).

Je vous signale l'importance politique immense de ce conflit. Il faudrait dépêcher au moins deux brigades de plus sur les lieux. (Au général Wilson, Italie (9 décembre).

Les troupes britanniques se trouvent... assiégées au centre de la ville. (Rapport du 11 décembre du général Alexander.)

En supposant que l'E.L.A.S. poursuive la lutte, j'estime qu'il sera possible de nettoyer l'agglomération Athènes-Le Pirée et de la tenir solidement ensuite, mais nous ne vaincrons pas ainsi l'E.L.A.S. au point de l'obliger à capituler... Les Allemands, au cours de leur occupation, ont maintenu six à sept divisions sur le continent, en plus de l'équivalent de quatre dans les îles. Même ainsi, ils n'ont pas pu maintenir constamment ouvertes leurs lignes de communications, et je ne suis pas sûr que nous rencontrerons une résistance moins forte et moins résolue que celle à laquelle ils se sont heurtés. (Alexander à Churchill, 21 décembre.)

Staline... s'en tint strictement et fidèlement à notre accord d'octobre, et ni la Pravda ni les Izvestia ne formulèrent le moindre reproche tout au long des nombreuses semaines pendant lesquelles on se battit contre les communistes dans les rues d'Athènes (p. 304).

Quelques mois plus tard, accrochage au sujet de la Roumanie. Staline ne manque pas de

rappeler son rôle dans l'affaire grecque ; et Churchill encaissa le coup :

En ce qui concerne votre allusion à la Grèce et à la Belgique, je reconnais les égards que vous avez eus pour moi quand il nous a fallu intervenir avec des forces armées considérables pour arrêter l'assaut lancé contre le centre gouvernemental d'Athènes par l'E.A.M. et l'E.L.A.S. (29 avril 1945).

Le danger de la révolution montante inquiétait Churchill au plus haut point, tandis que les Etats-Unis à l'époque ne lui paraissaient pas comprendre la situation :

Les Etats-Unis... furent très lents à se rendre compte des proportions que prenait l'influence communiste qui déferlait comme un raz de marée sur les arrières des puissantes armées dirigées du Kremlin, les précédant même parfois. (Vol. VI, première partie, p. 215).

Ses généraux le mettaient en garde sur les sentiments des troupes britanniques elles-mêmes. La situation était tendue autour de Trieste. Voici ce que lui télégraphiait le général Alexander, le 1<sup>er</sup> mai 1945 :

Il conviendrait à mon avis de considérer les sentiments de nos propres soldats en la matière. Ils ont une admiration profonde pour l'armée des partisans de Tito, et une grande sympathie à son égard, après la lutte qu'elle a menée pour la liberté. Il faudra donc peser très soigneusement le pour et le contre avant de leur demander de se détourner de l'ennemi commun pour combattre un allié...

Ce sont des réflexions de ce genre qui, aujourd'hui, amènent peut-être ce serviteur de l'impérialisme, et dont la guerre a constitué l'élément essentiel de sa vie, à donner quelques leçons de prudence aux dirigeants américains moins expérimentés que lui en la matière. Mais ceux-ci se trouvent devant un flot montant plus grand qu'en 1944.

P. F.

## MA VIE

### de Léon TROTSKY (\*)

L'autobiographie que L. Trotsky rédigea en 1929 quand il fut exilé en Turquie vient d'être rééditée en un seul volume de plus de 600 pages. Nous reviendrons sur ce livre dans notre prochain numéro.

Sans attendre davantage, nous invitons tous nos lecteurs à lire cette œuvre passionnante, et à la faire lire.

(\*) Editions N.R.F., Paris.

VIENDE PARAITRE :

*Au service des colonisés*, de DANIEL GUÉRIN (Editions de Minuit).

## LES DOCUMENTS DE PRÉPARATION DU QUATRIÈME CONGRÈS MONDIAL (\*)

# Notre intégration dans le réel mouvement des masses : Notre expérience et ses perspectives

*Pour construire de véritables partis marxistes-révolutionnaires de masse*

*Pour assurer ainsi la victoire de la révolution socialiste mondiale.*

La tactique définie par le 3<sup>e</sup> Congrès Mondial et ensuite par le 10<sup>e</sup> Plenum du C.E.I. est basée avant tout sur l'appréciation du caractère profondément révolutionnaire de la période et l'évolution fondamentalement favorable à la Révolution du rapport des forces international. Et ceci malgré l'orientation et la marche concrète de l'impérialisme vers la guerre.

Celles-ci ne se font plus (comme jadis, avant la deuxième guerre mondiale) sur la base d'un rapport des forces favorable à l'impérialisme à la suite d'une série de défaites du prolétariat et des masses coloniales.

Pour cette raison le 3<sup>e</sup> Congrès Mondial a estimé que même l'éclatement de la guerre ne saurait maintenant signifier un recul décisif et durable de la lutte des classes, un acte de renforcement même momentané de l'impérialisme, mais tout au contraire son impuissance à faire face autrement aux forces montantes de la Révolution socialiste mondiale. La guerre porterait la lutte des classes à son paroxysme.

Si, malgré ces conditions et ces perspectives défavorables pour l'impérialisme, celui-ci maintient son orientation et sa marche vers la guerre, cela est dû à son incapacité organique à affronter autrement ses difficultés, à son impasse historique. Au fait aussi que sa puissance essentielle réside dans l'impérialisme américain qui, lui, à la différence de tous les autres impérialismes, possède encore une vigueur économique et sociale tout à fait exceptionnelle aussi bien d'un point de vue relatif qu'absolu (par rapport à tout le passé du capitalisme) bien qu'elle soit minée par des contradictions plus explosives que jamais à échéance relativement courte.

Dans ces conditions d'une période fondamentalement révolutionnaire, d'un rapport de forces international évoluant fondamentalement de façon favorable à la Révolution malgré l'orientation et la marche concrète de l'impérialisme à la guerre, le 3<sup>e</sup> C.M. et ensuite le 10<sup>e</sup> Plenum du C.E.I. ont défini une tactique de pénétration et d'action aussi totales et profondes que possible dans le réel mouvement des masses de chaque pays.

Dans la définition de cette tactique nous avons tenu compte de considérations supplémentaires qui découlent à la fois du caractère de la période, du rapport des forces, de l'orientation et de la marche de l'impérialisme à la guerre, des effets de cette situation sur le mouvement ouvrier international et de nos forces subjectives.

(\*) Nous publions le 2<sup>e</sup> document soumis par le Secrétariat International à la discussion préparatoire au 4<sup>e</sup> Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale. Dans le précédent numéro, nous avons publié « Montée et déclin du stalinisme ».

Si, en tant que seule tendance marxiste-révolutionnaire, notre stratégie est la prise du pouvoir par le prolétariat et le triomphe de la Révolution socialiste sur l'échelle mondiale, notre tactique doit tenir compte des conditions objectives et subjectives concrètes afin d'œuvrer à temps au rassemblement le plus efficace possible des forces révolutionnaires conscientes plus larges que les nôtres, et de former dans la fusion avec elles de grands partis marxistes-révolutionnaires.

Notre tactique vise en définitive à la création de tels partis révolutionnaires indispensables à la victoire rapide et totale de la Révolution socialiste mondiale.

Mais cette création, nous l'envisageons concrètement en tant que processus du mouvement propre de la classe même dans chaque pays, vers sa maturation politique à travers son expérience concrète, qui sera aidée d'un côté par les conditions objectives favorables de la période, et d'un autre côté par notre propre participation au mouvement réel de la classe, avec notre apport du programme, des idées et de notre action.

Nous ne pouvons ni ne voulons sauter les étapes, qui sont en partie déterminées pour chaque classe ouvrière par les caractéristiques spécifiques du capitalisme du pays (ses assises actuelles concrètes économiques, sociales et politiques) et les traditions politiques et organisationnelles du prolétariat, ainsi que par le caractère de la période.

Nous ne pouvons ni ne voulons conquérir la confiance politique de la classe et de son avant-garde en restant en quelque sorte en dehors de ses formations de masse qui expriment, à quelque niveau que ce soit, son mouvement politique actuel, en opposant exclusivement du dehors notre programme et notre action (en tant qu'exemples seulement).

Nous voulons faire plus, nous voulons fusionner dans l'action avec le mouvement de la classe à son niveau actuel. Nous disons dans l'action, non dans le programme.

Au contraire, dans le domaine du programme, des idées, de la ligne politique, ce travail des trotskystes parmi les masses, leurs mouvements et leurs formations multiples, doit être plus strictement que jamais défini, clair, délimité, exempt de toute confusion, de toute altération provenant de pressions réformistes, centristes ou stalinienne.

L'actuel travail de masse des trotskystes (le seul travail qui mérite véritablement ce nom) n'aurait aucun sens si les trotskystes rassemblés mondialement en un parti international unique, la IV<sup>e</sup> Internationale, et dans chaque pays en organisation distincte en tant que section nationale de la IV<sup>e</sup> Internationale, ne préservent au plus haut degré leurs principes théoriques et politiques, n'élaboraient constamment leur ligne marxiste-révolutionnaire et ne trouvaient, indépendamment de tout le travail de masse qu'ils font, le moyen d'exprimer et de défendre ouvertement, par des organes et des publications appropriées, le programme et la ligne intégrales du marxisme révolutionnaire, du trotskysme, de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Dans le passé du mouvement ouvrier, y compris dans les débuts léniniens de la III<sup>e</sup> Internationale, la principale difficulté consista à faire disparaître le sectarisme doctrinal des tendances vraiment marxistes-révolutionnaires qui s'opposaient, et qui en quelque sorte étaient réfractaires, à la participation totale sans réserves au réel mouvement des masses.

Mais en général dans l'histoire du mouvement ouvrier, la principale difficulté sur le plan de la tactique s'avère être celle d'un équilibre sain entre la rigueur programmatique nécessaire, absolument justifiée, de l'avant-garde, sa ligne vraiment marxiste-révolutionnaire d'une part, et son action parmi les masses qui doit être exempte de tout sectarisme ainsi que de tout recours au commandement bureaucratique d'autre part.

Agir pleinement dans la classe, pleinement avec la classe, tout en exprimant constamment à chaque étape de cette liaison intime, en tant qu'avant-garde, les intérêts généraux, historiques et conscients de la classe dans son ensemble, c'est la règle la plus difficile mais aussi la plus nécessaire pour l'existence, le développement et le triomphe définitif de la tendance marxiste révolutionnaire.

Avec la tactique que nous avons élaborée au 3<sup>e</sup> C.M. et que nous appliquons actuellement, il n'est pas exagéré d'affirmer que notre mouvement est en train de réaliser cette règle avec une compréhension jamais égalée dans l'histoire du mouvement ouvrier tout entier.

Nous prenons la classe telle qu'elle est dans chaque pays, avec ses particularités ; nous étudions ses mouvements naturels, nous y discernons les aspects progressifs, et nous adoptons en conséquence notre tactique.

La forme nous importe peu ; le contenu de classe, souvent déformé, latent ou même potentiel, nous importe décisivement davantage. Mais le découvrir exige déjà une maturation politique supérieure dont notre mouvement fait maintenant généralement preuve.

C'est ainsi par exemple que nous seuls avons pu correctement analyser le caractère de nombreux mouvements des masses exploitées dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, par lesquels passe nécessairement leur maturation politique ; et loin de les ignorer ou de les condamner, nous leur avons accordé toute l'importance

qu'ils méritent, le cas échéant en y intégrant nos forces et en suivant de l'intérieur l'évolution des masses vers un niveau supérieur (qu'il s'agisse du contenu progressif du peronisme en tant que mouvement anti-impérialiste et anticapitaliste des masses, du M.N.R. bolivien, de l'ibanisme au Chili, ou de la résistance du Vietnam, etc.).

Nous seuls aussi avons compris et délibérément choisi comme principal terrain de travail dans la classe le mouvement et les formations influencés soit par une direction réformiste, soit par une direction stalinienne dans les pays où le principal mouvement de la classe se trouve actuellement soumis à une telle influence.

En ce qui concerne plus spécialement ces derniers genres de travail, notre tactique correspondante fut déterminée non seulement par le caractère de masse de ces mouvements et formations, mais surtout par la considération que ces mouvements et formations sous influence réformiste ou stalinienne ne sauraient échapper à ce cadre d'organisation dans la conjoncture présente, en l'absence de perspective d'un compromis général et durable, aussi longtemps que la « guerre froide » durera et que la perspective d'une guerre tout court restera valable.

La crise chronique de ces mouvements et formations, qui a ses racines dans la contradiction fondamentale entre les aspirations radicales, révolutionnaires même, des masses et la politique opportuniste et traîtresse de leur direction, loin de s'effacer aura tendance à s'aggraver, mais elle le fera dans leur sein car elle est contenue par la perspective d'un combat général et décisif relativement proche, qu'il faut — selon les masses — affronter unis dans les rangs des grandes organisationnelles traditionnelles. Ce dernier facteur s'applique essentiellement aux pays où, depuis la fin de la guerre, la classe ouvrière a eu déjà un haut degré d'activité politique.

D'autre part, les directions réformistes ou stalinienne d'importants mouvements et formations de masse, seront obligées, avions-nous dit, d'éviter d'aller clairement ou essentiellement à contre-courant, de gauchir relativement (par rapport à leur cours antérieur) leur politique dans ce climat objectif, facteur qui contribuera à éviter que la crise prenne un aspect organisationnel centrifuge provoquant d'importantes scissions et donnant lieu à d'importants regroupements en dehors de ces mouvements et formations.

Tout ceci a été plus que largement confirmé par l'évolution de toutes les organisations aussi bien réformistes que stalinienne de masse. Parmi les exemples les plus frappants à ce propos, citons ceux du Labour Party et du bevanisme, et du Parti communiste français, ce dernier vu à la lumière de la crise sans rupture organisationnelle tant soit peu importante provoquée par l'affaire Marty-Tillon, et du renouveau de son influence diffuse. Y a-t-il des raisons de considérer que l'évolution récente de la situation internationale altérera tant soit peu considérablement ces considérations et ces perspectives ? Nullement.

Les divergences interimpérialistes, attisées par les difficultés que l'impérialisme dans son ensemble rencontre dans la préparation de sa guerre contre-révolutionnaire, par la peur qu'il ressent, ainsi que par les manœuvres diplomatiques des Etats anticapitalistes (offensives de « paix ») peuvent entraver, compliquer, perturber les plans de guerre et agir sur les délais et les modalités de déclenchement, mais ne peuvent pas aboutir à une véritable détente, à une « coexistence » relativement prolongée, à un compromis général et durable.

Car la base objective de celui-ci manque. L'offre d'un compromis consiste, pour les Etats anticapitalistes qu'influence toujours la bureaucratie soviétique, dans la « coexistence » sur la base de la division actuelle du monde, et pour l'impérialisme — l'impérialisme décisif des Etats-Unis en particulier — dans la réintroduction pour commencer dans le système capitaliste de la Révolution coloniale et des « démocraties populaires » européennes. Ainsi le climat de la « guerre froide » ne pourra se transformer en définitive — compte tenu des compromis limités passagers, toujours possibles — que soit en guerre chaude qui se généralisera, soit en l'isolement et, finalement, en la défaite certaine de l'impérialisme américain par la révolution intérieure seule, sans concours de guerre internationale majeure.

De ces deux issues de la « guerre froide » à envisager pour les quelques années qui viennent, celle qui est toujours de loin pratiquement la plus probable, avec laquelle il faut toujours compter, c'est le déclenchement de la guerre contre-révolutionnaire de l'impérialisme. Cette issue devient dès maintenant possible, l'impérialisme étant sérieusement réarmé et acculé au risque d'être pris dans l'engrenage d'une crise économique et sociale totale, ainsi que de se trouver devant un rapport de forces international définitivement défavorable, au cas où il hésiterait dans les quelques années qui viennent à se lancer dans la guerre.

Pour cette raison, notre tactique plus particulièrement envers les mouvements et organisations de masses sous influence réformiste ou stalinienne reste toujours parfaitement valable et nécessaire.

En schématisant légèrement ici tout ce qui a été écrit depuis le 3<sup>e</sup> C.M. sur la tactique afin de mieux présenter les idées directrices et faciliter leur assimilation profonde par l'ensemble du mouvement, nous dirons :

1) La tactique de l'Internationale pour pénétrer le réel mouvement des masses se développe dans trois directions :

a) Indépendante.

b) Entriste au sein du mouvement et des formations sous influence réformiste.

c) Entriste *sui generis* au sein du mouvement et des formations sous influence stalinienne.

2) Dans chaque cas elle n'est qu'essentiellement telle (indépendante, entriste ou entriste *sui generis*), c'est-à-dire que comme orientation principale en direction d'un terrain de travail principal, selon les particularités du mouvement ouvrier dans chaque pays.

Le choix d'un terrain principal fait partie essentielle de la conception de notre tactique car il ne s'agit pas de mettre tous les terrains de travail possibles sur le même plan et d'entreprendre une action éclectique, mais de choisir délibérément un secteur essentiel et d'y concentrer le maximum de nos forces.

Ceci dit, il n'est pas exclu que des forces mineures soient investies dans des terrains secondaires de travail, ou même dans des terrains qui, occasionnellement, à un moment donné peuvent nous procurer des gains rapides et relativement importants (par rapport à nos forces actuelles).

3) La tactique ne consiste pas seulement à choisir ou à être capable de choisir un terrain de travail essentiel, mais à y élaborer une ligne de conduite conforme aux particularités de ce milieu et correspondant au niveau numérique et politique de nos forces. La tactique doit viser à nous lier avec les masses de ce milieu, à nous faire valoir tout d'abord comme des militants valables de ce milieu, à nous faire connaître ensuite comme ses éléments les plus à gauche qui s'efforceront d'acquiescer une physionomie politique distincte, peu à peu, selon les occasions favorables et les possibilités, et à se faire ainsi connaître à la longue comme la tendance gauche par excellence de ces milieux. Si c'est une erreur de se brûler prématurément, d'agir avec impatience, d'une manière rigide, doctrinale et sans finesse tactique, il serait non moins dangereux à la longue de se cantonner dans une attitude estompant tout trait politique distinct de la physionomie politique moyenne de ces milieux, ou même de leurs courants centristes les plus à gauche.

4) Nulle part notre tactique ne vise à transformer des mouvements et des formations traditionnelles, réformistes ou stalinienne dans leur ensemble, en tant que tels, en partis marxistes-révolutionnaires.

Nous considérons toujours cette éventualité comme infiniment peu probable, et nous devons nous garder de semer, même indirectement, des illusions à ce sujet.

Nous considérons tous ces mouvements et formations comme des terrains de travail, des canaux par lesquels passe actuellement le mouvement politique majoritaire de la classe, des lieux que nous utilisons pour contacter la classe dans l'étape actuelle de son organisation et de sa conscience politique, et rien de plus.

Nous y œuvrons pour activer la politisation de la classe, nous lier à ses éléments les plus avancés, en dégageant les forces révolutionnaires (qui ne pourront de toute façon que sortir de ces milieux) qui construiront (selon des rythmes et des formes encore imprévisibles) les véritables partis marxistes révolutionnaires de demain.

5) Dans tous les cas où nous agissons essentiellement à l'intérieur de mouvements et de formations réformistes ou stalinienne, il est impérieux, sinon dès le début du moins après une première étape d'intégration, d'envisager et de réaliser la publication d'un organe véritablement marxiste-révolutionnaire, trotskyste, qui défend ouvertement le programme et la ligne entière de la IV<sup>e</sup> Internationale. Cet organe, il ne faut pas le confondre avec les organes non intégralement trotskystes auxquels nous participons ou que nous nous efforcerons d'éditer à l'intérieur des mouvements et des formations, en particulier des formations réformistes ou centristes. Il s'agit de l'édition d'organes complètement ou essentiellement indépendants que nous nous efforcerons de publier et de faire vivre par nos propres moyens (à l'occasion avec l'assistance d'autres personnalités suffisamment proches d'un point de vue marxiste-révolutionnaire, non hostiles au trotskysme).

Dans le même ordre de considérations, le travail d'éducation marxiste révolutionnaire, trotskyste intégral, doit être considéré comme une tâche centrale permanente de nos sections, ainsi que la publication la plus abondante possible de littérature trotskyste (œuvres de L. Trotsky, brochures et livres sur notre ligne intégrale au sujet des questions politiques actuelles).

6) Toute notre tactique acquiert son sens le plus profond parce qu'elle est placée dans le cadre de notre perspective révolutionnaire. C'est parce que nous partons de l'appréciation que nous agissons dans une période profondément révolutionnaire caractérisée par un rapport de forces évoluant fondamentalement en faveur de la Révolution, et qui s'achemine vers une lutte décisive et finale dans des délais relativement courts (sans possibilités pratiques de recul décisif ou d'immobilisme prolongé), avec toutes les conséquences déjà analysées que ceci comporte sur l'état d'esprit des masses actuellement organisées dans les grandes formations sous l'influence réformiste ou stalinienne, ainsi que sur la politique de ces directions, que nous mettons au premier plan de nos préoccupations et de nos

efforts, notre intégration rapide et totale là où se trouvent les masses, avec toutes les limitations de notre action totale, indépendante, en tant que groupes agissant totalement indépendamment, que cela comporte.

Si le caractère de la période était autre et autres ses conséquences au sein du mouvement ouvrier actuel et ses perspectives d'évolution, notre action au sein du mouvement et des formations de masse sous influence réformiste, et plus encore au sein du mouvement et des formations de masse sous influence stalinienne, n'aurait pas le même caractère que nous lui donnons actuellement.

Car en réalité le travail entriste ou entriste *sui generis* ne prend pleinement son sens que placé dans les conditions et les perspectives actuelles, qui font que les masses restent rassemblées dans ces mouvements et formations, y développant essentiellement dans leur sein leur radicalisation accélérée, inévitable, et qu'elles mèneront avec ces mouvements et formations les premières étapes de leurs combats décisifs de demain.

7) L'Internationale ne peut et ne prétend pas indiquer dans ses textes et résolutions toutes les modalités de la tactique à suivre dans chaque pays. Ceci est l'œuvre de chaque direction nationale qui doit être capable de donner un contenu concret aux lignes générales de la politique et de la tactique préconisées par l'Internationale.

Aucune indication générale de l'Internationale ne dispense les directions nationales de fournir l'effort nécessaire pour saisir les particularités de leur situation nationale à une étape donnée et d'y ajouter en conséquence leur tactique.

♦♦

Sur la base de toutes ces considérations, l'expérience faite jusqu'ici par les différentes sections de la tactique que le 3<sup>e</sup> Congrès Mondial et le 10<sup>e</sup> Plenum ont préconisée, est arrivée à un point où il est possible de dégager une série d'enseignements, de mieux préciser certains aspects, de signaler certaines tendances qui, en s'affirmant, pourraient s'avérer erronées dans l'avenir, et de mieux voir l'évolution future et les perspectives de la tactique.

Tout d'abord en ce qui concerne le travail indépendant, c'est-à-dire dans les pays et les cas où le réformisme et le stalinisme ne constituent pas des forces politiques importantes dans le mouvement ouvrier et, par conséquent, pas d'obstacles majeurs à la formation et au développement du parti marxiste-révolutionnaire.

Cette catégorie englobe les organisations de l'AMERIQUE LATINE en général — avec mention particulière du cas de la BOLIVIE — des pays COLONIAUX AFRICAINS, de la SUISSE, de la GRECE, des ETATS-UNIS et de CEYLAN. En Suisse, cependant un travail plus poussé en direction du mouvement et des formations socialistes serait sérieusement à envisager. En Grèce, c'est l'illégalité complète actuelle ainsi que la dislocation organisationnelle du mouvement sous influence stalinienne qui déterminent un travail des trotskystes en direction de tout mouvement ou formation légale ou semi-légale polarisant des courants importants des masses, et dans l'étape immédiate, plus particulièrement en direction du Parti socialiste et des syndicats.

Pour une série de ces organisations, le travail essentiel indépendant à faire ne signifie pas qu, dès maintenant, d'une manière rectiligne, sans détours éphémères tactiques, on pourra agir exactement comme le véritable parti révolutionnaire des masses. Il signifie plutôt une orientation vers ce but, qui peut se réaliser sans détours majeurs de travail entriste dans une organisation réformiste ou centriste construite entre temps, pour certaines conditions d'évolution qui nous apparaissent à l'étape actuelle comme les plus probables, et pour le maintien desquelles, en tant que telles, nous jetons le poids de notre propre action très décidée dans cette direction.

Mais il est d'autre part peu probable que, même là où le réformisme et le stalinisme actuellement ne constituent pas d'obstacles politiques majeurs, le mouvement de maturation politique des masses se développe en ligne directe vers sa polarisation autour de nos noyaux actuels.

Un travail de plus ou moins longue durée, essentiellement axé dans tel ou tel milieu qui polarise à l'étape actuelle le mouvement des masses, à n'importe quel niveau, est nécessaire.

Il en est ainsi, par exemple, en ce qui concerne le mouvement peroniste en ARGENTINE, ou d'Ibanez au CHILI, ou d'autres mouvements de type particulier, à direction souvent encore petite bourgeoise, à programme national-démocratique révolutionnaire confus, qui attirent à l'étape actuelle les masses dans des pays comme la COLOMBIE, le VENEZUELA, le BRESIL, plusieurs pays du MOYEN-ORIENT, ou les colonies africaines.

D'autre part, aux ETATS-UNIS, la perspective que la première vague de politisation des masses puisse se concrétiser dans la formation d'un Labor Party basé sur les syndicats reste naturellement toujours essentielle. Elle impliquera, dans un tel cas, de la part de l'organisation trotskyste, un travail entriste au sein de cette organisation.

Cependant, dans tous ces cas, la tactique de travail essentiellement indépendant à l'étape actuelle s'exprime par l'existence distincte, indépendante, de l'organisation trotskyste, avec sa presse indépendante et ses appels politiques directs aux masses.

Quant à sa manière d'agir pratiquement aussi en tant que parti marxiste-révolutionnaire des masses, elle dépend des conditions concrètes dans chaque pays, du moment politique précis, et naturellement des forces de l'organisation.

Il s'agit dans chaque cas concret d'établir un équilibre sain, raisonnable entre les possibilités objectives et subjectives et, en définitive, entre l'agitation et la propagande.

En ce qui concerne plus particulièrement la BOLIVIE, où l'expérience et les possibilités d'un travail indépendant furent poussées plus loin que partout ailleurs avec un succès si remarquable et si prometteur, la principale remarque à faire est la suivante : Dans tous les cas où nos organisations sont appelées par le développement révolutionnaire de leur pays respectif à jouer effectivement dès maintenant leur rôle de véritables partis révolutionnaires de masse, elles ne pourront s'acquitter avec succès de cette tâche que dans la mesure où elles arriveront à forger dans le combat une organisation solide qui prendra profondément racine dans les milieux de la classe ouvrière et de la paysannerie pauvre.

La conquête des masses pour la Révolution ne pourra se faire seulement autour du programme et des idées, si large que soit l'influence diffuse du parti, mais dans l'organisation et la mobilisation quotidienne des masses par les membres du parti, recrutés, vivant parmi elles. Renforcer, prolétarianiser le parti, former de nouveaux cadres, transformer l'organisation tout entière en instrument de combat, devient une tâche essentielle dans tous les cas où la qualité et le rôle du parti sont, à partir d'un certain moment, la condition de la victoire.

Ces remarques sont aussi valables pour l'organisation *cinghalaise* qui a besoin de resserrer les mailles de sa structure organisationnelle, de s'aguerrir, de se prolétarianiser et de se politiser.

En ce qui concerne les ETATS-UNIS, l'organisation trotskyste subit les effets de la conjoncture économique favorable à la bourgeoisie et du climat politique réactionnaire accentué par la victoire de l'administration républicaine, en contraste aigu, frappant, avec tout le reste du monde. La tâche essentielle pour elle consiste à faire face avec la plus grande ingéniosité tactique à la difficile étape actuelle, tout en ne sacrifiant en rien ses chances d'avenir. Cela veut dire que, tandis que toutes les possibilités d'activité et de recrutement doivent être ingénieusement exploitées pour rompre l'isolement et sortir de la stagnation, ne fût-ce que sur une échelle très modeste (selon les conditions de lieu et de moment), elle doit maintenir et renforcer sa présence au sein des grandes organisations syndicales, du C.I.O. en particulier, dans le creuset desquelles se forge toujours le destin politique des grandes masses américaines, et y exploiter au maximum toute chance, toute possibilité d'activité syndicale, d'agitation et de mobilisation des masses, ne fût-ce que pour leurs revendications les plus élémentaires, ou pour des tâches d'agrandissement de l'organisation syndicale ou de meilleur fonctionnement de celle-ci.

Un rapport sain, raisonnable doit être maintenu entre l'activité propagandiste et agitational directe, le travail dans les syndicats et le travail dans tout milieu donnant des chances de contact avec des éléments évolués, de recrutement relativement immédiat. C'est là le test de l'ingéniosité, de la souplesse et des capacités de sa direction.

Quant aux perspectives de l'évolution aux Etats-Unis, si l'incertitude peut encore durer un certain temps en ce qui concerne le changement de la conjoncture économique et sociale actuellement favorable dont bénéficie la bourgeoisie du pays, l'impasse vers laquelle s'achemine internationalement celle-ci ne se place pas non plus à une échéance considérablement lointaine. Si les difficultés que l'impérialisme rencontre actuellement internationalement entravent ses projets de guerre et réussissent à le faire hésiter et à ajourner pour une période le déclenchement de la guerre, la crise économique et sociale risque de se précipiter à l'intérieur des Etats-Unis.

Dans le cas où ces difficultés précipiteront au contraire Washington dans la guerre, le rapport des forces international si défavorable à l'impérialisme se fera vite sentir avec le même résultat de crise sociale d'un caractère encore plus aigu en ce qui concerne la situation intérieure aux Etats-Unis.

C'est dire que, de toute manière la perspective de l'impasse vers laquelle s'achemine malgré tout l'impérialisme américain dans des délais relativement courts, et les conséquences qui en découlent, doivent constamment éclairer l'orientation de l'organisation américaine.

\*\*

En ce qui concerne le travail en direction des mouvements et formations sous influence réformiste :

Une série d'organisations sont sérieusement et avec un succès remarquable plongées dans ce travail.

Elles l'accomplissent en général avec intelligence et souplesse, sans tomber dans le praticisme et l'opportunisme.

Cependant la première phase d'intégration dans ces mouvements et organisations ayant été plus ou moins accomplie, il est nécessaire d'une manière générale dans tous ces cas de réaliser et d'assurer bientôt la parution et l'existence d'un organe théorique intégralement trotskyste, c'est-à-dire un organe qui développe intégralement notre ligne et qui trouve toute occasion de mentionner le nom et l'œuvre de L. Trotsky, le nom, l'existence et le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale, et d'attirer l'attention sur elles. Une telle publication ne doit pas être naturellement confondue avec les organes non intégralement trotskystes édités ou à éditer à l'intérieur et à l'usage du travail à l'intérieur de ces mouvements.

Parallèlement à cette tâche doit se développer l'activité en matière de publication de toutes ces organisations, qui s'efforceront d'éditer dans la langue de leur pays des ouvrages de notre littérature trotskyste, ainsi que des écrits de nos dirigeants nationaux sur les problèmes du mouvement ouvrier de leur pays.

D'autre part l'éducation marxiste-révolutionnaire et trotskyste en particulier de leurs cadres et membres en général doit être comprise comme une tâche essentielle, permanente qui doit se faire et se parfaire au moyen de cours, d'écoles, de conférences, de journées d'étude, de lectures organisées et systématiques.

La question du recrutement se pose comme un problème à peu près pour toutes ces organisations. Si dans une première étape cette question doit être subordonnée à la tâche primordiale de l'intégration et de la sécurité, il est aussi évident qu'ultérieurement, l'amplification du travail nécessite un nombre accru de membres et que, de toute manière, celle-ci ne pourra être envisagée, maintenue et poursuivie sans accroissement de la fraction trotskyste proprement dite.

L'idée de pouvoir influencer, et encore plus, diriger un large mouvement de masse sans un accroissement de la fraction trotskyste s'avérera totalement inopérante et peut donner lieu à une fausse conception de l'ensemble du travail entriste.

L'attention pour certains pays doit être attirée sur quelques recommandations particulières :

En ANGLETERRE c'est la tâche des trotskystes de rassembler autour d'un organe marxiste-révolutionnaire intégral, vivant, actuel, tous les éléments en évolution effective ou potentielle du réformisme, du centrisme ou du stalinisme, vers les positions marxistes révolutionnaires intégrales.

La compréhension de ces positions est, et sera encore plus grandement favorisée par toute l'évolution propre du mouvement ouvrier anglais, qui baigne dans la conjoncture révolutionnaire internationale, de plus en plus marquée et favorable.

En ce qui concerne le travail en direction des mouvements et formations de masse influencés par le stalinisme :

Nous faisons dans ce domaine une expérience nouvelle. Bien que le travail dans cette direction ait commencé relativement tardivement, avec des forces limitées, insuffisamment préparées et surtout sans expérience préalable concrète de ce nouveau milieu de travail, les résultats obtenus jusqu'ici sont concluants et satisfaisants.

Il s'est déjà avéré, comme on l'escomptait, que ce travail est possible, permet une intégration rapide d'éléments cantonnés auparavant dans l'isolement, dans le mouvement et les formations qui, dans tous ces pays, polarisent de très loin la majorité des masses actives et pour la première fois leur transformation en dirigeants de secteurs ouvriers incomparablement plus importants et plus prometteurs que par le passé.

Il s'est avéré aussi que les principales difficultés dans ce domaine de travail ne proviennent pas tellement des obstacles mis à leur intégration par la direction stalinienne (au moins pour tous les éléments qui n'étaient pas nationalement connus comme étant parmi les principaux cadres trotskystes) mais de la jeunesse et surtout de l'inexpérience de plusieurs d'entre eux dans la manière pratique de se comporter dans ce nouveau milieu, ainsi que dans un réel travail de masse.

Malgré ces obstacles, qui sont surtout d'ordre subjectif, un grand nombre de militants dans ces pays a déjà pu s'intégrer, assurer des responsabilités de direction à différents échelons, se transformer sur le plan du comportement individuel, ce qui a amené aussi une transformation déjà tangible du climat général de nos organisations dans ces pays.

Particulièrement intéressants sont les résultats obtenus dans le travail syndical et l'activité de ces militants dans les usines, la nouvelle tactique leur ayant permis de rompre effectivement l'isolement, de se lier à la masse plus large des ouvriers influencés par les stalinien.

Mais tout ce qui a été dit en ce qui concerne le travail entriste au sein du mouvement et des formations de masse sous influence réformiste (y compris la question du recrutement) est encore plus valable en ce qui concerne le travail entriste *sui generis*.

Dans cette première étape qui visait à l'intégration de ces militants et à leur valorisation en tant que militants parmi les plus valables et actifs, il était presque inévitable que l'activité du secteur indépendant se ralentisse.

Le travail entriste proprement dit ne peut acquérir pleinement son sens qu'il est éclairé constamment par le travail du secteur indépendant. Par conséquent, la question d'établir un rapport sain et raisonnable entre les deux secteurs est très importante et doit être constamment revue par les directions. En particulier, l'activité publicitaire de nos organisations par l'édition aussi fréquente que possible de leurs journaux et revues intégralement trotskystes, l'édition de livres et de brochures de la littérature trotskyste, ainsi que leur diffusion la plus ample possible, est une tâche qui ne peut en aucune manière se ralentir. Au contraire elle doit s'affermir et se développer davantage. Seule l'entrée dans la guerre déterminerait un changement d'un tel rapport entre les secteurs indépendant et entriste, beaucoup plus marqué en faveur du dernier.

D'autre part le travail entriste, au fur et à mesure qu'il se développe et plonge plus profondément des militants dans les milieux influencés par les stalinien et les porte à des échelons de direction supérieurs, fera parallèlement sentir sur eux une pression grandissante de ces milieux qu'il s'agit de combattre par l'élévation constante du niveau théorique et politique de nos membres, et en réalité leur transformation en véritables cadres trotskystes, en pleine possession des bases programmatiques, de la ligne et des perspectives de l'Internationale.

Seule une telle éducation, seule une telle transformation de nos organisations faisant du travail entriste, en réalité en organisations de cadres, peut immuniser ces militants de toute influence corruptrice réformiste ou stalinienne.

\*

L'Internationale dans son ensemble réalise actuellement les progrès les plus importants depuis sa naissance. Elle est en train de marcher presque partout avec le réel mouvement des masses, ne se distinguant de lui qu'en tant que sa conscience marxiste-révolutionnaire.

En persévérant dans cette voie, elle prépare dans le cadre de nos perspectives révolutionnaires précises, son triomphe définitif.

A ceux qui objectent que notre tactique nous dissout dans les différents mouvements et estompe, sinon efface, les perspectives de l'Internationale en tant que telle, nous répondons :

La IV<sup>e</sup> Internationale fut lancée après que des événements historiques culminant dans la défaite sans combat du prolétariat allemand devant Hitler (dans les années 1928-1933) eurent démontré qu'il était alors absolument illusoire de concevoir une régénération théorique marxiste-révolutionnaire de la III<sup>e</sup> Internationale dominée par le stalinisme, c'est-à-dire par l'idéologie de la bureaucratie soviétique.

La proclamation de la IV<sup>e</sup> Internationale ne fut pas un acte arbitraire, mais un acte nécessaire qui découlait de la logique des événements, qui correspondait aux nécessités nouvelles. Elle représentait la formulation claire et la défense pratique, par des fractions de militants marxistes-révolutionnaires conscients dans les cinq continents, du programme du marxisme révolutionnaire trahi et abandonné par les stalinien.

Ce programme du reste n'est pas statique, élaboré une fois pour toutes. Sur la base d'une série de principes du marxisme révolutionnaire formulés par Marx et Lénine, et ensuite par Trotsky, il s'élabore constamment, il se développe, il s'enrichit de la nouvelle expérience révolutionnaire des masses et de nouveaux développements mondiaux. Mais pour qu'il puisse se maintenir tel, c'est-à-dire vivant, assimilant constamment de nouveaux éléments, il doit exister non en tant que texte intangible élaboré par tel ou tel, mais en tant qu'activité théorique et politique collective d'une avant-garde prolétarienne révolutionnaire mondiale, participant effectivement au mouvement et aux luttes des masses.

D'où la nécessité de la IV<sup>e</sup> Internationale conçue non seulement en tant que programme mais aussi en tant qu'avant-garde organisée du prolétariat international, sans organisation de laquelle le programme risque de rester lettre morte et de s'ossifier.

D'autre part, il ne faut pas minimiser l'utilité et l'efficacité de l'action de groupes restreints de militants révolutionnaires, même dans l'immédiat, même là où ils représentent encore de toutes petites minorités de la classe et de ses formations politiques.

La IV<sup>e</sup> Internationale n'a pas agi seulement en tant que programme, en tant que force vivante pouvant continuer à élaborer le programme du marxisme révolutionnaire, mais aussi en tant que force politique agissant dans l'immédiat, semant des idées justes, catalysant les énergies révolutionnaires de la classe dans des domaines spécifiques capables d'entraîner toute la classe, facilitant la progression vers le véritable marxisme révolutionnaire d'éléments centristes encore confus de toute l'avant-garde prolétarienne.

Il suffit de regarder dans l'activité quotidienne des sections de la IV<sup>e</sup> Internationale de par le monde dans le passé pour s'apercevoir de la justesse parfaite de cette appréciation du rôle de la IV<sup>e</sup> Internationale. Nous avons semé des idées justes, nous avons contribué à catalyser l'énergie révolutionnaire des masses à telle époque, dans tel pays, dans telles usines, dans tel syndicat, nous avons contribué à faciliter l'évolution vers le marxisme révolutionnaire d'éléments confus, centristes de l'avant-garde. (Résultats du travail entriste dans le passé par exemple).

Mais le rôle de la IV<sup>e</sup> Internationale ne se limite pas même à cela. Dans la mesure où la montée révolutionnaire mondiale s'amplifie et s'achemine vers la victoire mondiale de la révolution prolétarienne et du socialisme, le programme et l'organisation de l'Internationale s'affermiront.

La victoire mondiale de la révolution prolétarienne et du socialisme ne peut pas se concevoir comme la somme arithmétique de victoires partielles obtenues par le programme et les formations centristes. Elle sera la victoire du marxisme révolutionnaire intégral.

Le processus objectif révolutionnaire, l'extrême aggravation de la crise du capitalisme, son auto-décomposition en quelque sorte, peuvent faciliter ici ou là la prise du pouvoir, la victoire par un parti même centriste. Mais on ne peut pas concevoir la victoire mondiale du socialisme comme l'effet de victoires partielles, conjoncturelles, exceptionnelles, d'un tel genre.

En réalité, la qualité du programme, des idées, de la direction de la révolution, doit changer, se rapprocher d'un programme et d'une direction marxiste-révolutionnaire afin que la révolution, atteignant les régions et les masses économiquement et culturellement plus développées, y gagne et s'y consolide.

Dans ce sens l'évolution vers la victoire mondiale de la révolution et du socialisme se rapproche de la IV<sup>e</sup> Internationale. Elle se rapproche tout d'abord sur le plan du programme et des idées. Car le programme et les idées de la IV<sup>e</sup> Internationale ne sont autres que ceux du marxisme révolutionnaire appliqué à notre époque.

Quiconque s'engage sérieusement dans la révolution, malgré ses tâtonnements et égarements empiriques, est obligé de se rapprocher plus ou moins de ce programme et ces idées. Le développement de la révolution coloniale et de la victoire en Chine en particulier, démontre, par exemple d'une manière magistrale, la justesse de la théorie trotskyste, marxiste-révolutionnaire de la révolution permanente. Ainsi le P.C. chinois s'est vu obligé d'infléchir pratiquement sa politique dans un sens qui rejoint des positions fondamentales du trotskysme.

La logique de la situation internationale, de son évolution, nous pouvons le dire, est trotskyste, quatrième internationaliste.

A une étape supérieure de la révolution mondiale, maintenant inévitable, la conversion du programme et des idées encore confuses, centristes, au véritable marxisme révolutionnaire, c'est-à-dire trotskyste intégral, apparaîtra encore plus claire. En ce sens la victoire inévitable du programme et des idées de la IV<sup>e</sup> Internationale est inséparable de la victoire mondiale de la révolution.

Mais que dire de la IV<sup>e</sup> Internationale en tant qu'organisation ?

Naturellement la victoire mondiale de la révolution ne sera pas l'œuvre exclusive des noyaux nationaux actuels de la IV<sup>e</sup> Internationale, mais de leur fusion intime avec des forces révolutionnaires plus larges. De cette fusion surgiront les nouveaux partis révolutionnaires de masse de demain, ainsi qu'une nouvelle forme du parti mondial, de l'Internationale.

Dans ce processus organique, notre contribution est à la fois celle du programme, des idées et des cadres. Malgré leur nombre restreint, les cadres trotskystes constituent des noyaux importants, dans certains endroits déjà même décisifs, pour la formation des partis révolutionnaires de masse. Et ceci non seulement à cause de leurs idées mais aussi, et peut-être plus, à cause de leur incrustation déjà sérieuse dans le réel mouvement des masses dans chaque pays.

Là où le mouvement des masses est en quelque sorte indépendant, où ni le stalinisme ni le réformisme ne constituent d'obstacles majeurs, les trotskystes doivent jouer et jouent déjà (comme en Bolivie, en Amérique latine en général, à Ceylan, etc.) le rôle du véritable parti révolutionnaire de masse, de qui dépend dans les quelques années qui viennent la victoire de la révolution dans ces pays.

Ailleurs, ils agissent à l'intérieur du réel mouvement des masses influencé par les réformistes ou les stalinien, en tant qu'éléments conscients catalyseurs à la fois de l'énergie révolutionnaire des larges masses et des processus moléculaires qui s'opèrent dans la conscience des éléments les plus avancés.

Ainsi, en résumé, nous pouvons dire que le rôle de la IV<sup>e</sup> Internationale a consisté et consiste à maintenir vivants, en élaboration constante, le programme et les idées du marxisme révolutionnaire, à catalyser par l'activité quotidienne de ses membres incrustés dans le réel mouvement des masses de chaque pays l'activité révolutionnaire d'au moins certains secteurs de la classe, de faciliter la progression idéologique d'autres éléments encore confus de l'avant-garde afin de gagner des forces révolutionnaires plus larges pour la construction de partis révolutionnaires marxistes de masse dans ces pays, de mener dans certains pays, dès maintenant, la lutte à la tête des masses pour la prise du pouvoir et la victoire complète de la révolution.

Ainsi la IV<sup>e</sup> Internationale apparaît, aussi bien sur le plan du programme que de l'action, comme la force organisée la plus consciente qui contribuera le plus efficacement à la victoire mondiale complète de la révolution et du socialisme.

Cette victoire, d'autre part, en se réalisant s'identifiera avec la victoire de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Juillet 1953.



## NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE

### Le 14<sup>e</sup> Plenum du Comité Exécutif International prépare le 4<sup>e</sup> Congrès Mondial

Le 14<sup>e</sup> Plenum du Comité Exécutif International s'est réuni en décembre 1953. Il s'est occupé principalement de la situation dans l'Internationale et de la préparation du 4<sup>e</sup> Congrès Mondial.

Nos lecteurs trouveront plus loin dans ce numéro de *Quatrième Internationale* les décisions relatives au premier point.

En ce qui concerne le Congrès Mondial, le 14<sup>e</sup> Plenum a décidé sa convocation définitive pour l'été 1954. Ce congrès est ouvert à tous les trotskystes qui acceptent la discipline de la IV<sup>e</sup> Internationale en tant que Parti mondial

centralisé. Il sera en outre ouvert à une série de personnalités du mouvement révolutionnaire mondial se rapprochant actuellement de la IV<sup>e</sup> Internationale et qui y assisteront en tant qu'observateurs.

La presse de l'Internationale est invitée à donner dès maintenant la plus grande publicité à la préparation et à l'importance de ce Congrès.

Il apparaît d'ores et déjà qu'il réunira un nombre de délégués du mouvement trotskyste international encore plus élevé que celui du 3<sup>e</sup> Congrès Mondial.

### La situation dans l'Internationale

Une scission vient de se produire au sein de la IV<sup>e</sup> Internationale et du mouvement qu'elle influence.

La majorité de l'organisation trotskyste américaine, le S.W.P., conduite par J. Cannon, a commis les deux actes suivants : l'expulsion de l'organisation du tiers de celle-ci, représentant la plus grande partie de sa base ouvrière, et la dénonciation dans une « Lettre ouverte » publiée le 16 novembre 1953 dans le *Militant* de la direction « pabliste » de l'Internationale qui « capitule devant le stalinisme ». Elle fut suivie du groupe trotskyste suisse et d'une minorité de l'organisation trotskyste anglaise.

L'écrasante majorité des sections de l'Internationale — Allemagne, Angleterre (majorité), Argentine, Autriche, Australie, Belgique, Bolivie, Brésil, Canada, Ceylan, Chili, Chypre, France, Grèce, Hollande, Italie, Pérou, Vietnam, Uruguay, etc. — consultées jusqu'à présent a repoussé avec indignation l'action criminelle des scissionnistes et affirmé son attachement indestructible à l'Internationale.

Nous publions ci-dessous la résolution adoptée à l'unanimité par le 14<sup>e</sup> Plenum du Comité Exécutif International qui s'est réuni en décembre 1953, sur les causes et les enseignements de la crise provoquée par la tendance J. Cannon. Ce même Plenum a adopté le texte d'une réponse détaillée à la Lettre ouverte des scissionnistes, que nous espérons publier prochainement aussi dans *Quatrième Internationale*.

Il est arrivé au trotskysme ce qui s'est passé souvent dans l'histoire avec les continuateurs des doctrines et écoles, les uns transformant les écrits anciens du Maître en lettre morte ou mal comprise, en schémas périmés, en analy-

ses dépassées, les autres tenant avant tout à l'esprit de sa pensée et continuant à travailler, c'est-à-dire à analyser la nouvelle réalité mouvante, avec sa méthode et dans le cadre de ses principes.

Pour nous contenter d'exemples relativement récents dans l'histoire et familiers aux marxistes, rappelons les deux tendances issues d'Hegel après sa mort ; le marxisme révolutionnaire et le marxisme émasculé issu de l'œuvre de Marx après sa mort ; la lutte de Trotsky au lendemain de la mort de Lénine contre les « traditionnalistes » épigones, déformant l'esprit révolutionnaire profond du léninisme.

Il était après tout fatal qu'une crise pareille éclate au sein du mouvement trotskyste international placé devant les bouleversements colossaux survenus depuis 1938 dans le monde, exigeant de nouvelles analyses dans tous les domaines et des rajustements nécessaires, aussi bien en théorie qu'en pratique.

Dans ce renouvellement du trotskysme, compris avant tout comme l'unique expression du marxisme révolutionnaire appliqué à notre époque, les forces de tradition, de routine et de conservatisme ont pesé davantage sur les parties du mouvement trotskyste soumises aux plus fortes et plus hostiles pressions de classe et les plus éloignées, par des conditions objectives adverses d'une fusion réelle avec les masses révolutionnaires montantes. C'est ce qui explique pourquoi l'épicentre de la crise actuelle se situe aux Etats-Unis, citadelle actuelle de la réaction mondiale et base principale de la guerre contre-révolutionnaire que prépare l'impérialisme.

Il est d'autre part significatif que cette crise se soit précipitée et manifestée à

l'occasion de la nouvelle évolution de l'U.R.S.S. depuis la mort de Staline et de la pression que les masses soviétiques, aidées par la jonction des progrès révolutionnaires internationaux et des progrès économiques et culturels accomplis en U.R.S.S. même, exercent avec un succès croissant sur la bureaucratie.

Celle-ci cherche manifestement un nouveau palier d'équilibre afin de prolonger son règne et de maintenir l'essentiel de ses privilèges, en lâchant du lest et en octroyant une série de concessions aux masses.

Une partie de « vieux » trotskystes « orthodoxes », loin d'être à la pointe de la compréhension de ces changements qu'il fallait normalement attendre et saluer comme signifiant la rentrée en scène du prolétariat soviétique, et loin de trouver dans cette évolution de nouvelles et puissantes raisons pour affermir l'optimisme révolutionnaire quant à l'inévitable victoire prochaine des idées fondamentales du trotskysme, des idées de la IV<sup>e</sup> Internationale, se cabre, recule même, et s'obstine dans un conservatisme sectaire, à la fois lamentable et lourd de conséquences. En effet une telle attitude ne signifie pas seulement une faillite théorique, mais infléchit en pratique la politique de cette tendance vers des positions sectaires et même carrément réactionnaires envers l'U.R.S.S., les Partis communistes et les mouvements de masse dirigés par les staliens.

Les effets désagréables de cette crise

### Résolution sur les causes et les enseignements de la crise dans l'Internationale

(Extraits)

Le 14<sup>e</sup> Plenum du COMITE EXECUTIF DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE, après avoir longuement discuté de la crise ouverte par la fraction cannoniste dans l'Internationale, constate :

1. — Que cette crise a eu comme origine immédiate le refus justifié de la direction internationale, du S.I. en particulier, de donner carte blanche à la direction majoritaire du S.W.P. pour écraser la minorité avec l'accord tacite de l'Internationale, avant que la discussion politique ait révélé pleinement le fond des désaccords politiques, et même indépendamment de ceux-ci. Cette manière d'agir est au fond de la conception organisationnelle de la fraction cannoniste, aussi bien en ce qui concerne sa propre organisation que l'Internationale. Elle consiste à considérer son règne majoritaire dans son organisation comme consacré une fois pour toutes, et le rôle de l'Internationale comme celui d'un allié sans principe de cette direction consacrée. Elle représente ainsi en dernière analyse une conception bureaucratique de clique et une négation complète du caractère de l'Internationale en tant que Parti mondial centralisé ayant une ligne principielle aussi bien dans le do-

sur l'ensemble du mouvement de la IV<sup>e</sup> Internationale sont indiscutables. Mais ceux qui s'empressent d'en déduire la « fin », la « dislocation » de l'Internationale peuvent patienter infiniment avant de savourer cette joie.

Placé dans les conditions d'une exceptionnelle importance, jamais égalées dans le passé, qui caractérisent la veille de batailles de classe décisives pour la victoire mondiale du socialisme, le mouvement ouvrier tout entier connaît actuellement d'inévitables reclassements, différenciations et crises. Qu'on regarde ce qui se passe dans le camp stalinien, en U.R.S.S., dans les « Démocraties populaires », dans les différents Partis communistes, ou chez les Yougoslaves avec le cas Djilas, ou chez les différentes tendances mineures, en profond désarroi idéologique et organisationnel : POUM, brandlériens, schachtmanistes, etc.

Comme l'a dit avec justesse la réponse du 14<sup>e</sup> Plenum du C.E.I. de la IV<sup>e</sup> Internationale :

« Après avoir passé par l'épreuve de Hitler et de Staline, la IV<sup>e</sup> Internationale ne peut être ni détruite ni affaiblie sérieusement. S'enracinant dans le mouvement ouvrier réel de tous les pays, forte de son programme révolutionnaire sans pareil et d'une capacité d'élaboration politique confirmée par des faits d'envergure historique, elle abordera l'avenir de façon sereine et assurée, convaincue que la victoire de la Révolution internationale coïncidera avec sa victoire propre. »

maine politique qu'organisationnel, Parti dans lequel se fondent les organisations nationales.

2. — L'arrière-fond cependant de cette crise est politique. Cela veut dire que, même au cas où l'Internationale se serait alliée à la majorité dans sa lutte sans principe contre la minorité, il y aurait eu alors très probablement une période de « paix » plus longue entre cette majorité et l'Internationale, mais les divergences politiques de fond n'auraient pas pour autant été réellement éliminées. C'est-à-dire qu'il y aurait eu en réalité dans ce cas tout au plus un compromis tacite, la majorité américaine interprétant à sa manière la ligne de l'Internationale et l'appliquant à sa manière aux Etats-Unis, l'Internationale fermant les yeux sur cette conduite et se contentant de gérer son « propre » domaine : celui en dehors des Etats-Unis.

La crise actuelle projette en avant les conceptions sectaires dont la direction majoritaire du S.W.P. est imprégnée, celle-ci subissant manifestement d'autre part la pression du climat réactionnaire régnant actuellement aux Etats-Unis. Partie en 1946 sur des perspectives qui

se sont avérées erronées, d'une montée parallèle du mouvement ouvrier américain par rapport à celle du mouvement ouvrier dans les autres régions du monde, cette direction n'a pas su se réadapter en route à l'évolution réelle de la situation aux Etats-Unis. D'autre part, au fur et à mesure que cette situation s'empirait, évoluant diamétralement à l'opposé de la situation dans le reste du monde, elle faisait peser sur la direction du S.W.P. une pression réactionnaire qui a diminué sensiblement ses capacités de compréhension et de réorientation dans la situation internationale. Tout ceci l'a amenée en définitive à trahir objectivement la cause de l'Internationale et à faire éclore et épanouir dans son sein un ensemble d'idées politiques et organisationnelles de caractère sectaire, social-démocrate et capitulaire devant la pression impérialiste.

L'évolution sectaire et rétrograde de la direction majoritaire du S.W.P. peut se résumer dans les derniers temps dans ses conceptions concernant la perspective et la tactique aux Etats-Unis ainsi que dans sa manière de concevoir la révolution internationale à l'étape actuelle et la place de la question de l'U.R.S.S. et du stalinisme dans cette dernière.

Sur le plan de l'appréciation de la situation actuelle aux Etats-Unis et de ses perspectives, cette direction est fondamentalement entraînée par l'idée — qu'elle avance tantôt directement, tantôt avec quelque gêne — d'une précipitation, toujours à court délai de la crise révolutionnaire dans le pays qui bouleversera de fond en comble les données actuelles nationales et internationales. Cette appréciation et cette perspective lui permettent de croire ou de faire croire que les cadres trotskystes déjà formés joueront alors enfin pleinement leur rôle à la tête des masses affluant directement vers le noyau trotskyste actuel. D'autre part, une telle perspective à court délai ferait réellement de la révolution américaine le centre de la révolution internationale et minimiserait automatiquement et à juste titre tous les succès révolutionnaires obtenus jusqu'ici ailleurs. La question du stalinisme se trouverait d'autre part aussi automatiquement réglée par la perspective de la victoire prochaine et directe du trotskysme aux Etats-Unis.

3. — Naturellement il s'agit là d'une appréciation et d'une perspective de fond en comble erronées, qui faussent aussi bien la tactique aux Etats-Unis que l'évaluation et l'optique de la situation internationale. Aussi longtemps que les trotskystes américains n'accepteront pas la réalité actuelle dans leur pays et ne comprendront pas que l'irruption révolutionnaire du prolétariat américain ne saurait être que le résultat de coups infiniment plus importants que quelques mouvements grévistes qui se maintiennent sur le niveau revendicatif, quelques initiatives et quelques réactions politiques de caractère libéral démocrate

et non prolétarien, ou qu'une petite récession économique mais non d'une véritable crise économique majeure, ils bâtiront sur le sable. Seuls les coups résultant d'une crise économique majeure ou d'une guerre ébranleront sérieusement les assises actuelles de la puissance relative de l'impérialisme américain. Et il y a tout lieu de croire que c'est encore à la suite de la guerre qu'on assistera à la véritable irruption révolutionnaire du prolétariat américain, la bourgeoisie réactionnaire précipitant cette issue plutôt que de se laisser prendre dans l'état catastrophique d'une crise économique majeure. En attendant, c'est la progression de la révolution mondiale qui sape cette puissance, prépare et fait empirer les conditions dans lesquelles éclatera la crise révolutionnaire majeure future.

Historiquement la révolution américaine apparaît comme devant se classer très probablement en tant que le chaînon final de la révolution mondiale et non comme un de ses chaînons prochainement accessibles.

D'autre part, la préparation d'une lutte quasi inévitable des forces révolutionnaires dans le reste du monde contre le dernier bastion de la réaction — l'impérialisme yankee — doit être librement acceptée, avec toutes ses conséquences.

4. — De toutes ces considérations découlent des tâches nationales et internationales précises pour les trotskystes américains. Sur le plan national, leur tactique à l'étape actuelle doit être souple et orientée vers une activité pratique de leurs forces dans tous les milieux politiquement vivants qui polarisent des masses ouvrières. Ceci afin d'éviter la sclérose consécutive à un isolement prolongé et de faciliter à la fois la progression des meilleurs éléments et courants de ces milieux vers des positions prolétariennes, de classe, et notre propre fusion avec les véritables tendances de gauche qui se développeront dans l'avenir, par des canaux et sous des formes diverses.

C'est dans le processus d'une telle fusion avec des forces révolutionnaires les plus larges de la classe qui n'ont pas eu encore l'occasion d'éclorre, que se formera à travers une série de phases et de formes, encore imprévisibles, le véritable Parti révolutionnaire de masse de demain.

En ce sens, le mot d'ordre de la formation d'un Labor Party basé sur les syndicats doit être au centre de la propagande actuelle des trotskystes en tant que forme concrète, et de loin la plus probable, d'éveil politique et de polarisation organisationnelle de la tendance prolétarienne pour toute une période, et en tant que moyen concret pour combattre tant soit peu efficacement, comme il est impérieux de le faire, la politique de réaction et de guerre de l'impérialisme américain.

Sur le plan international les trotskystes américains doivent se faire valoir comme les meilleurs défenseurs aux Etats-Unis des conquêtes et des forces

révolutionnaires dans le monde sous quelque forme qu'elle soient : U.R.S.S., Chine et autres Etats anticapitalistes, révolution coloniale. Ils doivent dénoncer et lutter contre les préparatifs de guerre de l'impérialisme américain, non en général mais concrètement, en tant que préparatifs dirigés contre l'U.R.S.S., les autres Etats anticapitalistes, la Révolution coloniale et la Révolution sous toutes ses formes. Ils doivent se fonder réellement dans le Parti mondial de l'Internationale, chose qui seule du reste leur permettra, ainsi qu'à toute autre section, de faire victorieusement face aux pressions hostiles, et de les maintenir dans une correcte ligne de classe.

5. — Le soi-disant optimisme de la direction majoritaire du S.W.P. concernant la situation actuelle aux Etats-Unis s'avère se traduire pratiquement par un sectarisme sur le plan national, et une incompréhension et un esprit de défaitisme sur le plan international.

Elle est obligée d'avancer chaque fois le mot d'ordre du Labor Party, mais au fond d'elle-même elle caresse l'idée que cette voie n'est nullement indispensable, la voie « la plus probable » restant celle de l'afflux direct des masses au S.W.P. (Voir entre autre la lettre de Cannon à Warde du 2-7-1953, et le discours final de Dobbs au Plenum de mai 1953).

D'autre part, dès que la minorité fut exclue et la rupture accomplie avec l'Internationale, cette direction reniant d'un trait de plume toute sa lutte contre le « pessimisme de la minorité » a sonné l'alarme sur le danger fasciste aux Etats-Unis, « plus grand qu'en 1939 », qu'elle découvre subitement dans le mac-cartysme.

Sur le plan international elle met l'accent sur la « menace de barbarie », le danger accru d'une restauration du capitalisme en U.R.S.S., l'importance malgré tout limitée de la Révolution chinoise, de la guerre de Corée et des autres conquêtes et victoires anti-impérialistes, et sur la puissance de l'impérialisme que nous « sous-estimons ». Elle fait dépendre le caractère révolutionnaire de la situation objective de l'existence préalable ou non des partis trotskystes de masse, et dans l'ensemble elle revise pratiquement dans un sens opposé l'évaluation du rapport des forces global, tel que le 3<sup>e</sup> Congrès Mondial l'a faite et sur laquelle se basent fondamentalement depuis lors la politique de l'Internationale et ses conclusions tactiques.

6. — Les prolongements internationaux de la fraction cannoniste englobent les éléments et les tendances sectaires traversant notre mouvement qui se sont développées à la suite de notre isolement prolongé des masses et qui ont subi sans comprendre et assimiler aussi bien le sens des changements fondamentaux survenus dans la situation d'après-guerre, que la politique de l'Internationale correspondant à ces changements et à la situation nouvelle.

Le groupe Bleibtreu en France, qui devient du coup le leader idéologique de la fraction internationale des cannonistes, a clairement manifesté son caractère à la fois sectaire et aventurier par rapport au réel mouvement des masses en France.

La direction suisse, outre ses positions extravagantes sur toutes les questions et son opposition systématique à la politique de l'Internationale depuis la guerre, a réussi à camoufler si bien son activité dans le réel mouvement de masses de son pays, que ni le mouvement dirigé par les sociaux-démocrates, ni les divers mouvements à direction stalinienne, n'ont eu à s'en inquiéter tant soit peu sérieusement.

Le groupe Burns en Angleterre retombe dans les traditions sectaires et anti-internationales foncières du W.I.L.

La coalition des éléments et des groupes de la fraction cannoniste n'est pas basée sur une plate-forme principielle mais sur un fond commun de sectarisme par rapport au mouvement réel des masses, et le rejet pratique commun du caractère double et contradictoire de l'U.R.S.S. et du stalinisme. Ceci est clairement manifesté en outre par les « principes du trotskysme orthodoxe » formulés dans la déclaration du soi-disant « Comité de la IV<sup>e</sup> Internationale ». Ils consistent en effet dans la répétition pédante des vérités premières du Manifeste Communiste sur le Capitalisme et le Socialisme plus une prise de position sommaire, sectaire et mécanique envers la question du stalinisme, qui nie tout l'acquis de l'Internationale dans ce domaine et ne peut que désarmer de nouveau complètement notre mouvement.

Par rapport à l'idée, à la structure et au fonctionnement de l'Internationale en tant que Parti mondial centralisé, tous ces éléments et groupes se distinguent par une rébellion commune contre une telle conception, et lui opposent pratiquement celle d'une union fédérative, une sorte de Bureau de « liaisons et échanges idéologiques » laissant à chacun en fait pleine autonomie et liberté d'action.

7. — L'existence de ces éléments et groupes dans l'Internationale était et reste cependant possible, à condition de respecter la discipline et les règles de fonctionnement de l'Internationale en tant que Parti mondial centralisé.

A l'encontre de la conception cannoniste du Parti et de l'Internationale qui devant des divergences politiques efface l'importance du cadre organisationnel de l'Internationale, supprime toute règle organisationnelle, ramène toute divergence « aux principes fondamentaux », qualifie « d'ennemis de classe » toute opposition, et mène ainsi dès le début une lutte d'extermination aboutissant fatalement à la scission, l'Internationale, fidèle au véritable esprit de l'enseignement de Lénine et de Trotsky dans ce domaine, reste toujours ouverte à tous les éléments et tendances qui respectent sa

discipline et ses règles de fonctionnement, tout en leur accordant pleins et véritables droits dans son sein.

La politique et la direction de l'Internationale sont déterminées par le libre jeu de la discussion et des décisions démocratiquement prises à la majorité de

### Une Conférence des sections d'Amérique latine

En décembre 1953 s'est tenue une Conférence des sections latino-américaines de la IV<sup>e</sup> avec la participation d'un représentant de la direction de l'Internationale.

Cette Conférence a consacré une partie importante de ses travaux à l'étude de la situation actuelle en Amérique latine. Nous reproduisons ci-dessous la résolution politique adoptée par la Conférence à la suite d'une discussion qui a témoigné de la progression politique des sections de la IV<sup>e</sup> Internationale de cette partie du monde, se traduisant no-

### Résolution politique adoptée par la Conférence latino-américaine

Après discussion de la situation dans les pays d'Amérique latine, la Conférence souligne que l'on observe les caractéristiques suivantes, sous des formes diverses et à des degrés différents :

a) la pression de l'impérialisme — notamment l'impérialisme yankee — s'accroît, les difficultés économiques s'aggravent ;

b) les gouvernements, particulièrement ceux qui, pour arriver au pouvoir et s'y maintenir, se sont appuyés sur un mouvement de masses, orientent fortement leur politique vers la droite et se subordonnent de plus en plus à l'impérialisme. L'impossibilité de la part des bourgeoisies nationales à maintenir leur opposition à l'impérialisme dans le processus actuel de préparation à la guerre, donnera une expression de plus en plus claire à la tendance de l'impérialisme des U.S.A. à coloniser l'Amérique latine.

c) le divorce entre les gouvernements que les masses ont portés au pouvoir et ces masses prend actuellement de la part des masses la forme d'un détachement qui tend à s'accroître. Avant que se produise une rupture complète, il est possible que se produisent des tentatives de pression de la part de ces masses en vue de freiner l'évolution de ces gouvernements.

d) au sein de l'avant-garde se manifeste la recherche de solutions politiques à la situation actuelle et à ses perspectives.

Le 3<sup>e</sup> Congrès Mondial avait indiqué que les premiers pas effectués par les masses récemment incorporées à l'industrie avaient été exploités au bénéfice des bourgeoisies indigènes, mais que le mouvement de ces masses était de la plus grande importance pour le développement révolutionnaire de l'avenir. Nous sommes actuellement entrés dans une nouvelle étape de politisation de ces

ses Congrès mondiaux et des Plenums du C.E.I. Quiconque quitte l'Internationale dans ces conditions démontre simplement qu'il refuse de se soumettre à la volonté et aux décisions de la majorité du mouvement international.

Décembre 1953.

tamment par une meilleure compréhension de la marche du mouvement ouvrier dans ces pays.

La Conférence a adressé son salut aux travailleurs de Bolivie et les sections se sont engagées à faire le maximum d'efforts de solidarité envers la révolution bolivienne et le P.O.R. (section bolivienne de la IV<sup>e</sup> Internationale).

La Conférence a également pris des décisions d'organisation relatives à la coordination de l'activité des différentes sections latino-américaines.

masses qui aura tendance à acquérir un niveau de plus en plus élevé au cours des prochaines années.

Il est possible de considérer ce phénomène de politisation sous deux aspects dialectiquement liés :

— D'une part les grandes masses poursuivent leurs expériences dans le cadre de leurs organisations créées pendant la période antérieure.

— D'autre part parmi les éléments politisés qui constituent l'avant-garde se développera un processus de clarification et de lutte politique pour conquérir la direction des masses.

Il est impossible de conquérir la direction des masses sans travailler dans leur sein et sans disposer de forces d'avant-garde relativement importantes. Il est impossible de triompher dans l'avant-garde sans réaliser un travail au sein des masses et sans mener une lutte théorique et politique contre tous les courants centristes, opportunistes, staliens, etc.

Par conséquent la tâche des sections latino-américaines dans la période actuelle consiste à :

a) continuer la politique d'intégration dans le mouvement des masses ;

b) organiser la lutte théorique, politique et organisationnelle au sein de l'avant-garde.

Il ne faut confondre en aucun cas les pas, si minimes soient-ils, que font les masses, avec les évolutions que peuvent réaliser les couches les plus politisées et plus spécialement leurs directions. Tout pas des larges masses, si petit soit-il, même s'il se réalise confusément, est positif. Au contraire les directions sensibles à la fermentation des masses cherchent à l'utiliser à leur profit et leurs évolutions — qui seront probablement nombreuses — contribuent rarement à

éduquer les masses sur la voie de la conquête du pouvoir.

Notre parti, pour renforcer ses liens avec les masses, se joint à toute action de celles-ci, même quand ces actions ont des objectifs illusoire. Mais la participation à ces actions doit se faire en toute clarté, sans la moindre identification avec ces objectifs utopiques. Le parti éduque les masses sur la nécessité d'un parti ouvrier, d'une lutte pour un gouvernement ouvrier et paysan et d'une lutte pour une Fédération socialiste des nations latino-américaines comme seule issue véritable à la situation.

Nos sections ne préjugent pas les formes d'organisation que peut prendre le mouvement des masses en voie de politisation. Nos sections chercheront les formules d'organisation qui peuvent trouver le plus grand écho, tant dans les traditions que possède le mouvement de ces pays que dans les expériences effectives de la classe.

La lutte théorique et politique contre tous les courants qui se manifestent dans l'avant-garde doit être menée de manière implacable, indépendamment de la force numérique et organisationnelle de ces courants. Il ne faut pas considérer seulement le poids d'un courant par rapport à l'ensemble de la classe ouvrière. Il est toujours nécessaire de mesurer correctement les poids respectifs des dif-

férents secteurs ou courants politiques au sein de l'avant-garde.

Sur le plan organisationnel, nos sections doivent être prêtes aux tactiques les plus variées et les plus souples en tenant compte des organisations et courants qui peuvent se constituer. Au cas où se pose la question de l'entrisme dans une formation politique, cet entrisme ne doit pas nécessairement être assimilé à celui qui se réalise dans les P.C. ou P.S. de masse. Cet entrisme, dans de nombreux cas, aura des objectifs du type de l'entrisme d'avant-guerre, à savoir : renforcer les noyaux révolutionnaires ou empêcher la constitution relativement durable d'une direction centriste.

\*\*

La Conférence charge les organismes nommés par elles d'étudier en collaboration avec les directions nationales les formes concrètes de construction des partis révolutionnaires.

La Conférence charge ces organismes de soumettre ces observations et leur application à la discussion pour le prochain Congrès Mondial, afin de permettre de préciser plus particulièrement la partie relative au travail indépendant dans le document sur la construction des partis révolutionnaires.

## Uruguay

### Congrès de la Ligue Ouvrière Révolutionnaire

Au début de janvier 1954 s'est tenu le Congrès de la Ligue Ouvrière Révolutionnaire (section uruguayenne de la IV<sup>e</sup> Internationale). Y participèrent plus de 30 camarades.

Le Congrès entendit un rapport sur la situation internationale ainsi que sur la situation dans la IV<sup>e</sup> Internationale. Il entendit également un rapport sur la situation internationale qui donna lieu à une ample discussion. La politisation

des masses commence par se faire au profit des vieux partis (P.S. et P.C.), en même temps que se fait sentir un courant unitaire. Un rapport particulier sur la question syndicale montra comment ce sentiment unitaire se manifestait dans les syndicats. Le Congrès termina les tâches de la L.O.R. dans ces conditions.

Le Congrès marqua le renforcement de l'organisation et de sa cohésion.

## Bolivie

### Nouvelle vague de radicalisation des masses

Sur la base de la détérioration continue du niveau de vie des masses et de la soumission grandissante à l'impérialisme yankee et à la réaction de l'aile droite du M.N.R. qui contrôle le gouvernement, les masses révolutionnaires, ouvrières et paysannes, défendent par une nouvelle vague de luttes les conquêtes de la Révolution et reprennent leur marche en avant.

Les grèves ouvrières multiples éclatent à nouveau afin de revaloriser le pouvoir d'achat des masses durement atteint par l'inflation accélérée.

Lors du putsch réactionnaire de la Phalange en novembre dernier, les mineurs de Llallagua et de Pulacayo ont marché spontanément, armés de fusils et de mitraillettes, sur Oruro, débordant leurs directions inactives. Un camarade du P.O.R. (section bolivienne de la IV<sup>e</sup> Internationale) a dirigé les mineurs de Llallagua, avec le grade de commandant.

A Cochabamba, ce furent 20 militants trotskystes qui ont organisé la résistance contre les putschistes et se battirent avec l'aide de centaines d'autres ouvriers mobilisés par eux contre les phalangistes. Bientôt des milliers de paysans armés entrèrent dans la ville et exterminèrent jusqu'au dernier les insurgés réactionnaires qui n'avaient pas réussi à s'échapper.

Le gouvernement n'ose pas interdire formellement le P.O.R. et ses organes, mais il exerce là où il le peut de multiples pressions pour entraver son activité et la diffusion de sa presse. *Lucha Obrera* paraît ainsi tantôt imprimée, tantôt ronéotypée. A Llallagua, des sbires du gouvernement, policiers et civils, ont voulu empêcher la diffusion du journal. La population est intervenue pour les chasser.

Le P.O.R. prépare sa XI<sup>e</sup> Conférence nationale et accentue sa lutte pour le *Gouvernement ouvrier et paysan, et son programme.*

Voici à ce propos le manifeste qu'il vient d'adresser aux travailleurs boliviens à l'occasion de la nouvelle année :

### Nos vœux de nouvel an pour les travailleurs

Au seuil de l'année 1954, le PARTIDO OBRERO REVOLUCIONARIO salue et encourage tous les travailleurs qui, dans les mines, les bureaux, les usines et à la campagne, constituent la force motrice de la révolution commencée le 9 avril grâce à leurs efforts et à leurs sacrifices.

L'année 1954 qui pointe est certes obscurcie par la perspective de la troisième guerre mondiale que les impérialistes préparent sous la direction de l'impérialisme yankee dans leur tentative de

faire échec à la libération des peuples coloniaux et semi-coloniaux luttant pour briser les chaînes de l'exploitation. Mais ces préparatifs de guerre se font à un moment où l'impérialisme est assailli par la montée révolutionnaire des masses travailleuses dans le monde entier. Si la guerre était déclenchée dans un tel rapport de forces défavorable à l'impérialisme, elle serait le tombeau des exploités ; la révolution que cette guerre appellera libérera les peuples d'un bout à l'autre du monde.

### LE VIRAGE DROITIER DU GOUVERNEMENT

Dans la montée révolutionnaire du mouvement ouvrier, la révolution bolivienne joue en Amérique latine un rôle de premier plan. Son triomphe est lié aux victoires des masses révolutionnaires luttant partout dans le monde. Conscient de l'importance de la révolution bolivienne, l'impérialisme a fait sentir sur la Bolivie tout le poids de sa pression économique et obtenu du gouvernement M.N.R. qu'il fasse un profond virage à droite qui se manifeste dans une politique économique pro-capitaliste ; dans un accroissement de l'exploitation des travailleurs pour le plus grand pro-

fit des exploités ; dans une politique étrangère pro-impérialiste ; dans les tractations passées avec les Etats-Unis ; dans la tentative de maîtriser le mouvement ouvrier par l'assistance gouvernementale dont sont gratifiés les bureaucratiques syndicaux ; dans les tentatives de scinder les syndicats qui échappent à leur contrôle et d'enrégimenter les travailleurs et la population en général dans les rangs du M.N.R. en les obligeant à y adhérer soit sous la menace de licenciements, soit par une discrimination dans la distribution des denrées alimentaires.

### LA RADICALISATION REVOLUTIONNAIRE DES MASSES

La politique droitiste du gouvernement se heurte aux sentiments des masses et ouvre un large fossé séparant, bien qu'à des degrés divers, celles-ci de la direction petite-bourgeoise dans laquelle elles avaient cru et continuent à croire dans une certaine mesure. Cette évolution se manifeste dans des faits comme la résistance exprimée par les mineurs de Llallagua à la répression contre le P.O.R.,

et dans des actions indépendantes des masses paysannes qui veulent, comme à Elen, maintenir et élargir leur occupation des terres. Elle se manifeste également dans la résistance de plus en plus grande des bureaucrates syndicaux maniés par les sphères gouvernementales, contre les efforts de la base syndicale qui veut faire passer sa propre politique ouvrière, imposer dans le textile le sa-

faire minimum de 1.200 boliviens, ignorer les directives bureaucratiques dans l'industrie et le commerce, et qui lutte contre la cherté de la vie et le manque de denrées alimentaires, tandis que l'agitation va croissant à cause de la disette dans les couches citadines les plus exploitées.

Décus et répudiant les trahisons de la direction petite-bourgeoise, le prolétariat, les classes moyennes pauvres et les

paysans cherchent tous aujourd'hui une nouvelle direction révolutionnaire capable de les conduire à la liquidation complète d'un régime basé sur la propriété privée. Une telle direction ne peut être que le parti de la classe ouvrière, le *Partido Obrero Revolucionario* qui est, comme toujours, à la pointe du combat contre l'impérialisme, la *rosca* et leurs agents phalangistes.

### VERS UN NOUVEAU GOUVERNEMENT

Au seuil du nouvel an, le Partido Obrero Revolucionario appelle tous les exploités à lutter pour un *Gouvernement ouvrier et paysan*, le seul qui, en donnant satisfaction à leurs intérêts, apportera une solution à la crise économique qui étrangle la Bolivie ; le seul qui appuyé par les ouvriers et les paysans, fera d'une industrie nationalisée et développée sous le monopole du commerce extérieur et la nationalisation de la banque, la source du bien-être collectif, libérera réellement des rapaces impérialistes le pays et ouvrira la perspective

d'un progrès inconnu jusqu'à présent. Certain que l'année 1954 sera l'année d'un réel renforcement de l'unité révolutionnaire des travailleurs ayant pour but la formation de leur propre gouvernement, incarné dans leur propre parti, le P.O.R. exprime à tous les révolutionnaires sa foi dans les victoires ouvrières qui seront une réalité dans cette année qui commence.

La Paz, le 1<sup>er</sup> janvier 1954.

Le Bureau Politique  
du P.O.R.

## Etats-Unis

### L'Union Socialiste d'Amérique

La minorité trotskyste exclue bureaucratiquement par la majorité de la direction du S.W.P., et qui rassemble la plus grande partie de la base ouvrière de cette organisation s'est constituée en « *Socialist Union of America* », Broadway 863, New-York City.

Elle a déjà tenu une première Conférence régionale à Detroit qui a connu un très vif succès. Soixante-quinze délégués, tous cadres ouvriers de l'industrie de l'automobile et de l'acier, y assistaient. Une campagne financière pour 5.500 dollars a déjà obtenu un succès marqué.

Elle a d'autre part commencé l'édition d'un mensuel, *The American Socialist* qui essaie de propager sous une forme

pédagogique et vivante, sans sacrifier démesurément à la vulgarisation, la politique marxiste révolutionnaire, plus particulièrement adaptée aux conditions actuelles américaines. A en juger par les premiers numéros parus, techniquement très bien présentés, ainsi que par leur contenu, cette formule pourrait mieux favoriser l'évolution marxiste révolutionnaire de milieux ouvriers avancés plus larges. Nous signalons dans ces premiers numéros du *American Socialist* que nous saluons, des articles-études sur l'état et les perspectives du mouvement ouvrier américain, le danger du mac-carthysme, la situation en U.R.S.S., etc.

Le trotskysme vivant continue avec une vigueur accrue aux Etats-Unis.

## Ceylan

### Radicalisation des masses

Depuis la journée du 12 août 1953 (sur laquelle nous avons publié un article dans notre précédent numéro), la lutte de classe à Ceylan se trouve portée à un niveau plus élevé. Les travailleurs de

toutes catégories (mineurs, travailleurs des plantations, des bus, employés...) forment leurs revendications et manifestent.

Dans certains cas, comme chez les mi-

neurs de Bogala, ceux-ci ont été obligés de faire la grève au fond de la mine, se sont heurtés à la police qui a employé les gaz contre eux, avant d'obtenir une augmentation de salaires. Le L.S.S.P. (section cinghalaise de la IV<sup>e</sup> Internationale) qui joue un rôle dirigeant dans le mouvement ouvrier de ce pays mène campagne pour la tenue d'une enquête au sujet des méthodes de la police et pour la nationalisation des mines.

La radicalisation des masses se manifeste aussi dans d'autres catégories sociales. Ainsi les pêcheurs du nord de l'île refusent de payer une nouvelle taxe.

Aux diverses élections qui se produisent, le L.S.S.P. recueille un nombre croissant de suffrages. Ainsi, dans la

ville d'Ambalangoda, il a obtenu 1.979 voix sur 4.105 votants.

Le L.S.S.P. mène également une campagne énergique pour que les travailleurs indiens des plantations aient les mêmes droits civiques que les Cinghalais.

Le L.S.S.P. a comme mot d'ordre central : « Pour un gouvernement anticapitaliste », et appelle les masses à forcer le P.C. à faire sien cet objectif au lieu de la coalition du type Front populaire qu'il préconise. Une scission s'est produite en octobre dernier dans le L.S.S.P. de la part d'une minorité préconisant une politique semblable à celle des staliniens. Mais cette scission n'a pas eu de conséquences sérieuses quant à l'autorité du L.S.S.P. parmi les masses de Ceylan.

## Espagne

### Halte à la répression franquiste !

Dix militants ouvriers espagnols, dont M. Fernandez Grandizo (Munis) et Jaime Fernandez, qui ont été arrêtés il y a plus d'un an, vont bientôt passer devant un Conseil de guerre, à Madrid, sous l'inculpation de « tentative de constitution d'une organisation révolutionnaire en vue de renverser le régime ». L'accusation ne repose sur aucune preuve, malgré toutes les recherches effectuées depuis plus d'une année par policiers et magistrats pour remplir un dossier. Celui-ci ne contient que la déclaration

des inculpés qu'ils voulaient constituer un cercle d'études.

Les peines demandées sont de 20 ans pour Munis et Jaime, et de 4 à 12 ans pour les 8 autres inculpés. Au tribunal devant lequel ils sont déférés, la seule défense possible est un militaire désigné d'office.

Élevant sa protestation contre cette infamie judiciaire, le Secrétariat International demande à toute la presse ouvrière de dénoncer le crime et aux organisations ouvrières de manifester pour exiger la libération des inculpés.

### La grève de Bilbao

L'organisation de solidarité des travailleurs basques en exil, établie à Biarritz, a publié des détails intéressants sur la grève des chantiers navals de Bilbao. Cette grève éclata le 30 novembre 1953 sur les chantiers de la société Euskalduna. Les grévistes réclamèrent le paiement de la gratification annuelle de Noël et des heures supplémentaires, toutes deux supprimées par la direction en fin d'année 1953. Les ouvriers des chantiers navals de Bilbao travaillent pour des salaires de famine qui, chez les non-qualifiés, ne dépassent guère 17 pesetas (moins de 200 francs) par jour.

La grève dura une semaine, malgré l'intimidation par les autorités policières et les menaces de la direction de renvoyer les grévistes et de leur enlever leurs cotisations de sécurité sociale. Le 30 novembre même, il y avait grève sur le tas, lorsque le directeur refusa de discuter avec une délégation du personnel. Le lendemain, 100 policiers armés occu-

pèrent le chantier et obligèrent les grévistes à partir. Par peur d'une extension de la grève à d'autres entreprises de Bilbao, les autorités mobilisèrent la garde civile et des forces policières de San Sebastian. Le matin du 4 décembre, trois compagnies de police étaient sur le point de partir de Madrid à Bilbao. Néanmoins, les travailleurs d'entreprises voisines comme la « Naval de Nervion », « Walcooks », etc., posèrent les mêmes revendications que ceux de la Euskalduna. L'extension de la grève ne fut empêchée que par la décision des directions de payer la gratification de Noël.

La répression fut beaucoup moins étendue que lors des grèves de 1951. On avait alors arrêté 3.000 personnes dans le pays basque et 8.000 à Barcelone. Cette fois-ci, une vingtaine de prétendus « meneurs » furent emprisonnés. Le gouverneur de la province de Biscaye retourna précipitamment d'un séjour à

Madrid et déclara devant la presse qu'une intervention des autorités publiques était inutile, puisque le mouvement de grève faisait l'objet d'une discussion entre direction d'usine et ouvriers. Peu après la grève, de nouveaux barèmes

de salaires furent imposés à l'industrie métallurgique et sidérurgique, comportant de substantielles augmentations de salaires. On note en général que la grève a énormément relevé le moral des ouvriers de Bilbao.

## France

### Vers de nouvelles luttes

Août 53 fut un événement annonciateur de beaucoup plus grands événements pour la France. Depuis lors, la situation n'a cessé de mûrir.

Les travailleurs de toutes catégories veulent une amélioration de leurs conditions de vie. La Commission des conventions collectives, en fin décembre, à une session où les représentants patronaux n'étaient pas venus, a adopté par accord des représentants de tous les syndicats ouvriers (C.G.T., F.O., C.F.T.C.) un minimum vital net de plus de 25.000 francs par mois, soit environ un salaire effectif de 27.000 (ce que ne gagne pas la moitié de la classe ouvrière dans ce pays). Mais ce n'est qu'un avis au gouvernement qui doit prendre la décision. Le 29 janvier a été une journée de revendications à travers toute la France. A la base le front unique se réalise de plus en plus sur le plan syndical. Mais F.O. refuse le moindre accord au sommet avec la C.G.T., et les dirigeants de la C.F.T.C. — tout en se déclarant favorables à une entente avec la direction de la C.G.T. — en fait marchent avec F.O. La C.G.T. a fait des propositions d'action commune, mais ne mène pas de

campagne systématique. En outre, les luttes seront freinées aussi longtemps que le parti communiste ne présentera pas l'issue d'un gouvernement de front unique P.C.-P.S. Le gouvernement n'a finalement accordé qu'une aumône pour les plus bas salaires.

Les dirigeants communistes ont, à l'occasion de l'élection du président de la République et du président de l'Assemblée Nationale, voté dès le second tour pour le candidat du P.S. Ils ne l'ont pas fait dans les termes clairs d'une politique de front unique. Toutefois, ces votes ont eu de bonnes répercussions dans la classe ouvrière qui, dans son ensemble, ne s'embarrasse pas des considérants donnés par le P.C., mais voit avant tout les votes communs des deux grands partis ouvriers. Indépendamment des directions, se trouve ainsi renforcé le courant unitaire dans les masses.

La situation se caractérise aussi par une politisation croissante au sein de ces deux partis. D'où dans le P.S. le développement d'oppositions, et dans le P.C. le développement d'une vie politique très fragmentée mais non moins significative.

## Italie

### Conférence nationale des G.C.R.

Les groupes communistes révolutionnaires (section italienne de la IV<sup>e</sup> Internationale) viennent de tenir leur conférence nationale. Celle-ci a été un succès. La politique préconisée par la direction internationale et par la direction nationale a été adoptée à une très forte

majorité, de même que des résolutions contre l'action scissionniste des canonnistes. Une minorité, bien que politiquement d'accord avec les positions politiques de la majorité du S.W.P., reste disciplinée dans l'Internationale et sa section italienne.

## Autriche

### Augmentation du chômage

La situation économique s'aggrave. Le chômage a atteint 350.000 travailleurs et continue de croître. La bourgeoisie crie

misère et s'efforce, comme dans tous les pays, de faire peser les conséquences sur les travailleurs. Sur le plan politique, elle

profite de l'attitude capitulaire de la direction social-démocrate qui, dans la coalition gouvernementale, cède sur tous les points. La bourgeoisie songe même à éliminer le P.S. du gouvernement, bien que celui-ci ait été le bénéficiaire des dernières élections.

La marche de la classe ouvrière vers de grandes luttes et le développement d'une gauche oppositionnelle dans le P.S. se font à un rythme encore très lent.

## Grande - Bretagne

### Puissant mouvement revendicatif des masses

La politique de libéralisme économique entreprise par le gouvernement tory, la suppression des subventions alimentaires ont provoqué une hausse continue du coût de la vie en Angleterre. La disproportion entre celui-ci et les salaires qui étaient pratiquement bloqués devenait intolérable.

Sous la pression croissante des masses ouvrières, toutes les directions y compris l'aile droite de la bureaucratie syndicale ont dû céder et demander une augmentation générale des salaires.

Limitée en raison du frein joué par

les directions syndicales, cette augmentation se cristallisera autour du chiffre moyen de 7 shillings par semaine (350 francs). Elle fut obtenue par presque tous les travailleurs, notamment les cheminots, les mineurs et les métallos.

Ni le gouvernement ni le patronat n'ont osé aller jusqu'à livrer ouvertement bataille. Ils ont préféré céder après une faible résistance, afin d'éviter une explosion très puissante et de ne pas trop exposer la bureaucratie syndicale à la pression et aux attaques de la base ouvrière.

Suite de la page 50.

situation n'a pas été modifiée de façon importante, puisque l'augmentation moyenne des salaires s'établit à 13 %. Quant aux ouvrières, 5 % gagnaient moins de 9.000 fr. par mois (1), 72,5 % gagnaient moins de 18.000 fr. et 99 % moins de 27.000 fr.

### Résultats économiques en U.R.S.S. pour 1953

Les services statistiques du gouvernement soviétique ont annoncé le 31 janvier 1954 les résultats économiques suivants de 1953 :

La production industrielle globale s'est accrue de 12 % par rapport à 1952, et de 45 % par rapport à 1950. Les objectifs du plan quinquennal pour 1953 ont été réalisés à 101 %. Cependant, quelques industries retardent : métallurgie (99 %), charbon (99 %), transports et machines industrie lourde (98 %), matériaux de construction (99 %).

La production d'objets de consommation s'est accrue de 12 % par rapport à 1952. La « qualité non satisfaisante » de

certains de ces objets est cependant critiquée.

En ce qui concerne l'agriculture, voici les résultats : les terres cultivées se sont accrues de 1.400.000 ha. par rapport à 1952. L'élevage s'est accru dans les kolkoz et sovkoz de 8 à 10 %.

Le commerce extérieur s'est élevé à 23 milliards de roubles (soit quelque 6 milliards de dollars) en augmentation de 11 % par rapport à 1952 (et quatre fois supérieur à celui des années d'avant-guerre).

Le nombre des travailleurs de l'industrie et du commerce s'est accru et a atteint 44.800.000.

Notre adresse :

P. FRANK, 64, rue de Richelieu, Paris-2°.

Utilisez le C.C.P. 6965-68 Paris

« La Vérité des Travailleurs », 64, rue de Richelieu.

Chaque mois

## LA VERITE DES TRAVAILLEURS

organe du P.C.I. (section française de la IV<sup>e</sup> Internationale)

64, rue Richelieu, Paris-2° (Bureau 14). Tél. : RIC. 03-52

Tout lecteur de notre revue lira :

E. GERMAIN

## LES PROBLEMES ECONOMIQUES DE L'U.R. S. S.

(la société soviétique  
vue dans le miroir du dernier article de Staline)  
La brochure : 80 francs.

M. PABLO

\*\*

## LA GUERRE QUI VIENT

(CAPITALISME OU SOCIALISME)

La brochure : 200 francs.

LISEZ :

MA VIE, de Léon TROTSKY.

Au service des colonisés, de Daniel GUERIN.

Le Directeur-Gérant : PIERRE FRANK



Imprimerie Saint-Denis - 86, fg Saint-Denis - Paris-X°